



SEANCE ORDINAIRE DU 24 MAI 2012

Compte rendu

L'an deux mille douze et le vingt-quatre mai à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

MM B. ABBOU, F. ANDREU, F. ARAGON, M. ASLANIAN, J.F. AUDRIN, Mmes E. BECCARIA, A. BENEZECH, A. BENOARGHA JAFFIOL, MM P. BONNAL, C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mmes T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. CASSAR, M. J.-M. CASTET, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, MM P. COMBETTES, J.P. COULET, M. DELAFOSSE, Mmes G. DELONCLE, C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, MM J.-L. GELY, M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, MM L. JAOLU, B. JEAN, R. JOUVE, M. LANDIER, M. LEVITA, L. LOPEZ, J.M. LUSSERT, R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, MM H. MARTIN, J. MARTIN, J. MARTINIER, P. MAUREL, J.L. MEISSONNIER, C. MEUNIER, Mmes P. MIENVILLE, N. MIRAOU, MM C. MORALES, J.P. MOURE, A. MOYNIER, G. PASTOR, L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, MM P. SAUREL, N. SEGURA, A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, MM R. SUBRA, C. SUDRES, P. THINES, J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, C. VALETTE, A. ZYLBERMAN, G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, J.-P. SIMO suppléant de M. T. DEWINTRE, Mme S. DELAUNAY suppléante de M. J.-P. GRAND, M. J.-C. IMBERT suppléant de M. Y. PELLET, Mme M.-L. OMS suppléante de M. Y. PINASSEAU.

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à M. J. MARTINIER, M. H. ALLOUCHE à Mme D. SANTONJA, Mme F. BERGER à M. P. MAUREL, Mme N. BIGAS à M. T. BREYSSE, Mme S. BLANPIED à Mme N. MIRAOU, Mme S. BONIFACE-PASCAL à Mme A. BENEZECH, Mme M. COUVERT à Mme H. QVISTGAARD, Mme P. DANAN à Mme A. BOYER, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme M. CASTRE, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, M. S. FLEURENCE à M. M. LEVITA, M. J.-M. LEGOUGE à M. N. SEGURA, M. M. PASSET à M. H. MARTIN.

Excusé(es):

M. P. DUDIEUZERE, M. P. VIGNAL

Absent(es):

Mme C. LABROUSSE

AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 67 affaires.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°2 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU 17 AVRIL 2012

Monsieur le Président soumet à l'approbation des Elus le projet du procès-verbal du 17 avril 2012.

Le procès-verbal de la séance du 17 avril 2012 est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

N° 2012-131 - 22/03/2012 - Direction de l'urbanisme et de l'aménagement opérationnel

Décision relative à l'exercice du droit de préemption en ZAD Section AK n°215 - Commune de Beaulieu

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur, par voie de préemption auprès de Madame THEROND Mireille de la parcelle AK n°215 d'une superficie totale de 1905 m² à usage de bois sur la Commune de Beaulieu. Le prix d'acquisition du bien est fixé à 3 000 € au vu de l'avis de France Domaines, frais d'acquisitions en sus et à la charge de l'acquéreur.

N° 2012-132 - 22/03/2012 - Direction de l'urbanisme et de l'aménagement opérationnel

Décision relative à l'exercice du droit de préemption en ZAD Section AK n°127 - Commune de Beaulieu

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur par voie de préemption de la parcelle cadastrée section AK n°127, d'une superficie totale de 14 690 m² à usage de bois sur la Commune de Beaulieu. Le prix d'acquisition du bien est fixé à 22 035 € au vu de l'avis de France Domaines, frais d'acquisitions en sus et à la charge de l'acquéreur.

N° 2012-133 - 22/03/2012 - Direction de l'urbanisme et de l'aménagement opérationnel

Décision relative à l'exercice du droit de préemption en ZAD section AK n°117 - Commune de Beaulieu

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur par voie de préemption, de la parcelle cadastrée section AK n°117, d'une superficie totale de 805 m² à usage de lande, sur la Commune de Beaulieu. Le prix d'acquisition du bien est fixé à 1 210 € au vu de l'avis de France Domaines, frais d'acquisitions en sus et à la charge de l'acquéreur.

N° 2012-134 - 22/03/2012 - Direction de l'urbanisme et de l'aménagement opérationnel

Décision relative à l'exercice du droit de préemption en ZAD section AK n°214 - Commune de Beaulieu

Objet : La Communauté d'Agglomération se porte acquéreur, par voie de préemption de la parcelle cadastrée section AK n°214, d'une superficie totale de 1 905 m², à usage de bois, sur la Commune de Beaulieu. Le prix d'acquisition est fixé à 3 000 € au vu du service des domaines, frais d'acquisitions en sus et à la charge de l'acquéreur.

N° 2012-135 - 22/03/2012 - Direction de l'urbanisme et de l'aménagement opérationnel

Décision relative à l'exercice du droit de préemption en ZAD Section AK n°106 et 113 - Commune de Beaulieu

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur, par voie de préemption des parcelles cadastrées section AK n°106 et 113, d'une superficie de 2 340 m² à usage de taillis sur la Commune de Beaulieu. Le prix d'acquisition du bien est fixé à 3 510 € au vu de l'avis de France Domaines, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

N° 2012-136 - 22/03/2012 - Direction de l'urbanisme et de l'aménagement opérationnel

Décision relative à l'exercice du droit de préemption en ZAD - Section AK n°111 - Commune de Beaulieu

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur, par voie de préemption, de la parcelle cadastrée section AK n°111, d'une superficie totale de 2 335 m² à usage de lande sur la Commune de Beaulieu. Le prix d'acquisition est fixé à 3 510 € au vu de l'avis de France Domaines, frais d'acquisitions en sus et à la charge de l'acquéreur.

N° 2012-137 - 21/03/2012 - Musée Fabre

Décision relative à un don d'une Paire d'Albarelli à décor polychrome de rinceaux

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don fait par la Fondation d'entreprise du Musée Fabre d'une paire d'Albarelli à décor polychrome de rinceaux, Fabrice Antoine Syjalon. Cette œuvre sera conservée au sein des collections du Musée Fabre.

N° 2012-138 - 21/03/2012 - Musée Fabre

Décision relative à un don d'une chevrette à décor polychrome de feuilles et fruits stylisés Fabrique Jean Favier ou Ollivier. Vers 1600

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don fait par les Amis du Musée Fabre, d'une Chevrette à décor polychrome de feuilles et fruits stylisés. Fabrique Jean Favier ou Ollivier, vers 1 600. Cette œuvre sera conservée au sein des collections du Musée Fabre.

N° 2012-139 - 21/03/2012 - Direction des sports

Décision relative à un marché de prestations de services relatif à la maintenance et assistance du système de sonorisation des stades de la Mosson (lot 1) et Yves du Manoir (lot 2) et des écrans géants des stades de la Mosson et Yves du Manoir (lot 3)

Objet : Un marché de prestations de services est passé d'une part pour les lot 1 et 3 avec la société SUD MEDIA SYSTEM sise à Baillargues et pour le lot n°2 avec la société IEC sise à Montpellier. Ce marché à bons de commande concerne la maintenance et assistance du système de sonorisation des stades de la Mosson (lot n°1) et Yves du Manoir (lot n°2) et des écrans géants des stades de la Mosson et Yves du Manoir. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un an, reconductible une fois de manière expresse par la personne publique pour un an, sauf renonciation du titulaire. Le présent marché à bons de commande comporte un maximum annuel de 13 500 € H.T. pour le lot 1 ; 3000 € H.T. pour le lot 2 et 3500 € H.T. pour le lot 3.

N° 2012-140 - 22/03/2012 - Direction de la culture

Décision relative à des réductions sur les tarifs du planétarium Galilée lors des « 31^{èmes} journées nationales Tourisme et Handicap » les 31 mars et 1^{er} avril 2012

Objet : Une réduction 50 % sera appliquée sur les tarifs individuels et groupes pour les séances du spectacle " Le temps des galaxies" qui sera présenté avec un sous-titrage pour les malentendants les 31 mars et 1^{er} avril 2012.

N° 2012-141 - 22/03/2012 - Direction de la culture

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°2098DC09 - Mission OPC Opéra Comédie

Objet : Un avenant n°1 au marché n°2098DC09 est passé pour une mission complémentaire avec la société ING - MEDITERRANNEE sise à Baillargues. Le présent avenant s'élève à 15 783,51 € H.T. soit 18 877,08 € T.T.C. LE montant total du marché est porté de 97 960 € H.T. à 113 743,51 € H.T. soit 136 037,23 € T.T.C. La durée de cette mission complémentaire est de 3 mois.

N° 2012-142 - 22/03/2012 - Direction de la culture

Décision relative à un marché pour l'organisation d'un point d'alerte et de premiers secours pendant la fête de l'Antiquité prévue au Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades

Objet : Un marché est passé avec la Croix Rouge Française de l'Hérault. Ce marché concerne la mise en œuvre d'un point alerte et de premiers secours pendant la fête de l'Antiquité prévue au Site Archéologique Lattara - Musée Henri Prades les 16 et 17 juin 2012 de 14h à 18h30. Le marché prend effet à compter de sa notification, sa durée n'excédant pas les dates et heures prévues de fin de la manifestation. Le montant du marché s'élève à 365 € T.T.C.

N° 2012-143 - 23/03/2012 - Direction de l'eau et de l'assainissement

Décision relative à un marché d'identification et de levés topographiques n°2673 des réseaux d'assainissement - Commune de Montpellier secteur Hôpitaux/Facultés

Objet : Un marché n°2673 est passé avec la société SCP Bilicki Dhombres Osmo sise à Montpellier. Ce marché consiste à confier la mission des levés topographiques des réseaux d'assainissement sur la Commune de Montpellier, secteur Hôpitaux/Facultés. Le présent marché s'élève à 53 508 € H.T.

N° 2012-144 - 23/03/2012 - Direction de la prévention et de la gestion des déchets

Décision relative à un marché n°2821GD11 d'entretien des vêtements de travail de la régie de collecte des déchets ménagers

Objet : Un marché de fournitures courantes et services est passé avec la société RLD 1 SITE DE VENDARGUES sise à Vendargues. Ce marché concerne l'entretien des vêtements de travail de la régie de collecte des déchets ménagers. Le présent marché prend effet à compter de sa notification et ce pour une durée d'un an et pourra être expressément reconduit par période d'un an, dans la limite de deux reconductions. Le montant du marché s'élève à 18 305,25 € H.T.

N° 2012-145 - 23/03/2012 - Direction de la prévention et de la gestion des déchets

Décision relative à un marché n°2865GD11 d'audit de renouvellement de la certification ISO 9001 version 2008 de la régie de collecte des déchets ménagers

Objet : Un marché de fournitures courantes et services est passé avec la société BUREAU VERITAS sise à Dardilly. Ce marché concerne l'audit de renouvellement de la certification ISO 9001 version 2008 de la régie de collecte des déchets ménagers. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 3 ans. Le montant du marché est de 7 670 € H.T.

N° 2012-146 - 29/03/2012 - Direction de l'eau et de l'assainissement

Décision relative à un marché de prestations Topographiques n°2873EA12 associés aux travaux sur les réseaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement des communes

Objet : Un marché de prestations topographiques est passé avec le groupement d'entreprises BILICKI DHOMBRES OSMO / Cabinet PAGES TIP sise à Montpellier. Ce marché consiste à confier les prestations topographiques associées aux travaux sur les réseaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement des communes. Le présent marché s'élève à 35 780 € H.T.

N° 2012-147 - 29/03/2012 - Direction des transports et de la voirie

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public – Brasserie des Autobus

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accorde une indemnisation définitive à la SARL MOPA pour le commerce Brasserie des Autobus, pour indemniser le préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier. Le montant de l'indemnisation définitive est fixé à 15 587 €, correspondant à la perte de marge brute, conformément à l'évaluation de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 27 février 2012.

N° 2012-148 - 29/03/2012 - Direction des transports et de la voirie

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public – Coiffure Christine

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accorde une indemnisation définitive à Mme Daumerie pour le commerce Coiffure Christine, pour indemniser le préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier. Le montant de l'indemnisation définitive est fixé à 8 525 € conformément à l'évaluation de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 27 février 2012. L'indemnisation totale s'élevant à 8 525 € d'août 2010 à décembre 2011.

N° 2012-149 - 29/03/2012 - Direction des transports et de la voirie

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Broussous et Calmels

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accorde une indemnisation définitive à la SARL BAUDON pour le commerce BROUSSOUS et CALMELS, pour indemniser le préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier. Le montant de

l'indemnisation définitive est fixé à 33 618 € conformément à l'évaluation de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 27 février 2012. L'indemnisation totale s'élevant à 77 709 € d'avril 2010 à novembre 2011.

N° 2012-150 - 29/03/2012 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un agrément de candidature - SA ESFA

Objet : La candidature de la société ESFA est agréée en vue de la location dans le Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS Hannibal) à Cournonsec. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot "B08" de 40,04 m² pour une période de 12 mois. Son activité est l'ingénierie, le conseil et l'organisation de toute formation initiale ou professionnelle ainsi que toute activité rattachée au développement social des personnes physiques et morales.

N° 2012-151 - 29/03/2012 - Direction des sports

Décision relative à un marché de fourniture de matériel pédagogique pour les piscines de l'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché de prestations de services concernant la fourniture de matériel pédagogique pour les piscines de l'Agglomération de Montpellier est conclu avec la société FUTURA PLAY. Le marché prend effet à compter de sa notification, pour une durée d'1 an, sauf renonciation du titulaire. Il pourra être reconduit 2 fois par période d'un an. Le montant annuel du marché est de 23 108,11 € H.T.

N° 2012-152 - 30/03/2012 - Direction des transports et de la voirie

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway

Objet : La décision n°2010-228 du 28 avril 2010 est abrogée. La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert les terrains situés à l'espace Mosson à Montpellier cadastrés section LO n°59 et LO n°61 d'une superficie totale de 18 034 m² appartenant à la Ville de Montpellier. Le prix d'acquisition de ces emprises est fixé à 915 600 €, toutes indemnités confondues, au vu de l'avis de France Domaines. Le paiement du prix d'acquisition du terrain est fixé à 915 600 € se décompose comme suit : un échange des parcelles cadastrées section LR n°284, LR n°285, LR n°286 et LR n°287 d'une superficie totale de 3 938 m² à Montpellier, appartenant à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dont le montant est estimé à 236 280 €, toutes indemnités confondues, au vu de l'avis de France Domaines et d'une soulte d'un montant de 679 320 €, payée par TaM en sa qualité de tiers payeur.

N° 2012-153 - 02/04/2012 - Direction des ressources informatiques

Décision relative à un contrat de Tierce Maintenance Applicative du logiciel K-PORTAL et des développements des sites web de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un contrat de TMA (Tierce Maintenance Applicative) est conclu avec la société Kosmos sise à Nantes. Ce contrat concerne le logiciel K-Portal et les développements des sites web de la Communauté d'Agglomération de Montpellier réalisés à l'aide de ce logiciel. Ce contrat prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un an. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'1 an, sans pouvoir excéder 2 renouvellements et sans que la durée totale du contrat n'excède 3 ans. Le montant annuel de ce contrat est compris entre un minimum de 24 000 € H.T. et un maximum de 90 000 € H.T.

N° 2012-154 - 03/04/2012 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un contrat pour la mission de responsable Qualité Externe

Objet : Un contrat est conclu pour la mission de responsable Qualité Externe avec la société WALL sise à Montpellier. Ce contrat a pour objet de mettre en place une organisation conforme aux exigences de l'ISO 9001 et d'externaliser la fonction de Responsable Qualité, au BIC Cap Alpha-Cap Oméga pour l'année 2012. Le présent marché pourra être reconduit 2 fois par période successive de 12 mois selon les mêmes modalités. Le contrat prend effet à compter de sa notification jusqu'en décembre 2012. Le montant de la prestation pour l'année 2012 s'élève à 16 150 € H.T.

N° 2012-155 - 03/04/2012 - Direction de la culture

Décision relative à un marché n°2236B - lot n°2 de Nettoyage de la Médiathèque E. Zola

Objet : Un avenant n°1 au marché n°2236B, lot n°2 "nettoyage de la médiathèque Centrale E. Zola" est passé avec la société SIN et STES sise à Mauguio. Ce marché concerne la prise en compte des prestations supplémentaires relatives aux 26 dimanches d'ouverture de la médiathèque F. Fellini durant l'année 2012. Le présent avenant s'élève à 2 349,77 € H.T. Le montant du marché initial est porté de 177 480 € H.T. à 179 829,77 € H.T. L'incidence financière de cet avenant, au regard du montant global du marché est de + 1,33%.

N° 2012-156 - 03/04/2012 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un agrément de candidature - SARL BONO-VALLON - VEAS PARC 2000

Objet : La candidature de la société BONO-VALLON est agréée en vue de la location dans le Village d'entreprises Artisanales et de Services (VEAS) Parc 2000 à Montpellier. Son activité est la distribution de produits cosmétiques, parfums, objets de décoration et vêtements. Elle est candidate à la location du lot B02 de 31,56 m² pour une période de 23 mois.

N° 2012-157 - 03/04/2012 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à l'agrément de candidature du Laboratoire BIOPHARME

Objet : La candidature du Laboratoire BIOPHARME est agréée en vue de la location dans l'immeuble CAP SIGMA. Son activité est l'industrie pharmaceutique. Elle est candidate à la location du lot 0.1 de 272 m² pour une période de 9 ans.

N° 2012-158 - 03/04/2012 - Direction de la culture

Décision relative à un marché n°2930DC12 - Marchés des repas « BIO » à l'écolothèque

Objet : un marché à bons de commande sous procédure adaptée, sans minimum et avec un maximum annuel de 90 000 € H.T. est passé avec l'entreprise SODEXHO sise à Marseille. Ce marché concerne la préparation de repas "BIO" destinés à l'écolothèque de Saint-Jean-de-Védas.

N° 2012-159 - 03/04/2012 - Direction de l'eau et de l'assainissement

Décision relative à un marché de prestation intellectuelle pour l'élaboration du dossier de déclaration de la station d'épuration des communes de Saint Génès des Mourgues - Sussargues

Objet : Un marché de prestations intellectuelles est passé avec le bureau d'études ALIZE sise au Crès, en vue de la réalisation du dossier de déclaration loi eau de la station d'épuration intercommunale des communes de Saint Génès des Mourgues - Sussargues. Ce marché concerne la réalisation du dossier de déclaration loi eau de la station d'épuration intercommunale des communes de Saint Génès des Mourgues - Sussargues. Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'à la réception du récépissé de déclaration. Le montant du marché s'élève à 7 750 € H.T.

N° 2012-160 - 03/04/2012 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société DIAGDEV au sein de la pépinière Cap Alpha

Objet : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société DIAGDEV pour une période de 12 mois à compter du 1^{er} avril 2012, soit jusqu'au 31 mars 2013. Le courrier en date du 23 décembre adressé par Monsieur le Vice-président aux entreprises de Cap Alpha et relatif aux nuisances causées par les travaux de requalification de la pépinière Cap Alpha fait dérogation, à l'article VII-2 du contrat initial qui prévoit l'augmentation de la redevance après un séjour en pépinière supérieur à 36 mois. La redevance à payer par la société DIAGDEV pour la surface de 136.82 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha est donc ramenée à 1 360.48 € H.T. au lieu de 1564.82 € H.T. Cette dérogation prend effet au 1^{er} janvier 2011 pour la durée prévisionnelle des travaux. Elle cessera aussitôt les travaux achevés. A compter de la date d'achèvement des travaux, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société pour la surface de 136.82 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élèvera à 1 564.82 € H.T.

N° 2012-161 - 03/04/2012 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ITK au sein de la pépinière Cap Alpha

Objet : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ITK pour une période de 6 mois à compter du 1^{er} avril 2012, soit jusqu'au 30 septembre 2012. Le courrier en date du 23 décembre 2010 adressé par Monsieur le Vice-président aux entreprises de Cap Alpha et relatif aux nuisances causées par les travaux de requalification de la pépinière Cap Alpha fait dérogation à l'article VII-2 du contrat initial qui prévoit l'augmentation de la redevance après un séjour en pépinière supérieur à 36 mois. La redevance à payer par la société ITK pour la surface de 205.82 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha est donc ramenée à 2107.51 € H.T; au lieu de 2 423.90 € H.T. Cette dérogation prend effet au 1^{er} janvier 2011 pour la durée prévisionnelle des travaux. Elle cessera aussitôt les travaux achevés. A compter de la date d'achèvement des travaux, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société pour la surface de 205.82 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élèvera à 2 423.90 € H.T.

N° 2012-162 - 03/04/2012 - Direction de la culture

Décision relative à un prêt d'œuvres et au marché de production d'œuvres pour l'exposition d'art contemporain intitulé « Les invités » prévue au musée Henri Prades du 09 juin au 16 septembre 2012

Objet : Un marché est passé avec Delphine Gigoux-Martin pour la mise en oeuvre d'une exposition temporaire comprenant le prêt et la production d'un ensemble de sculptures et d'un dessin animé. La durée de ce marché correspond à la durée de l'exposition temporaire, soit du 09 juin au 16 septembre 2012. Le montant global de ce marché s'élève à 6 100 € T.T.C.

N° 2012-163 - 03/04/2012 - Direction de la culture

Décision relative à un prêt d'œuvres et au marché de production d'œuvres pour l'exposition d'art contemporain intitulé « Les invités » prévue au musée Henri Prades du 09 juin au 16 septembre 2012

Objet : Un marché est passé avec Stephen Marsden pour la mise en oeuvre d'une exposition temporaire comprenant le prêt de 3 sculptures et la production de deux œuvres. La durée de ce marché correspondant à la durée de l'exposition temporaire, soit du 9 juin au 16 septembre 2012. Le montant global de ce marché s'élève à 6 000 € T.T.C.

N° 2012-164 - 03/04/2012 - Direction de la culture

Décision relative à un prêt d'œuvres et au marché de production d'oeuvre pour l'exposition d'art contemporain intitulé « Les invités » prévue au musée Henri Prades du 09 juin au 16 septembre 2012

Objet : Un marché est passé avec Laurette Atrux-Tallau pour la mise en oeuvre d'une exposition temporaire comprenant le prêt d'un ensemble de sculptures et la production d'une oeuvre. La durée de ce marché correspond à la durée de l'exposition temporaire, soit du 09 juin au 16 septembre 2012. Le montant global de ce marché s'élève à 8 150 € T.T.C.

N° 2012-165 - 03/04/2012 - Direction de la culture

Décision relative à l'achat d'un spectacle – Sem Forca

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle Sem Forca joué du 27 avril au 6 mai 2012 au Théâtre La Vista. Le marché est conclu avec la compagnie La Rampe TIO et le Théâtre de la Méditerranée La Vista, diffuseur. Le montant du marché s'élève à 2 000 € T.T.C.

N° 2012-166 - 03/04/2012 - Direction des sports

Décision relative à la révision des coupoles des piscines tournesols de Montpellier

Objet : Un marché de travaux relatif à la révision des coupoles des piscines tournesols de Montpellier est passé avec la société BAUDIN CHATEAUNEUF. Le marché prendra effet à compter de sa notification, sauf renonciation du titulaire. Le montant du marché est de 67 180.50 € H.T. soit 80 347.88 € T.T.C.

N° 2012-167 - 03/04/2012 - Direction des sports

Décision relative à un marché de fourniture et pose de vidéosurveillance dans les piscines Spilliaert et Centre Nautique Neptune

Objet : Un marché de travaux relatif à la fourniture et la pose de vidéosurveillance dans les piscines Spilliaert et Centre Nautique Neptune est passé avec la société Sud média System. Le marché prendra effet à compter de sa notification à la société Sud média System, sauf renonciation du titulaire. Le montant du marché est de 28 457.00 € H.T. soit 34 034.57 € T.T.C.

N° 2012-168 - 05/04/2012 - Direction de la culture

Décision relative à un marché n°2916DC12 - Marché de nettoyage Général de l'Opéra Comédie avant réouverture

Objet : Un marché sous procédure adaptée n°22916DC12, est passé avec la société DERICHBOURG sise à Mauguio, pour le nettoyage général de l'Opéra Comédie après les travaux de restructuration de la cage de scène dans la perspective de la réouverture du bâtiment. Le montant du marché s'élève à 78 862.17 € H.T. soit 94 319.16 € T.T.C.

N° 2012-169 - 06/04/2012 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société HPC Project au sein de la pépinière Cap

Objet : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société HPC Project pour une période de 6 mois à compter du 1^{er} avril 2012, soit jusqu'au 30 septembre 2012. A compter du 1^{er} avril 2012, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société pour la surface de 39.79 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 556.66 € conformément au tarif applicable.

N° 2012-169b - 11/04/2012 - Direction de la culture

Décision relative à un marché de prestation de service pour reconstitution grecque pendant la Fête de l'Antiquité au Site archéologique Lattara – Musée Henri Prades

Objet : Un marché de prestation de service est passé avec l'association Athenea Promakhos France sise à Orange. Ce marché concerne la présentation d'une reconstitution grecque sur le site archéologique Lattara, les 16 et 17 juin 2012, de 10 heures à 19 heures, dans le cadre de la Fête de l'Antiquité. Le montant du marché s'élève à 3 600 € T.T.C et prend effet à compter de sa signature et se termine au plus tard le 18 juin 2012.

N° 2012-170 - 06/04/2012 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un avenant d'un prorogeant l'occupation de locaux par la société IMAIOS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga

Objet : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société IMAIOS pour une période de 12 mois à compter du 1^{er} avril 2012, soit jusqu'au 31 mars 2013. A compter du 1^{er} avril 2012, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société pour la surface de 92.98 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 207.89 € conformément au tarif applicable.

N° 2012-170b - 11/04/2012 - Direction de la culture

Décision relative à un marché de prestation de service pour reconstitutions historiques pendant la Fête de l'Antiquité au Site archéologique Lattara – Musée Henri Prades

Objet : Un marché de prestation de service est passé avec l'association Pax Augusta - Groupe Gallo-romain de Lugdunum sise à SATHONAY CAMP. Ce marché concerne la présentation d'une reconstitution intitulée "les guerriers de l'Epoque Républicaine" sur le site archéologique Lattara, les 16 et 17 juin 2012, de 10 heures à 19 heures, dans le cadre de la Fête de l'Antiquité. Le marché prend effet à compter de sa signature et se termine au plus tard le 18 juin 2012. Le montant du marché s'élève à 3 300 € T.T.C.

N° 2012-171 - 06/04/2012 - Direction de l'eau et de l'assainissement

Décision relative à la constitution d'une servitude de passage de canalisations d'eaux usées sur la parcelle AS n°69 appartenant à Mr Cambon Auguste – Commune de Saint Georges d'Orques

Objet : Une convention de servitude de passage de canalisations d'eaux usées est consentie au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier par M. Auguste Cambon, propriétaire de la parcelle cadastrée section AS n°69 d'une contenance de 13a 57ca et d'une superficie de 180 m². La convention est consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire d'un montant de 110 €, frais d'actes en sus à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

N° 2012-172 - 06/04/2012 - Direction de l'urbanisme et de l'aménagement opérationnel

Décision relative à un dépôt d'un permis de démolir - parcelles RA n°19 et 20 - Commune de Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à déposer le permis de démolir concernant le bâti, les deux mazets et la piscine, situées sur les parcelles cadastrées section RA n°19 et 20 à Montpellier.

N° 2012-173 - 06/04/2012 - Direction de l'urbanisme et de l'aménagement opérationnel

Décision relative à un dépôt d'un permis de démolir - Parcelles RA n°18, 21 et 22 - Commune de Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à déposer le permis de démolir concernant la villa, les caves et remises, situées sur les parcelles cadastrées section RA n°18, 21 et 22 à Montpellier.

N° 2012-174 - 05/04/2012 - Direction des sports

Décision relative à la signature d'une convention pour la mise à disposition de deux terrains synthétiques du Stades Yves du Manoir

Objet : Une convention est établie entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le Comité Régional Fédération Sportive et Gymnique du Travail. La mise à disposition de l'équipement pendant la durée de la manifestation se fait à titre gracieux. La Communauté d'Agglomération de Montpellier assurera la maintenance de l'équipement le jour de la manifestation ainsi que le nettoyage de l'installation. La convention précise également que le Comité Régional Fédération Sportive et Gymnique du travail assumera les responsabilités légales et réglementaires de l'organisation, qu'elle prendra à sa charge la communication de l'évènement.

N° 2012-175 - 11/04/2012 - Direction de l'eau et de l'assainissement

Décision relative à un avenant au marché n°2294EA10 – raccordement des effluents des communes de Baillargues et Saint-Brès à la future station d'épuration intercommunale de Baillargues

Objet : Un avenant au marché n°2294EA10 est passé en vue du transfert à la société RAZEL-BEC des prestations exercées jusqu'alors par la société BEC FRERES.

N° 2012-176 - 11/04/2012 - Direction de l'eau et de l'assainissement

Décision relative à un avenant au marché n°2399T10 - Travaux d'eau potable (réseaux et branchements) - Commune de Lattes

Objet : Un avenant au marché n°2399T10 est passé en vue du transfert à la société RAZEL-BEC des prestations exercées jusqu'alors par la société BEC FRERES.

N° 2012-177 - 11/04/2012 - Direction de l'eau et de l'assainissement

Décision relative à avenant au marché n°2401T10 - Travaux d'eau potable (réseaux et branchements) Phase 2 - Commune de Lattes

Objet : Un avenant au marché n°2401T10 est passé en vue du transfert à la société RAZEL-BEC des prestations exercées jusqu'alors par la société BEC FRERES.

N° 2012-178 - 11/04/2012 - Direction de l'eau et de l'assainissement

Décision relative à un avenant au marché n°2556EA10 - Travaux courants sur les réseaux d'eau et d'assainissement des communes - Lot n°1

Objet : Un avenant au marché n°2556EA10 est passé en vue du transfert à la société RAZEL-BEC des prestations exercées jusqu'alors par la société BEC FRERES.

N° 2012-179 - 11/04/2012 - Direction de l'eau et de l'assainissement

Décision relative à un avenant au marché n°2556EA10 - Travaux courants sur les réseaux d'eau et d'assainissement des communes - Lot n°2

Objet : Un avenant au marché n°2556EA10 - Lot n°2 est passé en vue du transfert à la société RAZEL-BEC des prestations exercées jusqu'alors par la société BEC FRERES.

N° 2012-180 - 05/04/2012 - Direction des transports et de la voirie

Décision relative à un avenant de transfert concernant les marchés n°2208TV09 - Lot n°2 réseaux ; n°2447TV10 - Réseaux humides – Aménagement de Avenue Mas de Rochet (nouvelle dénomination Georges Frêche)

Objet : Un avenant aux marchés n°2208TV09 et N°2447TV10 doit être passé en vue du transfert à la société RAZEL-BEC des prestations exercées jusqu'à jusqu'alors par la société BEC FRERES. La nouvelle société RAZEL-BEC se substitue à la société BEC-FRERES en tant que mandataire au groupement BEC/EHTP titulaire des marchés 2208TV09 et 2447TV10.

N° 2012-181 - 15/04/2012 - Direction de la culture

Décision relative à un marché n°2736DC11 - Maintenance des installations électriques dans les bâtiments culturels

Objet : Un marché n°2760DC11, à bon de commande, sans minimum, avec un maximum de 30 000 € H.T. pour chacun des lots n°1, 2, et n°3 est passé sous procédure adaptée, avec la société INEO MIDI PYRENEES sise à Lattes. Les prestations sont relatives aux travaux de maintenance des installations électriques dans les bâtiments culturels de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

N° 2012-182 - 18/04/2012 - Direction de la culture

Décision relative à un marché n°2736DC11 - Maintenance des installations de ventilation dans les bâtiments culturels

Objet : Un marché n°2736DC11 à bon de commande, sans minimum et avec un maximum de 90 000 € H.T. est passé sous procédure adaptée avec la société MULTITEC sise à Pérols. Les prestations sont relatives aux travaux de maintenance et de remplacement partiel des installations de ventilation des bâtiments culturels de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

N° 2012-183 - 20/04/2012 - Direction de l'eau et de l'assainissement

Décision relative à un marché n°2857EA12 – essais d'étanchéité et inspection télévisées associés aux travaux sur les ouvrages d'eau et d'assainissement des communes de l'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché à commande pour les essais d'étanchéité et inspections télévisées est passé avec l'entreprise SARP Méditerranée/Somes sise à Montpellier. Ce marché à commandes porte sur les prestations d'essais d'étanchéité et inspections télévisées associés aux travaux sur les ouvrages d'eau et d'assainissement des Communes de l'Agglomération de Montpellier pour l'année 2012. Le présent marché à commande s'élève à 50 000 € H.T. maximum, soit 59 800 € T.T.C.

N° 2012-184 - 20/04/2012 - Direction des transports et de la voirie

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Commerce La Langue d'Oc

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accorde une indemnisation définitive à la EURL LA LANGUE D'OC, pour indemniser le préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier. Le montant de l'indemnisation est fixé à 7 027 €, correspondant à la perte de marge brute, conformément à l'évaluation de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 26 mars 2012. L'indemnisation totale d'élève à 10 079 € de décembre 2009 à septembre 2011.

N° 2012-185 - 20/04/2012 - Direction des transports et de la voirie

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public – Commerce EL MENDIL

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accorde une indemnisation définitive à la SARL EL MENDIL pour indemniser le préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier. Le montant de l'indemnisation définitive est fixé à 6 712 €, correspondant à la perte de marge brute, conformément à l'évaluation de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 26 mars 2012.

N° 2012-186 - 20/04/2012 - Direction des transports et de la voirie

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public – BAR LE BABOTIN

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accorde une indemnisation définitive à la SARL ZAHAF, pour indemniser le préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier. Le montant de l'indemnisation définitive est fixé à 11 000 €, conformément à l'évaluation de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 26 mars 2012. L'indemnisation totale s'élevant à 11 000 € de février 2010 à novembre 2011.

Le Conseil prend acte de ces décisions.

AFFAIRE N°4 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – ETAT DE RÉALISATION DU PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT - ANNÉE 2011 - APPROBATION

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par délibération n°7604 en date du 16 mai 2007, le Conseil d'Agglomération a adopté le Programme Local de l'Habitat (PLH) pour la période 2007-2012. Conformément à l'article L.302-3 du Code de la Construction et de l'Habitation, le présent rapport dresse le bilan de la mise en œuvre du PLH de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour l'année 2011.

Le PLH mis en œuvre traduit la politique de l'habitat volontariste que s'est fixée la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour répondre aux besoins en logements, toujours importants dans un contexte de dynamique démographique soutenue. Ainsi avec un taux annuel de croissance démographique de +1,4 %, la Communauté d'Agglomération de Montpellier compte chaque année près de 5 000 habitants supplémentaires ; pression démographique qui contribue à la tension qui s'exerce sur le marché local du logement.

La réalisation du Programme Local de l'Habitat implique, en amont, la conjonction d'actions planifiées en matière d'intervention foncière et d'urbanisme.

L'action foncière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier se traduit aujourd'hui dans la mise en œuvre de 24 Zones d'Aménagement Différé (ZAD) permettant ainsi de constituer des réserves foncières sur près de 1 881 ha. En 2011, les acquisitions foncières dans les ZAD dont le droit de préemption a été délégué à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ont concerné principalement le futur quartier de la gare TGV à Montpellier et le secteur de Roque Fraisse à Saint-Jean-de-Védas. L'année 2011 a été marquée par la signature d'une convention cadre entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Etablissement Public Foncier du Languedoc-Roussillon qui prévoit l'intervention de l'EPF pour constituer des réserves foncières dans les sites stratégiques définis au SCOT.

En matière d'urbanisme réglementaire, l'établissement de quatre nouveaux Plan Locaux d'Urbanisme à Beaulieu, Lavérune, Restinclières et Saussan et le lancement de trois nouvelles démarches de PLU, ont permis la déclinaison des orientations et des actions du PLH à l'échelle communale. Onze Communes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont désormais intégré dans leur PLU une prescription de mixité sociale rendant obligatoire une part minimale de logements locatifs sociaux dans les programmes de logements de taille significative.

Sur le plan de l'aménagement opérationnel, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a élargi en 2011 ses compétences à la réalisation de ZAC mixtes dans les sites stratégiques identifiés au SCOT, permettant ainsi l'engagement opérationnel de nouveaux quartiers d'envergure, susceptibles d'intégrer une offre de logements diversifiée au plus près des réseaux de transport public. Le projet EcoCité « de Montpellier à la mer » doit, par exemple, permettre la production de 6 000 à 8 000 logements à l'horizon 2030 sur plus de 300 hectares répartis sur les Communes de Lattes et Pérols.

Par ailleurs, les études pré-opérationnelles des ZAC Roque Fraisse à Saint-Jean-de-Védas et Cantausse à Saint-Brès se sont poursuivies ainsi que celles concernant les secteurs de Sablassou à Castelnau le Lez et du Colombier à Baillargues.

La dynamique de la construction neuve

Le PLH fixe un objectif de production annuelle moyen de 5 000 logements neufs dont 2 700 logements dans la Ville de Montpellier et 2 300 dans les 30 autres Communes.

L'augmentation des autorisations de construire observée en 2010 a engendré une croissance de 28% du nombre de logements mis en chantier en 2011, avec 5 885 logements commencés. Sur le plan quantitatif, 2011 s'inscrit parmi les meilleurs exercices observés depuis les quinze dernières années. Cette dynamique de la construction neuve s'est accompagnée d'un niveau de ventes de logements neufs record par la promotion privée. Alimentée par les dispositifs d'incitations fiscales encore en vigueur, il est à souligner qu'une part de cette production a été portée par des investissements de type spéculatif qui ont contribué à l'atteinte de niveaux de loyers souvent en inadéquation avec les niveaux de ressources des ménages résidants dans la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Près de la moitié des logements autorisés en 2011 (47%) sont situés dans les 30 Communes périphériques, confortant ainsi l'objectif de rééquilibrage territorial du développement urbain entre la ville centre et sa périphérie. Les Communes de Castelnau le Lez avec 590 logements autorisés, de Grabels avec 368 logements et de Juvignac avec 313 logements ont principalement contribué à cette dynamique.

Dans des proportions identiques à celles de 2010, la part des logements collectifs atteint 84% des logements mis en chantier sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en 2011. Cette proportion s'établit à 71% dans les Communes périphériques témoignant, comme au cours des années précédentes, du processus de rééquilibrage du parc en faveur du collectif.

Au global, durant les cinq premières années de mise en œuvre du PLH 2007-2012, la production moyenne annuelle s'établit à 5 040 logements mis en chantier, soit un résultat conforme à l'objectif fixé par le PLH.

La production soutenue de logements locatifs sociaux

Le PLH fixe un objectif annuel de développement du parc locatif social de 1 125 logements destinés aux familles modestes et aux personnes défavorisées (hors résidences étudiantes et pour personnes âgées). Pour la mise en œuvre de cet objectif, la Communauté d'Agglomération de Montpellier attribue, depuis 2006, les aides de l'Etat à la construction des logements sociaux qui pour l'année 2011 se sont élevées à 3 901 233€, auxquels la Communauté d'Agglomération de Montpellier a ajouté sur ses fonds propres 578 260 €.

1 602 logements locatifs sociaux ont été financés en 2011, répartis de la manière suivante :

- 1 416 logements destinés aux familles et aux personnes défavorisées, au-delà de l'objectif fixé, dont 352 logements relèvent d'opérations de reconstruction à Montpellier financées par l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) ;
- 103 logements étudiants ;
- 83 logements en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes (EHPAD).

Pour la deuxième année consécutive, le nombre de logements financés dans les 30 Communes périphériques est supérieur à celui enregistré dans la seule Ville de Montpellier permettant une meilleure répartition de l'offre locative sociale sur le territoire communautaire.

Un autre point positif du bilan 2011 concerne le rééquilibrage de la production sociale en faveur du logement des plus modestes. Les logements mobilisant un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) représentent respectivement 69% et 24% de l'offre produite en 2011, pour un objectif d'environ 60% de PLUS et d'au moins 20% de PLAII. Les logements familiaux financés au moyen d'un Prêt Locatif Social (PLS) représentent 7% de l'offre produite pour un objectif plafond de 20% défini par le PLH.

Pour autant, les besoins en logements locatifs sociaux demeurent toujours importants dans la Communauté d'Agglomération. 18 100 ménages ont fait une demande de logements sociaux en 2011, en nette augmentation (+11%) par rapport à 2010. 79% d'entre eux sont éligibles au logement très social (Prêt Locatif Aidé d'Intégration - PLAII) compte tenu de leurs bas revenus. Au 1^{er} janvier 2011, les services de l'Etat dénombraient 7 111 logements locatifs sociaux manquants dans les 19 Communes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernées par l'obligation de disposer de 20% de logements locatifs sociaux. Seule la Ville de Montpellier satisfait à cette obligation avec 22% de logements sociaux sur son territoire.

Au total, de 2007 à 2011, 5 530 logements locatifs sociaux familiaux ont été financés dans la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ce qui équivaut à 21% de l'ensemble des logements autorisés au cours de cette période, dont 25% à Montpellier et 17% pour l'ensemble des 30 Communes périphériques, pour un objectif PLH d'au moins 25% dans toutes les Communes. Par-delà ces données moyennes, il faut souligner l'existence de disparités territoriales qui doivent conduire, en particulier, à renouveler l'effort de production dans les Communes déficitaires ; effort dont l'insuffisance n'a pas permis, sur la période, d'atteindre l'objectif global du PLH en matière

de logements locatifs sociaux familiaux.

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est directement intervenue pour soutenir des projets concourant à la réalisation des objectifs du PLH. Elle a ainsi garanti les emprunts contractés par les bailleurs sociaux pour un montant global de près de 51 millions d'euros, correspondant à 1 870 logements locatifs sociaux, de manière à en sécuriser le financement.

En outre, du fait du prix particulièrement élevé des terrains sur son territoire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier subventionne le surcoût foncier des opérations de construction dans la limite d'un plafond de 80 € par m² de surface hors œuvre nette. Ce soutien a directement porté, en 2011, sur 120 logements pour un montant d'aides de 578 260 €, soit une moyenne de 5 373 € par logement aidé.

La réhabilitation du parc de logements privés

La requalification du parc de logements privés anciens constitue un autre axe prioritaire du PLH. L'action de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en la matière s'est inscrite, en 2011, dans un contexte de profonde réorientation des priorités de l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat (ANAH), qui a amené la Communauté d'Agglomération de Montpellier à reconsidérer également son propre régime d'aides. Les programmes d'intervention (objectifs et enveloppes de crédits correspondantes) des opérations d'amélioration de l'habitat ont ainsi été réajustés au cours du premier semestre 2011 en faveur de la lutte contre l'habitat indigne, des propriétaires occupants modestes notamment en situation de précarité énergétique et de la maîtrise des loyers qui conditionnent dorénavant les aides aux propriétaires bailleurs.

Les crédits de l'ANAH délégués à la Communauté d'Agglomération de Montpellier en 2011 ont permis d'aider à la rénovation de 140 logements, occupés pour 83% par leurs propriétaires et appartenant à des propriétaires bailleurs pour 17%. Ils ont également été mobilisés pour rénover les parties communes de 6 immeubles (dont 3 de plus de 45 lots d'habitation) regroupant 235 logements, dans le cadre d'opérations spécifiques visant à requalifier les copropriétés dégradées.

Depuis 2007, 1 161 logements ont ainsi fait l'objet de travaux d'amélioration dont 69 % concernent des biens localisés dans la Ville de Montpellier et 31 % dans les Communes périphériques.

53 % des logements locatifs financés en 2011 étaient vacants avant travaux, ce qui porte à 116 le nombre de logements inoccupés remis sur le marché depuis 2007. Depuis cinq ans, 421 logements locatifs à loyer maîtrisé ont été produits.

L'opération communautaire « Rénover pour un habitat durable et solidaire », le Plan de Sauvegarde du Petit Bard, l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH RU) Gambetta - Figuerolles - Nord Ecusson et les OPAH copropriétés dégradées Cévennes 1 et Apollinaire ont contribué à la réalisation de ces résultats. Par ailleurs, une étude pré-opérationnelle a été conduite pour estimer le potentiel restant à réhabiliter en vue du lancement d'une nouvelle opération dans les quartiers Saint Guilhem, Laissac, Sud Comédie (délibération proposée par ailleurs à ce même Conseil).

La réhabilitation du parc ancien a ainsi mobilisé, en 2011, une enveloppe de 2 087 589 €, dont 1 899 069 € de crédits délégués par l'ANAH et 188 480 € attribués par la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur ses fonds propres.

En outre, les études du prochain PLH qui couvrira la période de 2013 à 2018 ont été engagées en 2011. L'association des professionnels du logement a pris la forme d'ateliers de travail en octobre sur les thèmes des parcours résidentiels des familles, des jeunes et des seniors ainsi que des modes de production du logement. Les éléments clés du diagnostic et les enjeux de la politique locale de l'habitat ont été débattus plus largement au cours des Assises de l'habitat qui ont réuni plus de trois cents personnes le 10 février dernier au Corum de Montpellier. L'année 2012 sera consacrée à la mise au point du plan d'actions du PLH et à sa déclinaison dans chacune des communes dans la perspective d'une approbation début 2013.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de l'état de réalisation du Programme Local de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°5 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – CONTOURNEMENT NÎMES - MONTPELLIER - VENTE À RÉSEAU FERRÉ DE FRANCE - COMMUNE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Le site de Méjanelle - Pont Trinquat est situé sur les Communes de Montpellier et Lattes.

Il a été identifié comme l'un des 11 sites stratégiques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le Schéma de Cohérence Territorial (SCOT), approuvé par délibération n°6863 du Conseil de Communauté en date du

17 février 2006.

De ce fait son aménagement répond aux critères de l'intérêt communautaire définis par délibération n°10109 du Conseil de Communauté en date du 21 avril 2011,

Suite à un accord de financement entre les collectivités locales, l'Etat et Réseau Ferré de France (RFF), il a été décidé d'engager la réalisation du contournement à grande vitesse de Nîmes et Montpellier (CNM), ainsi que la création d'une gare nouvelle, constituant un Pôle d'Echange multimodal (PEM), prévu au cœur du site Méjanelle-Pont Trinquat.

Le programme urbain d'ensemble, intégrant ce PEM dans ce qui sera un véritable pôle économique et urbain constitué à partir et autour de la gare TGV, s'inscrit dans la démarche globale EcoCité « de Montpellier à la Mer », menée avec le soutien du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, de la Caisse des Dépôts et Consignations et de l'ADEME.

RFF se propose de procéder à l'acquisition des emprises dévolues au CNM.

RFF s'oblige à affecter ces terrains à l'usage strictement nécessaire à la réalisation, la maintenance et l'exploitation de l'ouvrage ayant fait l'objet de la Déclaration d'Utilité Publique en date du 16 mai 2005.

Au cas où l'ouvrage linéaire réalisé n'utiliserait pas la totalité des terrains cédés, RFF s'engage, après délimitation des emprises définitives dévolues au Réseau Ferré National, à en restituer les délaissés au strict prix de leur acquisition.

Au cas où le projet urbain nécessiterait le franchissement de l'ouvrage linéaire réalisé par RFF, pour des constructions ou des aménagements autres que le Pôle d'Echange Multimodal et ses équipements connexes, RFF s'engage à :

- restituer les volumes correspondants à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, initiatrice de l'opération d'aménagement, ou à son aménageur,
- rétrocéder ces volumes sur les bases du prix d'acquisition de l'assiette foncière les supportant.

Les parcelles situées dans l'emprise de l'ouvrage sur la Commune de Lattes ne peuvent être cédées dans la mesure où elles appartiennent au Domaine Public dédié à la compétence communautaire de lutte contre les inondations.

Les emprises situées sur la Commune de Montpellier concernent les parcelles suivantes :

SS21 pour 11 990 m² au Domaine de la Banquière, SI 90 pour 7 163 m², SI88 pour 3 957 m², SI89 pour 9 954 m² Terre de Valatou, SW32 pour 4 562 m² au Grand Grès et SS2 pour 66 m² Font de la Banquière.

Pour cet ensemble de 37 692 m² la Communauté d'Agglomération de Montpellier percevra 791 532,00 € indemnités de remploi comprises.

Ce prix a été validé par France Domaine.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la promesse de vente consentie à Réseau Ferré de France sur les emprises du Contournement Nîmes Montpellier sur les parcelles SS 21, SI 90, SI 88, SI 89, SW 32 et SS 2 sises Commune de Montpellier, pour une surface totale de 37 692 m² et un prix total de 791 532 €,
- dire que les recettes sont inscrites au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 95,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°6 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – DÉPLACEMENT DE L'AUTOROUTE A9 - VENTE À AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE - COMMUNE DE BAILLARGUES, MONTPELLIER ET SAINT-JEAN-DE-VÉDAS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

La société Autoroutes du Sud de la France (ASF) a pour mission, dans le cadre de la concession qui lui a été octroyée par le 7^{ème} avenant au décret du 7 février 1992 approuvé par décret du 1^{er} mars 2002, la construction du dédoublement de l'autoroute A 9 au droit de Montpellier, et ses voies d'accès, l'aménagement de ses abords, et d'une façon générale, l'exécution de tous travaux s'y rapportant ainsi que l'exploitation des ouvrages.

Les travaux de déplacement de l'autoroute A9 au droit de Montpellier ont été déclarés d'utilité publique et urgents par décret du 30 avril 2007 paru au Journal Officiel du 2 mai 2007. ASF se propose de procéder à l'acquisition des emprises concernées.

ASF s'oblige à affecter ces terrains à l'usage strictement nécessaire à la réalisation, la maintenance et l'exploitation de l'ouvrage autoroutier.

Au cas où l'ouvrage linéaire réalisé n'utiliserait pas la totalité des terrains cédés, ASF s'engage, après délimitation des emprises définitives dévolues au domaine autoroutier, à en restituer les délaissés au strict prix de leur acquisition.

Au cas où le projet urbain nécessiterait le franchissement de l'ouvrage linéaire réalisé, ASF s'engage à :

- restituer les volumes correspondants à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, initiatrice de l'opération

d'aménagement, ou à son aménageur,

- rétrocéder ces volumes sur les bases du prix d'acquisition de l'assiette foncière les supportant.

Les parcelles situées dans l'emprise de l'ouvrage sur la Commune de Lattes ne peuvent être cédées dans la mesure où elles appartiennent au Domaine Public dédié à la compétence communautaire de lutte contre les inondations.

Les emprises situées sur les autres Communes concernent les parcelles suivantes :

- Baillargues, au lieu-dit Saint Antoine, parcelles AZ185 pour 2 728 m², AZ187 pour 95 m² et AZ205 pour 2 995 m².

- Montpellier, rue du Mas Rouge, parcelles SI27 pour 791 m² et SI28 pour 1 508 m² ; Terre de Valatou, parcelle SI88 pour 32 346 m² ; Domaine de la Banquière, parcelle SS20 pour 3 703 m² ; et Le Grand Grès parcelles SW20 pour 1 698 m² et SW31 pour 8 262 m².

- Saint-Jean-de-Védas, Lous Garrigous, parcelle AA92 pour 2 233 m² et Devès Denpene parcelles AC212 pour 171 m² et AC214 pour 4 527 m².

Pour cet ensemble de 61.057 m² la Communauté d'Agglomération de Montpellier percevra 1.187.128,95 € indemnités de remploi comprises.

Ce prix a été validé par France Domaine.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la vente à Autouroute du Sud de la France des emprises sur les parcelles AZ185, AZ187 et AZ205 sises Commune de Baillargues ; SI27, SI28, SI88, SS20, SW20 et SW31 sises Commune de Montpellier ; AA92, AC212 et AC214 sises Commune de Saint-Jean-de-Védas ; pour une surface totale de 61 057 m² et un prix total de 1 187 128,95 € indemnités comprises,

- dire que les recettes sont inscrites au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 95,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les actes de vente ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°7 : SPORTS – MONTPELLIER HÉRAULT RUGBY CLUB - MARCHÉ N°2969DS12 NÉGOCIÉ DE PRESTATIONS DE SERVICES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte :

Le club sportif « Montpellier Rugby Club » a pour objet de promouvoir la pratique et le développement du rugby et il évolue actuellement au plus haut niveau national : le Top 14.

A l'issue de la saison 2010-2011, le Montpellier Hérault Rugby Club est parvenu à atteindre la finale du championnat de France et a participé de ce fait aux premiers tours de la plus prestigieuse des compétitions européennes, la Heineken Cup, au début de la saison 2011-2012

La réalisation et la maintenance du Stade Yves du Manoir et le soutien financier apporté au « Montpellier Hérault Rugby Club », dans le respect de la réglementation en vigueur s'inscrivent dans les compétences et l'intérêt communautaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, notamment concernant la promotion et le soutien des équipes de haut niveau.

Les résultats sportifs de ce club qui évolue désormais dans l'élite du rugby national et européen contribuent à l'image et au rayonnement du territoire communautaire. Les valeurs de dynamisme, de solidarité, d'efficacité valorisées par les récents succès participent à la promotion de l'agglomération Montpellicienne, à la fois en termes d'aménagement du territoire et de développement économique.

Outre l'activité économique qu'il génère, ce club de haut niveau fédère des énergies et contribue au développement d'un sentiment d'appartenance et de fierté au sein de la population de nos communes membres.

Afin de renforcer encore son image auprès des principaux acteurs du développement économique et de l'aménagement du territoire à la fois au niveau local, national et international mais aussi afin de remercier des personnes ayant joué un rôle actif dans la mise en œuvre de nos compétences, voire de récompenser les gagnants de jeux concours ou de tirages au sort, organisés lors des actions de communication à destination du grand public, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité acquérir des places lors des matchs organisés au sein du Stade Yves du Manoir.

Afin de répondre à cet objectif, les besoins annuels ont été évalués comme suit :

-30 places en loge avec prestations pour les 13 matchs de championnat et les 3 premiers tours de la Coupe d'Europe ;

-50 places « affaires » avec prestations pour les 13 matchs de championnat et les 3 premiers tours de la Coupe d'Europe ;

-22 places « officielles » avec prestations pour les 13 matchs de championnat et les 3 premiers tours de la Coupe d'Europe ;

10 places « corbeille » avec prestations pour les 13 matchs de championnat et les 3 premiers tours de la Coupe d'Europe ;

-50 places « Twickenham » ;

-25 places « Eden Park » ;

-30 places « Ellis Park ».

La promotion de notre image et de notre territoire à la fois au niveau des spectateurs du stade Yves du Manoir mais surtout des téléspectateurs de plus en plus friands de rencontres de rugby de haut niveau, nécessite l'achat d'espaces publicitaires et du droit d'apposer le logo de notre agglomération de manière facilement identifiable sur le maillot des joueurs.

Le club résident représenté par la Société Anonyme Sportive Professionnelle « Montpellier Rugby Club », au regard de sa notoriété, peut seul répondre aux besoins de la Communauté d'Agglomération vis-à-vis des décideurs locaux à la fois économiques, politiques, culturels, de la population et des amateurs de rugby.

Conformément aux articles 35. II. 8 du Code des Marchés Publics, et aux dispositions de la loi n°84-610 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a donc mis en œuvre une procédure négociée sans mise en concurrence et sans publicité pour l'achat d'espaces publicitaires et la vente de billets avec cette société.

A l'issue des négociations intervenues concernant la 2ème partie de la saison 2011-2012, la Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 24 avril 2012, a attribué ce marché d'achats de places et d'espaces publicitaires à la SASP « Montpellier Rugby Club » pour un montant de **450 330 € T.T.C.** pour le 2^{ème} semestre 2012, correspondant à la saison sportive 2012-2013.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°2969DS12 tel que défini ci-dessus avec la Société Anonyme Sportive Professionnelle « Montpellier Hérault Rugby Club » ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le marché n°2969DS12 et à prendre toute décision relative à son exécution, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°8 : SPORTS – MONTPELLIER AGGLOMÉRATION HANDBALL - MARCHÉ N°2967DS12 NÉGOCIÉ DE PRESTATIONS DE SERVICES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte :

Le club sportif « Montpellier Agglomération Handball » a pour objet de promouvoir la pratique et le développement du handball et il évolue actuellement au plus haut niveau national et international.

Dans le cadre de ses compétences, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, assure la maintenance et l'entretien du Palais des Sports René Bougnol au sein duquel se déroule la grande majorité des rencontres disputées par ce club. Elle assure aussi les travaux de modernisation et d'extension de cette enceinte sportive.

Elle participe aussi, dans le respect de la réglementation en vigueur, au financement de ce club qui a joué un rôle précurseur pour tous les clubs d'élite de notre territoire puisqu'il a déjà remporté 11 titres de champion de France dont 5 consécutifs.

Cette domination sur le championnat national, les résultats déjà obtenus lors des compétitions européennes, dans un sport de plus en plus médiatique, contribuent à l'image et au rayonnement du territoire communautaire. Ce palmarès concrétise la cohésion, la puissance et l'efficacité de cette équipe et participe à la promotion de l'agglomération montpelliéraine à la fois en termes d'aménagement du territoire et de développement de l'activité économique.

De tels résultats contribuent au développement d'un sentiment d'appartenance et de fierté au sein de la population de notre territoire.

Afin de renforcer encore son image auprès des principaux acteurs du développement économique et de l'aménagement du territoire à la fois au niveau local, national et international mais aussi de récompenser les personnes ayant joué un rôle actif quant à la mise en œuvre de nos compétences voire les gagnants des jeux concours ou tirages au sort, organisés lors des actions de communication à l'attention du grand public, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite acheter des places lors des matchs organisés par le Montpellier Agglomération Handball au sein du Palais des Sports René Bougnol ou de l'Aréna.

Afin de répondre à cet objectif, les besoins annuels ont été évalués comme suit :

-60 places VIP tribune institutionnelle

-20 places VIP tribune présidentielle

-100 places « matchs de Championnat et Coupe joués à René Bougnol » (11 à 13 matchs)

-50 places « matchs de championnat de France et Coupe joués à l'ARENA » (2 à 4 matchs)

-50 places « matchs ligue des champions joués à l'ARENA » (5 matchs)

La promotion de notre image et de notre territoire à la fois au niveau des spectateurs présents à l'ARENA et au Palais des Sports René Bougnol mais aussi des téléspectateurs qui peuvent suivre désormais les principaux matchs de championnats et de ligue des champions nécessite l'achat d'espaces publicitaires autour de l'aire de jeu, sur les écrans de grande dimension et du droit d'apposer notre logo de manière facilement identifiable sur le maillot des joueurs.

La mention de l'Agglomération dans le nom du Club participe à notre notoriété et doit être financée.

La société « Montpellier Agglomération Handball » est par nature la seule habilitée à gérer la vente d'espaces

publicitaires, des billets et des abonnements du club dont elle porte le nom.

Conformément aux articles 35. II. 8 du Code des Marchés Publics, et aux dispositions de la loi n°84-610 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a donc mis en œuvre une procédure négociée sans mise en concurrence et sans publicité pour l'achat d'espaces publicitaires et la vente de billets avec cette société concernant le 2nd semestre de l'année en cours.

A l'issue des négociations intervenues, la Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 24 avril 2012, a attribué ce marché à la Société « Montpellier Agglomération Handball » pour un montant de 466 622 € T.T.C. pour le 2^{ème} semestre 2012, correspondant à la saison sportive 2012-2013.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°2967DS12 tel que défini ci-dessus avec la Société Unipersonnelle Sportive à Responsabilité Limitée « Montpellier Agglomération Handball » ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le marché n°2967DS12 et à prendre toute décision relative à son exécution ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°9 : SPORTS – FONDS SPÉCIAL SPORT - SUBVENTION - ATTRIBUTION

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte : Un fonds spécial d'un montant de 15 000 € a été créé au budget primitif 2012 pour soutenir des actions ponctuelles ou reconnaître des résultats sportifs dont l'audience participe à la promotion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au plan national et international.

Dans ce cadre il est proposé au Conseil d'attribuer la subvention suivante :

- 1 500 € pour l'Association Sportive « Baillargues-Saint Brès-Valergues » pour son tournoi de football qui se déroulera les 12 et 13 juin 2012 à Baillargues,

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de ces subventions, dont le versement est conditionné par la signature d'une convention d'attribution,
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°10 : SPORTS – PALAIS DES SPORTS RENÉ BOUGNOL - AMÉNAGEMENT D'UN ESPACE DE REMISE EN FORME ET D'ENTRETIEN PHYSIQUE - AVENANT N°1 AU LOT N°7 DU MARCHÉ DE TRAVAUX N°2739DS11 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte : Le Palais des sports René Bougnol a été transféré à la Communauté d'Agglomération de Montpellier par délibération n°4848 en date du 22 octobre 2002 et abrite les exploits du Montpellier Handball qui évolue en championnat de France de première division et dispute la Ligue des Champions.

L'activité de ce club répondant parfaitement à la définition de l'intérêt communautaire énoncée le 18 septembre 2002, il convient de mettre à sa disposition un équipement adapté à son niveau international.

Par délibération n°9043 en date du 3 juillet 2009, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'aménagement du Palais des Sports René Bougnol ainsi que le budget prévisionnel estimé à 1,5 M € H.T. pour la réalisation d'une première phase de travaux, afin de créer une salle de réception permettant d'accueillir 800 personnes.

Par délibération n°9950 en date du 26 janvier 2011, le Conseil de Communauté a approuvé la réalisation d'une seconde phase qui permettra de créer un complexe de remise en forme et d'entretien physique comprenant une salle de gymnastique-danse de 150 m², une salle de musculation de 100 m², une zone cardio-training de 140 m², une zone aqua-forme de 110 m² ainsi que les locaux annexes (accueil 15 m², rangement 18 m², vestiaires 25 m²) soit un total de 563 m².

Cet espace sera aménagé dans la salle de danse actuelle qui, avec la mezzanine et les locaux arbitres et rangement, représente une surface de 567 m².

L'enveloppe financière de cette opération est estimée à 1 200 000 € T.T.C. dont 940 000 € H.T. de travaux

Pour la réalisation des travaux, la Communauté d'Agglomération a lancé un appel d'offres ouvert, en application des articles 33, 57 à 59 du Code des Marchés Publics, dont l'avis a été transmis à la publication le 18 août 2011.

A l'issue de la procédure, la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 25 octobre 2011 a décidé de retenir, pour

l'exécution de ces travaux, les entreprises présentant l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères d'attribution définis dans le règlement de consultation et notamment pour le lot n°7, Climatisation, plomberie, VMC, l'entreprise VIP PLUS sise à Castelnau le Lez (34) pour un montant de 141 464,00 € H.T., correspondant à l'offre de base sans option.

Afin de faire apparaître les coûts et les missions confiés au sous-traitant, monsieur Serge Bonnet, dans la décomposition du prix global et forfaitaire de ce lot n°7, nous vous proposons la signature d'un avenant n°1.

Il s'agit de la réalisation et de la remise de tous les plans liés aux travaux exécutés par le titulaire du marché pour un montant de 4 209,82 € H.T. inclus dans le montant initial du marché.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°1 au marché n°2739DS11 lot n°7 tel que décrit ci-dessus,
- dire que les crédits sont prévus au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 904,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°1 au lot n°7 du marché n°2739DS11 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°11 : SPORTS – STADE DE LA MOSSON « MONDIAL 98 » - AMÉNAGEMENTS - MANDAT SAAM D'ÉTUDE ET RÉALISATION - LANCEMENT D'UN CONCOURS DE MAÎTRISE D'OEUVRE - CONSTITUTION DU JURY - ELECTION

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte : Depuis 1974, l'histoire du stade de la Mosson, aujourd'hui stade de la Mosson « Mondial 98 », est intimement lié au quartier dans lequel il est implanté et à l'équipe qui y réside, le Montpellier Hérault Sport Club.

Construit et rénové au fil du temps, il a accueilli de grandes manifestations et fait vibrer les nombreux supporters lors des grands événements sportifs tels que la Coupe du Monde de football en 1998 et la Coupe du Monde de Rugby en 2007.

Le Stade de la Mosson « Mondial 98 » a été transféré à la Communauté d'Agglomération de Montpellier par délibération n°4848 en date du 22 octobre 2002.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, par sa délibération n°10689 du 29 février 2012, a approuvé le programme de la réhabilitation du Stade, ainsi que son enveloppe prévisionnelle et a décidé de confier à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) un mandat d'études et de réalisation.

Pour étudier et réaliser cette opération il convient à présent de lancer un concours de maîtrise d'œuvre conformément aux articles 70 et 74 II du Code des Marchés publics.

Après publication d'un avis d'appel public à la concurrence la personne responsable du marché établira la liste des trois candidats admis à concourir.

La prestation demandée aux candidats admis à concourir sera de niveau esquisse.

La prime allouée à chaque candidat sera de 120 000 € H.T. conformément aux dispositions de l'article 74 du Code des marchés publics.

Cette procédure requiert la constitution d'un jury, conformément aux dispositions de l'article 24 du Code des Marchés Publics. Celui-ci sera constitué, outre de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président de droit, ou de son représentant, de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants élus au sein du Conseil de Communauté.

Les autres membres siégeant au jury, avec voix délibérative, seront désignés par le président du jury. Il s'agit :

- des personnalités dont la participation présente un intérêt particulier au regard de l'objet du concours, sans que le nombre de ces personnalités puisse excéder cinq, la désignation de ces membres étant facultative,
- des membres du jury ayant la qualification exigée, ou équivalente à celles des candidats, pour participer au concours, représentant au moins un tiers des membres du jury.

Monsieur le Trésorier Principal municipal et un représentant de la Direction régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi, seront invités à participer au jury, avec voix consultatives.

En application de l'article 22 du Code des Marchés Publics, l'élection des membres titulaires et des suppléants a lieu sur la même liste, sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms que de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir. En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Si les listes en cause ont également recueilli le même nombre de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamé élu.

Dans la perspective de cette élection, des listes, exclusivement constituées de délégués titulaires au sein du Conseil de Communauté, y compris pour les membres suppléants, devaient être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction des Affaires Juridiques et Marchés Publics de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant le jeudi 24 mai 2012, à 12h00. Chaque liste devait parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election du jury de concours de maîtrise d'œuvre du stade de la Mosson « Mondial 98 » – Dépôt de liste – Ne pas ouvrir avant la date limite ».

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le lancement du concours de maîtrise d'œuvre conformément aux articles 70 et 74 II du Code des Marchés Publics ;
- fixer les primes à verser aux candidats admis à concourir et ayant remis des prestations conformes au règlement du concours, à 120 000 € H.T. ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 904 et seront complétés dans les budgets ultérieurs en fonction de l'avancement et des besoins de l'opération ;
- solliciter les subventions les plus larges possibles auprès de l'Etat, de la Région Languedoc-Roussillon et du Département de l'Hérault ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer tout document relatif à cette affaire ;
- procéder à l'élection des membres du jury de maîtrise d'œuvre (5 titulaires et 5 suppléants) qui siégeront sous la présidence de M. Jean-Pierre MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération, ou son représentant.

La liste suivante a été déposée par Monsieur le Président dans le respect des conditions visées ci dessus :

Membres titulaires :

B. Abbou,
C. Morales,
A. Barrandon,
P. Vignal,
T. Capuozzi-Boualam

Membres suppléants :

T. Breysse,
J.-M. Castet,
D. Antoine-Santonja,
R. Subra,
E. Beccaria

Aucune autre liste n'a été présentée.

Au regard des informations présentées aux membres du Conseil Communautaire, il est procédé à l'élection au scrutin de liste suivant le système de représentation proportionnelle avec application du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

Le vote a lieu au scrutin secret.

Membres titulaires :

* 1^{er} tour de scrutin :

Présents : 86

Votants : 80

Bulletins blancs : 2

Bulletins nuls : 0

Nombre de suffrages exprimés : 78

Sièges à pourvoir : 5 titulaires

Quotient électoral (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 15,6

	Voix obtenues	Attribution au quotient	Attribution au plus fort reste	Total
Liste 1	78	5	0	5

Au regard des résultats mentionnés ci dessus, sont proclamés élus les membres titulaires suivants :

Membres titulaires :

B. Abbou,
C. Morales,
A. Barrandon,
P. Vignal,
T. Capuozzi-Boualam

Membres suppléants :

* 1^{er} tour de scrutin :

Présents : 86

Votants : 80

Bulletins blancs : 2

Bulletins nuls : 0

Nombre de suffrages exprimés : 78

Sièges à pourvoir : 5 suppléants

Quotient électoral (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 15.6

	Voix obtenues	Attribution au quotient	Attribution au plus fort reste	Total
Liste 1	78	5	0	5

Au regard des résultats mentionnés ci dessus, sont proclamés élus les membres titulaires suivants :

Membres suppléants :

T. Breysse,
J.-M. Castet,
D. Antoine-Santonja,
R. Subra,
E. Beccaria

Le jury de concours de maîtrise d'œuvre du stade de la Mosson « Mondial 98 » est donc composée comme suit :

Membres titulaires :

B. Abbou,
C. Morales,
A. Barrandon,
P. Vignal,
T. Capuozzi-Boualam

Membres suppléants :

T. Breysse,
J.-M. Castet,
D. Antoine-Santonja,
R. Subra,
E. Beccaria

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

**AFFAIRE N°12 : SPORTS – PISCINE COMMUNAUTAIRE HÉRACLES À SAINT-BRÈS -
APPROBATION DU PROGRAMME - LANCEMENT D'UN CONCOURS DE MAÎTRISE D'OEUVRE -
DEMANDE DE SUBVENTIONS - CONSTITUTION DU JURY - ELECTION**

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte :
La Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité inscrire l'apprentissage de la natation scolaire dans ses priorités d'action. Ainsi à terme, tous les élèves scolarisés dans les écoles primaires de l'agglomération pourront bénéficier, au cours de leur scolarité, de séances gratuites d'apprentissage conduites en collaboration avec les enseignants de l'Éducation Nationale.

Pour atteindre cet objectif ambitieux qui concernera plus de 30 000 enfants, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se dote de moyens supplémentaires. C'est ainsi qu'elle construit actuellement sa 13^{ème} piscine à Lattes (piscine les Néréides).

Le projet de construction de la piscine de Saint-Brès s'inscrit donc dans une politique de développement des équipements aquatiques capable de répondre aux besoins des scolaires mais aussi aux aspirations du public et du monde associatif.

Le choix de cet espace sportif, sa conception, sa localisation, son animation et sa gestion comportent des enjeux sportifs mais aussi économiques, sociaux, environnementaux et urbanistiques.

C'est dans cet esprit que la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par sa délibération du 27 novembre 2008, a approuvé le programme et le lancement d'un concours de Maîtrise d'œuvre ainsi que la constitution d'un jury.

A l'issue de ce concours de maîtrise d'œuvre l'affaire a été classée sans suite par l'arrêté du 17 juin 2010 car les images proposées ne correspondaient pas à l'équipement sportif structurant attendu par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Aujourd'hui un nouveau programme, différent et novateur, grâce à quatre points forts est proposé :

- une diminution de la surface construite grâce à un fond de bassin amovible,
- une grande ouverture sur l'extérieur (70% des façades et 50% de la toiture du hall du bassin ludique) permettant de fonctionner sans une centrale de traitement d'air pendant la période estivale,
- des plages extérieures attirantes et aménagées de jeux d'eau et d'une glissade,
- d'intégrer les normes Haute Qualité Environnementale.

Le programme architectural, fonctionnel et technique proposé définit l'ouvrage suivant :

- un hall bassin sportif dont la façade vitrée s'ouvrira de 70% sur la plage extérieure, regroupant :
- un bassin sportif de 25m et 6 couloirs équipés d'un fond amovible de 125m²,
- une pataugeoire de 10m² pour le confort et la sécurité des enfants ;
- des gradins de 100 places, afin de permettre aux visiteurs et aux accompagnateurs de partager visuellement l'activité du bassin ;

Un hall indépendant pour le bassin ludique de 100 m² destiné à l'apprentissage de la natation et offrant aux utilisateurs un moment de détente et de convivialité sur les banquettes massantes ;

Les deux halls seront séparés par un châssis vitré qui permettra également une grande communication entre les deux espaces ;

Des vestiaires individuels séparés hommes / femmes dotés de 20 cabines individuelles, 4 vestiaires collectifs pour les scolaires et les groupes ;

A l'extérieur une plage minérale équipée de jeux d'eau et d'une glissade ;

Un parking qui pourra accueillir voitures particulières et transports en commun pour les élèves en séance de natation scolaire.

L'ensemble du complexe sera conçu afin d'être accessible aux personnes à mobilité réduite.

A ce stade, le coût prévisionnel de l'opération est de 9 100 000 € H.T. (y compris les honoraires de maîtrise d'œuvre et bureau de contrôle) valeur mai 2012.

Pour étudier et réaliser cette opération, il convient à présent de lancer un concours de maîtrise d'œuvre, conformément aux dispositions des articles 70 et 74.II du Code des Marchés Publics.

Après publication d'un avis d'appel public à la concurrence et avis du jury, 4 candidats seront admis à concourir.

La prestation demandée aux candidats admis à concourir sera de niveau esquisse.

La prime allouée à chaque candidat sera de 28 000 € H.T. conformément aux dispositions de l'article 74 du Code des Marchés Publics.

Cette procédure requiert la constitution d'un jury, conformément aux dispositions de l'article 24 du Code des Marchés Publics. Celui-ci sera constitué, outre de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président de droit, ou de son représentant, de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants élus au sein du Conseil de Communauté.

Les autres membres siégeant au jury, avec voix délibérative, seront désignés par le président du jury. Il s'agit :

- des personnalités dont la participation présente un intérêt particulier au regard de l'objet du concours, sans que le nombre de ces personnalités puisse excéder cinq, la désignation de ces membres étant facultative,
- des membres du jury ayant la qualification exigée, ou équivalente à celles des candidats, pour participer au concours, représentant au moins un tiers des membres du jury.

Monsieur le Trésorier Principal municipal et un représentant de la Direction régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi, seront invités à participer au jury, avec voix consultatives.

En application de l'article 22 du Code des Marchés Publics, l'élection des membres titulaires et des suppléants a lieu sur la même liste, sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms que de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir. En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Si les listes en cause ont également recueilli le même nombre de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamé élu.

Dans la perspective de cette élection, des listes, exclusivement constituées de délégués titulaires au sein du Conseil de Communauté, y compris pour les membres suppléants, devaient être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction des Affaires Juridiques et Marchés Publics de la Communauté d'Agglomération, avant le jeudi 24 mai 2012, à 12h00. Chaque liste devait parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election du jury de concours de maîtrise d'œuvre de la piscine Héraclès à Saint-Brès – Dépôt de liste – Ne pas ouvrir avant la date limite ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- abroger la délibération n°8533 du 27 novembre 2008 ;
- approuver le programme de l'opération relatif à la réalisation d'une piscine à Saint-Brès ;
- approuver l'enveloppe prévisionnelle relative à cette opération soit 9 100 000 € H.T. ;
- approuver le lancement du concours de maîtrise d'œuvre conformément aux articles 70 et 74 II du Code des Marchés Publics ;
- fixer les primes à verser aux candidats admis à concourir et ayant remis des prestations conformes au règlement du concours à 28 000 € H.T. ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 904 ;
- solliciter les subventions les plus larges possibles auprès de l'Etat, de la Région Languedoc-Roussillon et du Département de l'Hérault ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer tout document relatif à cette affaire ;
- procéder à l'élection des membres du jury de maîtrise d'œuvre (5 titulaires et 5 suppléants) qui siégeront sous la présidence de M. Jean-Pierre MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération, ou son représentant,

La liste suivante a été déposée par Monsieur le Président dans le respect des conditions visées ci dessus :

Membres titulaires :

G. Pastor
L. Jaoul
Y. Pellet
A. Barrandon
J-L. Meissonnier

Membres suppléants :

J.-M. Castet
J.-P. Coulet
P. Bonnal
B. Abbou
E. Beccaria

Au regard des informations présentées aux membres du Conseil Communautaire, il est procédé à l'élection au scrutin de liste suivant le système de représentation proportionnelle avec application du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

Le vote a lieu au scrutin secret.

Présents (émargements): 87

Votants : 87

Bulletins nuls : 0

(bulletins litigieux à déduire : articles L.65 et L.66 du Code électoral)

Bulletins blancs : 2

Suffrages exprimés : 85

Sièges à pourvoir : 5 titulaires

Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 17

TITULAIRES	Voix obtenues	Attribution au quotient	Attribution au plus fort reste	Total
Liste 1 :	85	5	0	5

Présents (émargements): 87

Votants : 87

Bulletins nuls : 0

(bulletins litigieux à déduire : articles L.65 et L.66 du Code électoral)

Bulletins blancs : 2

Suffrages exprimés : 85

Sièges à pourvoir : 5 suppléants

Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 17

SUPPLEANTS	Voix obtenues	Attribution au quotient	Attribution au plus fort reste	Total
Liste 1 :	85	5	0	5

Le jury de concours de maîtrise d'œuvre de la piscine Héraclès est donc composé comme suit :

Membres titulaires :

G. Pastor
L. Jaoul
Y. Pellet
A. Barrandon
J-L. Meissonnier

Membres suppléants :

J.-M. Castet
J.-P. Coulet
P. Bonnal
B. Abbou
E. Beccaria

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°13 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES - CONTRATS DE LICENCE DE ONZE FILMS DE LA SOCIÉTÉ ALTAMIRA - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. T. Breysse, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué suppléant à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Dans le cadre du contrat numérique signé avec l'Etat, le projet de numérisation du réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'inscrit dans le prolongement d'une politique de valorisation des films régionaux et locaux.

Cette opération est financée par l'Etat à hauteur de 80% de la dépense H.T. subventionnable.

L'objectif de la numérisation est double : sauvegarder un support menacé ou non pérenne et pouvoir disposer de son contenu sous forme numérique, pour une consultation sur place et à distance, à l'usage des abonnés du réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Les onze films de la société ALTAMIRA sont réalisés par des réalisateurs reconnus en région tels que Pierre Guy ou encore José Alcalá. Les sujets de ces films sont divers mais présentent tous un grand intérêt régional : histoire du quartier de la Mosson, d'artistes tels que Gustave Courbet ou Claude Masse, histoire de l'urbanisation en Languedoc-Roussillon...

C'est pourquoi il est proposé de signer avec la Société ALTAMIRA un contrat d'achat de droits non commerciaux et non exclusifs des onze films suivants :

- « Rencontre avec Gustave Courbet », de Pierre Guy
- « De 4 à 5 », de Pierre Guy
- « Une boutique d'écriture à la Paillade », de José Alcalá
- « Mémoires de la Paillade », de José Alcalá
- « L'art autre : Claude Masse », de Pierre Guy
- « Communications, villes, territoires », de Michel Raulet
- « A propos de Palavas », de Pierre Guy
- « Ludovic Masse, du terroir catalan à l'universel », de Pierre Guy
- « Markus Anatol Weisse, vue imprenable sur la douane », de Pierre Guy
- « La rouille de seiche palavasienne », auteur collectif
- « L'incroyable voyage du petit train de Palavas », auteur collectif

Conclu pour une durée de 10 ans et pour un montant forfaitaire de 2 822 € T.T.C., cet achat permettra d'une part la numérisation d'un fonds audiovisuel régional, et d'autre part la consultation des films susvisés à titre individuel sur demande, par les abonnés du réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le contrat d'achat de droits non commerciaux et non exclusifs pour une durée de 10 ans, avec la Société ALTAMIRA représentée par Monsieur Pierre Guy pour la numérisation et la consultation par les abonnés du réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur place et à distance, des films « Rencontre avec Gustave Courbet », « De 4 à 5 », « Une boutique d'écriture à la Paillade », « Mémoires de la Paillade », « L'art autre : Claude Masse », « Communications, Villes, Territoires », « A propos de Palavas », « Ludovic Masse, du territoire catalan à l'universel », « Markus Anatol Weisse, vue imprenable sur la douane », « La rouille de seiche palavasienne », « L'incroyable voyage du petit train de Palavas »,
- dire que les crédits sont prévus au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°14 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES - CONVENTION POUR LA MISE EN PLACE DU PASSEPORT MULTIMÉDIA ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET LA COMMUNE DE MURVIEL LÈS MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. T. Breysse, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué suppléant à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mène depuis plusieurs années une politique de développement de la lecture publique et de coopération à l'échelle de son territoire.

Une des manifestations concrètes de cet engagement a été d'élargir l'accès des médiathèques du réseau de l'Agglomération de Montpellier à d'autres médiathèques communales de l'agglomération, via une carte dite « Passeport multimédia », qui vient compléter la carte spécifique donnant accès à l'ensemble des équipements

communautaires de lecture publique.

Ce dispositif vise à faciliter la circulation des usagers entre les différents établissements, sans en changer le fonctionnement technique et en maintenant des systèmes informatiques différents.

Il a donné lieu en 2005 à la signature d'une première convention pour la mise en place du Passeport multimédia entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et deux Communes du territoire de l'Agglomération, Saint-Jean-de-Védas et Villeneuve-lès-Maguelone.

Il est proposé aujourd'hui d'adopter une nouvelle convention, qui met en partenariat le réseau des médiathèques et la médiathèque de la Commune de Murviel lès Montpellier.

Elle prévoit la délivrance, sur demande dans les équipements partenaires, d'une carte passeport donnant la possibilité à l'utilisateur inscrit en médiathèque dans l'une des collectivités de fréquenter les autres établissements, sans devoir acquitter de frais supplémentaires au titre d'une nouvelle inscription.

Le dispositif de passeport commun est rendu possible par l'harmonisation préalable des tarifs d'inscription.

La convention pour la mise en place du « Passeport multimédia » renforce la dynamique de coopération et prend la mesure des nouveaux enjeux territoriaux en matière de service public de lecture.

Sa durée est d'un an à compter de la signature par les 2 parties avec possibilité de reconduction expresse limitée à 2 renouvellements.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de « Passeport multimédia » avec la Commune de Murviel lès Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°15 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE D'INFORMATION (CENTRE GEORGES POMPIDOU, PARIS) - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. T. Breysse, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué suppléant à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Par convention signée en juillet 2004, et renouvelée en juillet 2008, la médiathèque centrale d'Agglomération Emile Zola et la Bibliothèque Publique d'Information (BPI) travaillent en partenariat sur l'offre de services adaptés aux publics handicapés, sur l'acquisition des ressources électroniques et sur le service de questions-réponses à distance Bibliosésame. A ce titre, la médiathèque centrale d'agglomération fait partie du réseau de « bibliothèques partenaires » de la BPI.

Cette convention arrive à terme en septembre 2012. Cette coopération étant fructueuse et intéressante pour les usagers, il est souhaitable de la prolonger par une nouvelle convention d'une durée d'un an renouvelable trois fois, qui dresse les objectifs visés ainsi que les engagements de chacune des parties. Il est ainsi proposé un programme de coopération favorisant les nouveaux usages dans les médiathèques qui comprend cinq axes de travail :

- L'élargissement de l'offre documentaire sur support numérique : participation à la sélection et à l'achat de ressources en ligne, consultation de films numérisés.
- La poursuite de l'action du réseau des médiathèques d'agglomération dans le réseau national de réponses à distance Bibliosésame, dans un souci de mutualisation et de diffusion de connaissances.
- Le partage du savoir : organisation commune d'une journée d'étude sur le rôle social des médiathèques, échange de stagiaires sur les sujets de travail en commun.
- La diffusion et le partage des expériences dans l'accès des publics empêchés (non-voyants, personnes en difficultés sociales) aux services du livre, de l'image et du son.
- L'expérimentation de projets innovants (contenus intermédiaires, recherche fédérée).

Ce partenariat renouvelé s'inscrit dans les orientations de la Communauté d'Agglomération de Montpellier visant à promouvoir l'accès à la lecture au plus grand nombre et s'insère parfaitement dans le programme de Bibliothèque numérique de référence.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention à intervenir avec la Bibliothèque Publique d'Information,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°16 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MÉDIATHÈQUE AIMÉ CÉSAIRE À CASTELNAU LE LEZ - OPÉRATION DE RECONSTRUCTION - DEMANDE DE SUBVENTIONS - APPROBATION

M. T. Breyse, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué suppléant à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Par délibération n°10824 du 17 avril 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme général de reconstruction de la médiathèque Aimé Césaire, à Castelnau le Lez, pour un montant global d'opération évalué à 3,9 M€ H.T.

Ce programme dispose notamment que la nouvelle médiathèque, d'une surface SHON de 1 100 m², comportera trois secteurs accessibles au public : le secteur fiction, le secteur documentaire – image -et son– et le secteur presse. Des salles d'action culturelle (salle d'initiation et salle de projections – animations – conférences) viendront compléter les secteurs d'activité de la médiathèque. L'accueil des usagers de la médiathèque sera positionné à l'ouest du bâtiment pour un accès direct depuis la place du marché. En rez-de-chaussée, le bâtiment ouvrira ses espaces d'activités sur l'espace extérieur coté sud.

Par la délibération susvisée, le Conseil de Communauté a également approuvé le lancement d'un concours restreint de maîtrise d'œuvre, point de départ de la phase opérationnelle devant amener à une réception de ce futur équipement à la fin du premier trimestre 2015.

Considérant l'importance de cette opération, tant sur le plan de l'optimisation de la structuration du réseau des médiathèques d'agglomération que d'un point de vue financier, il est proposé de solliciter auprès de l'Etat, la Région Languedoc-Roussillon et le Département de l'Hérault, une subvention au taux le plus large possible.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les demandes de subventions au taux le plus large possible auprès de l'Etat, la Région Languedoc-Roussillon et le Département de l'Hérault, en soutien à l'opération de reconstruction de la médiathèque Aimé Césaire à Castelnau le Lez,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document découlant de cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°17 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - HORAIRES DE L'EXPOSITION « CORPS ET OMBRES, CARAVAGE ET LE CARAVAGISME EUROPÉEN » - APPROBATION

M. T. Breyse, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué suppléant à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Le musée Fabre accueille l'exposition événement « Corps et Ombres, Caravage et le Caravagisme européen » du 23 juin au 14 octobre 2012. Afin de recevoir les visiteurs dans les meilleures conditions possibles, il est proposé de recourir à des moyens exceptionnels et notamment de modifier les horaires d'ouverture du musée.

Considérant que l'affluence prévisible pour l'exposition 2012 sera au moins comparable à l'exposition Courbet, qui avait accueilli en 2008 environ 178 000 visiteurs, le musée Fabre propose la modification des plages d'ouverture du musée comme suit :

Jours	Horaires actuels	Horaires de l'exposition CARAVAGE du 23 juin 2012 au 31 août 2012	Horaires de l'exposition CARAVAGE du 1 ^{er} septembre 2012 au 14 octobre 2012
Lundi	Fermé	Fermé	10h-20h
Mardi	10h-18h	10h-20h	10h-20h
Mercredi	10h-18h	10h-20h	10h-20h
Jeudi	10h-18h	10h-20h	10h-20h
Vendredi	10h-18h	10h-20h	10h-20h
Samedi	10h-18h	10h-20h	10h-20h
Dimanche	10h-18h	10h-20h	10h-20h
TOTAL	48 heures	60 heures	70 heures

Ces nouveaux horaires ont obtenu l'avis favorable du Comité Technique Paritaire lors de sa séance du 5 avril 2012. Ils s'appliquent à compter du 23 juin 2012, date d'ouverture de l'exposition Caravage.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les horaires et les jours d'ouverture du musée Fabre du 23 juin au 14 octobre 2012,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°18 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - VENTE DE CATALOGUES D'EXPOSITIONS EN LIBRAIRIES ET POINTS DE VENTE SPÉCIALISÉS - APPROBATION

M. T. Breysse, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué suppléant à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Par délibérations n°7934 du 16 novembre 2007 et n°10680 du 29 février 2012, le Conseil de Communauté a autorisé la vente de catalogues et publications. Il convient, aujourd'hui, de compléter la liste de ces ouvrages.

Le Musée Fabre, en effet, possède des exemplaires de publications non diffusées. Afin d'écouler ce stock, il est proposé de le vendre, au fur et à mesure des demandes, aux points de vente spécialisés présents sur le territoire de la Communauté d'Agglomération, selon le tarif suivant :

Vincent Bioulès : Une donation au Musée Fabre. Œuvres graphiques, 1958-2010 : catalogue de l'exposition

Editeur : Beaux Arts Edition, 2011

ISBN 978-2-84278-894-0

Prix public : 20 €

Prix de vente consenti aux points de vente spécialisés : 14 €

Alexandre Cabanel, 1823-1889. La tradition du beau. Michel Hilaire et Sylvain Amic.

Editeur : Somogy Editions d'Art, 2010

ISBN 978-2-7572-0356-9

Prix public : 39 €

Prix de vente consenti aux points de vente spécialisés : 27,30 €

François-Xavier Fabre (1766-1837), de Florence à Montpellier, Laure Pellicer et Michel Hilaire

Editeur : Somogy Editions d'Art, 2008

ISBN 978-2-7572-0129-9

Prix public : 45 €

Prix de vente consenti aux points de vente spécialisés : 31,50 €

Alfons Mucha

Editeur : Somogy Editions d'Art, 2009

ISBN 978-2-7572-0277-7

Prix public : 39 €

Prix de vente consenti aux points de vente spécialisés : 27,30 €

L'Impressionnisme, de France et d'Amérique. Monet, Renoir, Sisley, Degas...

Editeur : Arlys, 2007

ISBN 978-2-85495-316-9

Prix public : 35 €

Prix de vente consenti aux points de vente spécialisés : 24,50€

Jean Raoux (1677-1734) : un peintre sous la Régence.

Editeur : Somogy Editions d'Art, 2010

ISBN 978-2-7572-0287-6

Prix public : 30€

Prix de vente consenti aux points de vente spécialisés : 21 €

Les sujets de l'abstraction : peinture non figurative de la seconde école de Paris : 101 chefs-d'œuvre de la Fondation Gandur pour l'art

Editeur : 5 continents, 2011

ISBN 978-88-7439-595-8

Prix public : 45€

Prix de vente consenti aux points de vente spécialisés : 31,50 €

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la vente de catalogues d'expositions du musée Fabre dans les points de vente spécialisés présents sur le territoire de la Communauté d'Agglomération,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°19 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE

PARTENARIAT AVEC TÉLÉRAMA - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. T. Breysse, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué suppléant à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Dans le cadre de l'organisme de coopération franco-américaine FRAME (French Regional American Museum Exchange), le musée Fabre de Montpellier Agglomération et le musée des Augustins de Toulouse s'associent au Los Angeles County Museum of Art et au Wadsworth Atheneum Museum of Art pour présenter une exposition événement autour de l'œuvre du Caravage intitulée « Corps et ombres, Caravage et le caravagisme européen », du 23 juin au 14 octobre 2012.

Les deux musées français présenteront simultanément les volets complémentaires d'une exposition conçue comme un diptyque :

- au musée Fabre de Montpellier Agglomération, le caravagisme italien, français et espagnol ;
- au musée des Augustins de Toulouse le caravagisme nordique ;

Cette exposition réunit au total près de 130 œuvres remarquables issues des grandes collections françaises et internationales.

Le magazine Télérama souhaite apporter son soutien en tant que partenaire à cet événement majeur, labellisé d'Intérêt National par le Ministère de la Culture et de la Communication.

Cette action de partenariat intervient dans le cadre d'une convention qui fixe les droits et obligations de chaque partie.

Cette convention précise notamment que la société Télérama bénéficiera de la présence de son logo sur l'ensemble des supports de communication de l'exposition ainsi que de 60 entrées gratuites et 100 entrées à tarif réduit.

En contrepartie, Télérama s'engage à faire l'écho de l'événement par :

- une page quadri dans « l'Agenda des événements Télérama » édition Nationale à paraître le 11/07/12,
- deux annonces dans la newsletter l'Espresso de Télérama (170 000 abonnés) le 06/07 et le 03/09/12,
- la promotion de l'exposition par le biais d'un jeu permettant de gagner un billet d'entrée à l'exposition, sur telerama.fr rubrique Télérama Plus accessible à tous les internautes (mise en ligne à la mi-juin), et à pratiquer un tarif réduit (-50 %) sur une publicité dans le « dossier grandes expositions de l'été » à paraître le 20 juin.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Télérama,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 20 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC RADIO FRANCE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. T. Breysse, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué suppléant à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Dans le cadre de l'organisme de coopération franco-américaine FRAME (French Regional American Museum Exchange), le musée Fabre de Montpellier Agglomération et le musée des Augustins de Toulouse s'associent au Los Angeles County Museum of Art et au Wadsworth Atheneum Museum of Art pour présenter une exposition événement autour de l'œuvre du Caravage intitulée « Corps et ombres, Caravage et le caravagisme européen », du 23 juin au 14 octobre 2012.

Les deux musées français présenteront simultanément les volets complémentaires d'une exposition conçue comme un diptyque :

- au musée Fabre de Montpellier Agglomération, le caravagisme italien, français et espagnol
- au musée des Augustins de Toulouse le caravagisme nordique.

Cette exposition réunira au total près de 130 œuvres remarquables issues des grandes collections françaises et internationales.

Radio France, société nationale de radiodiffusion qui regroupe plusieurs chaînes dont France Inter et France Musique, souhaite apporter son soutien en s'associant à cet événement en tant que partenaire.

Les modalités de collaboration de ce partenariat ainsi que les engagements respectifs des deux parties sont définis dans une convention qu'il convient d'approuver.

L'une des conditions essentielles de ce partenariat, sans laquelle Radio France n'aurait pas contracté, est la qualité de « partenaire radio officiel et exclusif » conférée à Radio France dans le cadre de cette exposition. L'exclusivité se traduit par la présence de France Inter et France Musique sur l'ensemble des supports de communication relatifs à l'événement, avec la mention de sa qualité de partenaire radio officiel et exclusif.

Radio France s'engage à faire un large écho à l'événement sur l'antenne de France Inter et France Musique notamment par un dispositif antenne qui comprendra des chroniques, des reportages, des interview, ainsi que des

messages relayant la participation de France Inter et France Musique à l'évènement :

- sur France Inter : des messages et une page web dédiée sur le site franceinter.fr pendant la durée de l'exposition,
- sur France Musique : des messages, une page web dédiée sur le site francemusique.fr pendant la durée de l'exposition, la mise en avant en page d'accueil du site lors de l'ouverture, des émissions sur place ...

Cette convention précise également que le musée Fabre s'engage à remettre à Radio France 200 entrées gratuites pour l'évènement, valables pour une personne et pour une visite pendant toute la durée de l'exposition.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Radio France ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°21 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE MÉCÉNAT AVEC LE GROUPE LA POSTE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. T. Breysse, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué suppléant à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Fort de l'expérience concluante des partenariats noués avec le musée Fabre en 2009, 2010 et 2011, le Groupe La Poste souhaite renouveler sa démarche en apportant un soutien financier de 10 000 euros à l'exposition « Corps et Ombres, Caravage et le caravagisme européen », qui se déroulera du 23 juin au 14 octobre 2012 au musée Fabre.

Cette action de mécénat intervient dans le cadre d'une convention qui fixe les droits et obligations de chaque partie aux plans administratifs et financiers, et précise notamment qu'en contrepartie d'un apport financier de 10 000 euros, le Groupe La Poste bénéficiera d'une soirée privée le 3 juillet 2012 avec visites guidées pour 100 à 150 personnes.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de mécénat avec le Groupe La Poste,
- dire que les recettes sont inscrites au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de mécénat avec le Groupe La Poste ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°22 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE CO-ORGANISATION AVEC TOULOUSE, HARTFORD ET LOS ANGELES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. T. Breysse, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué suppléant à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Dans le cadre du réseau FRAME, organisme de coopération franco-américain entre 26 musées français et américains, le musée Fabre de Montpellier Agglomération s'est associé au musée des Augustins de Toulouse, au Los Angeles County Museum of Art et au Wadsworth Atheneum Museum of Art, Hartford, pour organiser l'itinérance de l'exposition *Corps et ombres – Caravage et le Caravagisme européen*. Les deux musées français présenteront simultanément deux volets autonomes de l'exposition, du 23 juin au 14 octobre 2012, dont une synthèse sera ensuite montrée à Los Angeles puis à Hartford.

Dans cette optique, une convention de coorganisation a été établie. Celle-ci définit les obligations et engagements respectifs des parties dans la mise en œuvre d'un certain nombre d'éléments communs à l'évènement, et particulièrement de missions telles que le transport et la conservation des œuvres, ou l'édition francophone et anglophone du catalogue.

Cette convention précise notamment les modalités de répartition des responsabilités et des frais, engagés par chacun des coorganisateurs.

La liste d'œuvres communes est ainsi élaborée en collaboration entre les quatre institutions, qui restent chacune libre d'ajouter toute œuvre pour leur seule étape, celle-ci restant de la seule responsabilité et aux frais exclusifs de ladite étape.

Chaque organisateur est seul responsable des démarches administratives pour les demandes de prêt, hormis le Los Angeles County Museum of Art qui gère également les demandes au nom du musée de Wadsworth. Pour les œuvres communes, les conditions de prêt spécifiques ou frais supplémentaires (restauration, échanges de prêt...) sont examinées de concert. Les parties s'engagent à respecter à chaque étape les normes internationales en vigueur en ce

qui concerne la sécurité, le transport, l'assurance et la conservation des œuvres.

Les deux musées français éditent ensemble une version francophone du catalogue. Les deux musées américains éditent ensemble une version anglophone du catalogue.

Les parties conviennent de mentionner les autres partenaires dans les outils et opérations de communication.

S'agissant de la répartition des frais, les parties collaborent pour réduire autant que possible, dans le respect des conditions d'usage de prêt, les frais liés à la gestion administrative, au transport et au convoiement des œuvres.

Chaque organisation gère ainsi séparément et prend en charge à ses frais exclusifs le déballage et remballage des œuvres, l'accueil des convoyeurs, l'installation, la muséographie, les dispositifs de présentation et de médiation, le personnel, la communication et les frais de représentation sur son étape.

Les frais de construction de caisse, de conservation, d'encadrement, de transport y compris des convoyeurs, de prêts réciproques, de droits d'auteurs pour le catalogue, sont eux considérés comme partagés. Ils sont avancés par chacun des partenaires aux différents stades de l'itinérance.

A l'issue de l'exposition, ces frais communs seront ainsi confrontés et donneront lieu à une refacturation pour aboutir à une répartition équitable des frais.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de co-organisation avec Toulouse, Hartford et Los Angeles,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°23 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - ACQUISITION DE « DÉPLORATION DU CHRIST » DE LEONELLO SPADA - CONVENTION TRIPARTITE ENTRE LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION ET LA RÉUNION DES MUSÉES NATIONAUX - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. T. Breysse, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué suppléant à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Le musée Fabre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier poursuit sa politique ambitieuse d'accroissement de ses collections, engagée depuis de nombreuses années. L'acquisition de l'œuvre de Leonello Spada, «Déploration du Christ», est une opportunité unique de renforcer de manière éclatante ses collections.

La Galerie Canesso à Paris a établi une proposition de vente de cette œuvre au musée Fabre pour un montant de 800 000€ (huit cent mille euros).

Cette œuvre a été reconnue d'intérêt patrimonial majeur par le Ministère de la Culture et de la Communication lors de la séance de la commission consultative des trésors nationaux du 22 juin 2011. Le musée Fabre a alors tout mis en œuvre pour solliciter de la manière la plus large possible les acteurs publics et privés susceptibles de financer cette acquisition. Ces appels de fonds nous permettent aujourd'hui de réunir des engagements écrits à hauteur de la somme demandée.

Le statut d'œuvre d'intérêt patrimonial majeur et les dispositions fiscales exceptionnelles qui l'entourent induisent que les fonds des mécènes privés soient perçus directement par la Réunion des Musées Nationaux, établissement public sous tutelle du Ministère de la Culture et de la Communication, qui se charge ensuite de payer les vendeurs.

Dans un souci de simplification de la procédure, le versement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'élevant à 240 000€ (deux cent quarante mille euros), comprenant sa participation financière (soit 160 533 €), la subvention du Fond Régional pour l'Acquisition des Musées (Région : 41 668 € et Etat : 35 799 €), ainsi qu'un don d'un particulier (2 000 €), sera également perçu par la Réunion des Musées Nationaux afin de procéder à un seul paiement des vendeurs et réduire ainsi les risques de transfert de propriété.

Cette disposition implique que la Communauté d'Agglomération de Montpellier établisse avec la Réunion des Musées Nationaux une convention qui règle et définit toutes les modalités de versement des sommes susvisées.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention établie entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Ministère de la Culture et de la Communication et la Réunion des Musées Nationaux,
- dire que les crédits sont prévus au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°24 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – OPÉRA COMÉDIE - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC AVEC L'ASSOCIATION « OPÉRA ORCHESTRE NATIONAL MONTPELLIER LANGUEDOC-ROUSSILLON » - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération, conformément à la délibération du 22 septembre 2002 et à ses statuts, dispose de l'ensemble des droits et obligations du propriétaire concernant l'Opéra Comédie, situé boulevard Victor Hugo à Montpellier.

Bâtiment emblématique et majeur du patrimoine culturel du territoire de l'agglomération de Montpellier, l'Opéra Comédie a abrité la structure associative culturelle : « Opéra Orchestre national Montpellier Languedoc-Roussillon », conformément aux termes d'une convention de mise à disposition échue au 31 décembre 2011.

La Communauté d'Agglomération a engagé en 2010 de lourds travaux afin de procéder à la mise à niveau de la cage de scène de l'Opéra Comédie, en traitant conjointement les questions d'accessibilité, de sécurité incendie et de structure, tout en modernisant l'espace scénique.

Considérant d'une part la réception prévisionnelle de ces travaux importants au mois de juin 2012, considérant d'autre part la volonté de la Communauté d'Agglomération de valoriser le patrimoine de son territoire, au sein duquel l'Opéra Comédie tient une place majeure, considérant en outre que le rayonnement culturel de l'Opéra Comédie ne peut perdurer qu'à travers une association labellisée au niveau national, assurant des missions d'intérêt général dans les domaines de l'art lyrique, de la musique classique, il est proposé de conclure avec l'association « Opéra Orchestre national Montpellier Languedoc-Roussillon » une nouvelle convention d'occupation temporaire de l'Opéra Comédie.

Les biens mis dans ce cadre, à la disposition de l'association, lui permettront de développer une activité de production et de développement de son programme d'activités artistiques et notamment la production et la diffusion de spectacles lyriques et symphoniques, la promotion et le développement d'ateliers de création de jeunes chanteurs, et d'avoir une visibilité de l'action sur le site conforme aux besoins d'une structure de label national.

La convention précise que la mise à disposition des espaces sera consentie pour un minimum de 315 jours par an, la Communauté d'Agglomération se réservant la possibilité de mettre certains espaces à la disposition d'autres tiers. Conclue pour une durée de deux ans à compter de sa signature, cette convention sera renouvelable 3 fois par tacite reconduction.

Elle définit en outre l'ensemble des modalités techniques financières et administratives inhérentes à sa mise en œuvre, en précisant notamment les conditions particulières d'utilisation des espaces, les conditions financières et fiscales applicables ainsi que la répartition des responsabilités des parties et les prescriptions d'assurances indispensables.

Elle est conclue à titre onéreux : l'association « Opéra Orchestre national Montpellier Languedoc-Roussillon » sera ainsi redevable à la Communauté d'Agglomération d'un loyer annuel fixe de 245 000 €, fixé en tenant compte de l'occupation permanente des espaces de bureaux et de l'utilisation des salles de spectacles et de répétition et dépendances (loges, foyers...) dans les conditions et limites définies ci-dessus. A chaque anniversaire de la signature de la convention, le montant de la redevance sera réévalué en fonction de l'évolution de l'indice du coût de la construction.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention d'occupation temporaire de l'Opéra Comédie, et ses annexes, à venir avec l'association "Opéra orchestre national Montpellier Languedoc-Roussillon" ;
- dire que les recettes sont inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ladite convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité. Mmes N. Bigas, P. Danan, MM T. Breysse, P. Thines, P. Saurel, J.-P. Moure, A. Zylberman ne prennent pas part au vote.

AFFAIRE N°25 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – AFFECTATION DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS « FESTIVAL DE MUSIQUES À MAGUELONE », « UNIVERSITÉ DU TIERS TEMPS DE MONTPELLIER » ET « OPÉRA JUNIOR » - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. T. Breysse, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué suppléant à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a été sollicitée par les associations « Festival de Musique à Maguelone », « Université du Tiers Temps de Montpellier » et « Action Musique Opéra Junior », pour l'attribution de subventions de fonctionnement au titre de l'année 2012.

Considérant que chacune de ces demandes de financement a été établie pour la mise en œuvre de projets portés par des associations dont l'objet social est en harmonie avec la politique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et en cohérence avec les orientations de l'intérêt public local, il est proposé d'affecter les subventions suivantes :

Association	Montant de la subvention
Festival de Musique à Maguelone	10 000 €
Université du Tiers Temps de Montpellier	3 000 €
Opéra Junior	50 000 € (montant plafond)

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de subventions aux associations précitées ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération, chapitre 923 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions d'attribution de subventions ainsi que tout document découlant de cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité. Mmes J. Claverie, M. Castre, C. Fourteau, E. Beccaria ne prennent pas part au vote.

AFFAIRE N°26 : INNOVATION – SCHÉMA DIRECTEUR D'AMÉNAGEMENT NUMÉRIQUE - MARCHÉS N°3004RI12 ET 3005RI12 - ACCORD-CADRE N°3006RI12 - LANCEMENT DES PROCÉDURES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. M. ASLANIAN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Innovation, rapporte :

Par délibération n°10654 du 29 février 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a adopté son Schéma Directeur d'Aménagement Numérique pour la période de 2012 à 2016 inclus.

Pour mener à bien ces ambitions, la collectivité va lancer plusieurs consultations en vue de la conclusion de contrats permettant la réalisation de l'infrastructure Très Haut Débit sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à échéance 2016, l'exploitation de l'infrastructure THD ainsi que l'alimentation d'un fond topographique précis et la mise à jour des outils de gestion et d'exploitation du réseau.

Dans ce cadre, il est nécessaire de passer deux marchés et un accord cadre propres au Schéma Directeur d'Aménagement Numérique, chacun faisant l'objet d'un appel d'offres restreint. Les objectifs attendus sont :

- le raccordement des sites publics de Montpellier Agglomération ;
- le développement de nouveaux services permettant d'offrir aux organismes intéressés et aux opérateurs l'accès à de nouvelles technologies et le développement des services ;
- le fibrage des Zones d'Activités ;
- le raccordement des entreprises sur des points de présence opérateurs.

Les prestations à réaliser sont les suivantes :

§ **Marché de travaux : Marché de génie civil et fibre optique – N°3004RI12**

Il s'agit d'un marché de travaux à bons de commande sans minimum ni maximum, afin de réaliser, en concertation avec les communes concernées, la pose de fourreaux sous voiries ou trottoirs, l'installation de fibres optiques noires, l'installation de matériel (chambres de tirage, armoire de rue, etc.) ainsi que l'extension du réseau de Montpellier Agglomération en complémentarité des Réseaux d'Initiative Publique Très Haut Débit déjà présents sur le territoire : Réseaux du département de l'Hérault (Num'Hérault) et de la Ville de Montpellier (Pégase).

Ce marché prendra effet dès sa notification pour une durée d'un an et pourra être renouvelé trois fois une année, par reconduction expresse. Sur sa durée totale, soit 4 ans, périodes de reconduction comprises, ce marché est estimé à 4 800 000 € T.T.C.

§ **Marché de prestation de service – Marché de maintenance du réseau Très Haut Débit de Montpellier Agglomération – N°3005RI12**

Ces prestations portent sur la maintenance à la fois préventive mais aussi curative des installations de télécommunications et des réseaux optiques. Il s'agit de mandater un prestataire qui assurera la maintenance du réseau THD de Montpellier Agglomération 24h/24 7j/7. Ce marché à bons de commande sans minimum ni maximum prendra effet dès sa notification pour une durée d'un an et pourra être renouvelé trois fois une année, par reconduction expresse. Sur sa durée totale, soit 4 ans, périodes de reconduction comprises, ce marché est estimé à 150 000 € T.T.C.

§ **Accord cadre pour la fourniture de matériel – acquisition d'équipements actifs réseau – N°3006RI12**

Il s'agit d'un accord cadre multi-attributaires sans minimum ni maximum c'est-à-dire que plusieurs opérateurs (au minimum trois, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres) seront sélectionnés puis consultés, pour chacun des marchés passés sur le fondement de cet accord cadre, après remise en concurrence. Cet accord cadre porte sur l'acquisition des équipements actifs réseaux nécessaires à l'interconnexion en Très Haut Débit des équipements publics raccordés conformément aux objectifs fixés par le Schéma Directeur d'Aménagement Numérique.

Cet accord cadre prendra effet dès sa notification pour une durée d'un an et pourra être renouvelé trois fois une année, par reconduction expresse. Sur sa durée totale, soit 4 ans, périodes de reconduction comprises, cet accord cadre est estimé à 400 000 € T.T.C.

Il convient donc de lancer deux appels d'offres restreints et un accord-cadre définis comme tels :

N°	Type	Désignation	Estimation Montant Maximum T.T.C.
N° 3004RI12	Marché de travaux	Marché de génie civil et fibre optique	4 800 000 €
N° 3005RI12	Marché de prestations de service	Marché de maintenance du réseau Très Haut Débit de Montpellier Agglomération	150 000
N° 3006RI12	Accord-cadre pour la fourniture de matériel	Marché d'acquisition d'équipements actifs réseau	400 000€

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la conclusion des marchés et accords-cadres pour la réalisation des opérations, études et travaux relatifs à la mise en œuvre du Schéma Directeur d'Aménagement Numérique tels que définis ci-dessus,
- dire que les crédits nécessaires à cette affaire sont inscrits dans le cadre d'une Autorisation de Programme et Crédit de Paiement, chapitres 909 et 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la passation, la souscription et la signature des marchés et accord-cadre à intervenir avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L. 2122-21-1, à signer les marchés n°3004RI12, 3005RI12, l'accord-cadre n°3006RI12 et les marchés subséquents ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°27 : INSERTION PAR L'ECONOMIQUE – ASSOCIATION EURO-MÉDITERRANÉENNE POUR LE TRAVAIL ET LES ECHANGES (AETE) - AIDE À LA CRÉATION D'ACTIVITÉ - CONVENTION - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Insertion par l'Economique, rapporte :

Depuis 1995, l'Association Euro-méditerranéenne pour le Travail et les échanges (AETE) mène sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier une action favorisant la création, le développement et la reprise d'entreprises ainsi qu'un soutien à la pérennisation des activités existantes. Pour ce faire, l'association est chargée d'assurer :

- le conseil, l'orientation, l'accompagnement de porteurs de projet de création ou de reprise d'entreprise,
- le suivi de gestion des entreprises créées,
- des formations à la création et au développement de son entreprise,
- un hébergement et suivi de certaines entreprises.

Depuis 2003, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a confié à l'AETE la mise en place de permanences de proximité, d'une part sur la Commune de Pignan pour un rayonnement sur le territoire du Sivom entre Vène et Mosson (Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel les Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saussan), et d'autre part sur la Commune de Castries pour un rayonnement sur le secteur Est du territoire. Ces permanences locales ont permis à de nouvelles activités de s'implanter sur ces territoires et à des publics issus de ces territoires de créer leurs activités.

En 2011, cette action a permis l'accueil de 32 porteurs de projets, l'accompagnement de 12 personnes et la création de 6 entreprises sur les territoires couverts par les permanences.

Il est aujourd'hui demandé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de continuer à soutenir l'AETE pour poursuivre les accueils de proximité instaurés sur les Communes de Pignan et de Castries pour l'année 2012 avec comme objectifs la réalisation d'au moins 30 accueils, 10 accompagnements conduisant à au moins 5 créations ou reprises d'entreprises.

Afin de permettre à l'AETE de conduire ces actions en 2012, il est demandé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de participer au financement de cette action à hauteur de 10 000 euros.

Une convention entre l'AETE et la Communauté d'Agglomération de Montpellier précisera les objectifs et les actions soutenues.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à l'Association Euroméditerranéenne pour le Travail et les Echanges (AETE) une subvention de 10 000

- euros pour l'aide à la création d'activité sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au titre de l'année 2012 sous réserve de la signature de la convention et de l'engagement des co-financeurs,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°28 : INSERTION PAR L'ECONOMIQUE - ASSOCIATION PLATEFORME D'INITIATIVE LOCALE MONTPELLIER INITIATIVE ENTREPRISE - CONVENTION - DÉSIGNATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Insertion par l'Economie, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier développe depuis plus de 20 ans de nombreuses actions dans le domaine de la création d'entreprises innovantes permettant de valoriser les atouts scientifiques exceptionnels du territoire, notamment dans les domaines des sciences du vivant, des nouvelles technologies, de l'eau, de l'environnement et de l'agronomie.

En parallèle, la Communauté d'Agglomération de Montpellier fait le choix d'une mobilisation de toutes les énergies afin de proposer un environnement favorable à la création et à la croissance des entreprises tous secteurs d'activité confondus :

- soutien à la création et au développement d'entreprises innovantes et non innovantes,
- développement d'une offre foncière et immobilière adaptée,
- interface permanente entre acteurs économiques et scientifiques,
- dynamique de réseau d'entreprises,
- politique d'ouverture et d'accompagnement vers l'international.

« Montpellier Initiative Entreprise », comme les 241 Plateformes France Initiative au niveau national, est un outil de développement économique local composé d'acteurs publics, d'entreprises privées et d'établissements financiers. Cette structure de type associatif (association loi 1901) a pour objet d'apporter une aide financière et humaine aux créateurs d'entreprise (dont l'entreprise a moins de trois ans) et aux repreneurs d'entreprise. Sa mission se réalise notamment au moyen de l'utilisation d'un fonds spécifique dédié (fonds de prêts), grâce auquel elle accorde des prêts d'honneur personnels, sans garantie personnelle ni intérêts.

Trois objectifs sont poursuivis :

- conforter l'apport personnel en fonds propres,
- favoriser ainsi l'obtention de prêts bancaires et d'autres fonds extérieurs,
- parrainer les chefs d'entreprises.

L'association « Montpellier Initiative Entreprise » s'appuie sur le réseau national et les compétences de France Initiative, auquel elle adhère.

Il est proposé de soutenir l'association « Montpellier Initiative Entreprise » à hauteur de 30 000 €, dont 24 000 € au moins iront alimenter le fonds de prêt.

En contrepartie de cette subvention, il est demandé à Montpellier Initiative Entreprise de s'engager à accompagner annuellement au minimum 25 créations ou reprises d'entreprise du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Pour les projets de création, l'activité devra être soit innovante, soit structurante pour le territoire, soit créatrice d'emplois (au minimum 2 emplois sauf pour les commerces et services de proximités où le minimum est porté à 5).

En 2011, Montpellier Initiative Entreprise a accompagné la création ou la reprise de 25 entreprises répondant à ces critères, par l'octroi de 378 200 euros de prêts d'honneur qui ont permis la création ou le maintien de 102 emplois. Autrement dit, sur un prêt moyen de 15 128 € versé par projet, la Communauté d'Agglomération a indirectement contribué à hauteur d'environ 1 500 €, grâce à sa participation au titre de l'exercice 2011.

Il convient également de désigner un représentant titulaire et représentant suppléant, au sein de l'association « Montpellier Initiative Entreprises » au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il est proposé au Conseil de Communauté, de décider à l'unanimité, de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée.

A l'unanimité le Conseil adopte.

Monsieur le Président propose les candidatures de Mme Tatiana Capuozzi-Boualam en tant que représentante titulaire et M. Michel Aslanian en tant que représentant suppléant.

Aucune autre proposition n'est proposée.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention avec l'association « Montpellier Initiative Entreprises »,

- dire que la subvention de 30 000 euros accordée à l'association "Montpellier Initiative Entreprises" pour l'année 2012, concernant son action de soutien à la création et reprises d'entreprises, a été affectée par délibération n°10530 du 20 décembre 2011,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- décider à l'unanimité de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée dans les conditions fixées à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- désigner Mme T. Capuozzi-Boualam et M. M. Aslanian respectivement en tant que représentant titulaire et représentant suppléant, au sein de l'association « Montpellier Initiative Entreprises » en Conseil d'Administration et en Assemblée Générale,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer la convention avec le partenaire concerné, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°29 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – COMMUNE DE BEAULIEU - DEMANDE DE SUPPRESSION DE LA ZONE D'AMÉNAGEMENT DIFFÉRÉ - APPROBATION

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

A l'occasion de l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale de l'Agglomération de Montpellier (SCOT), la Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité mettre en place une politique foncière adaptée au projet d'aménagement et de développement durable de son territoire.

Par Arrêté Préfectoral n°2008-01-338 du 18 février 2008, une Zone d'Aménagement Différé (ZAD) a été créée sur 16 Ha de terrains situés en extension urbaine potentielle du SCOT, alors classés au Plan Local d'Urbanisme en zone naturelle, au sud-est de Beaulieu.

A la demande de la Commune, le droit de préemption a été confié à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Par délibération en date du 2 avril 2012, le Conseil Municipal de Beaulieu a demandé à Monsieur le Préfet d'abroger la ZAD au motif que ce secteur a été désormais ouvert à l'aménagement sous forme de Zone d'Aménagement Concerté.

Compte tenu de l'évolution récente de la législation sur les ZAD et afin d'éviter tout conflit de référence en matière de valeurs foncières dans le cadre de la gestion du droit de préemption, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se doit de prendre acte de cette volonté de la Commune.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la demande de suppression de la Zone d'Aménagement Différé du Renard à Beaulieu,
- demander à Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, de prendre en compte cette demande et d'abroger l'Arrêté Préfectoral n°2008-01-338 du 18 février 2008,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°30 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – GESTION DU DOMAINE DE VIVIERS - COMMUNE DE CLAPIERS ET TEYRAN - BAUX RURAUX À LONG TERME - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Par délibération n°10837 du 17 avril 2012, le Conseil de Communauté a approuvé la signature de 8 baux à ferme sur le Domaine de Viviers, aujourd'hui il est proposé de signer quatre nouveaux baux.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, suite à l'acquisition du Domaine de Viviers à la famille Pagézy en 2010, est propriétaire d'une réserve foncière de 189 ha dont 88 ha environ de terres agricoles. L'exploitation agricole a été majoritairement abandonnée en 2008 et reprise en 2011 dans le cadre d'une convention d'occupation précaire. Cette propriété est située sur les Communes de Clapiers, Jacou, Teyran et Assas.

Les parcelles sont toutes situées en zone agricole ou naturelle des PLU des communes concernées, conforme à la constitution d'un Agriparc communautaire.

Des études ont été menées par le cabinet Traverses et par la Safer Languedoc Roussillon. Elles ont conduit à définir 3 typologies de reconquête agricole, pour la gestion de ce qui deviendra l'Agriparc du Domaine de Viviers ; premièrement des céréales ou des cultures légumières bio sur le secteur Plan Guiraud, deuxièmement de la vigne et le maintien des oliviers sur le secteur Plan des masques et une grande partie de la Plaine de Grattes, et troisièmement

sur les terres les plus riches au Nord-Est du domaine, sur la commune de Teyran, des cultures légumières en circuits courts.

Un appel à candidature a été lancé par la SAFER et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour 71 ha 49 a 11 ca. Le solde, 10 ha environ, sera attribué ultérieurement.

Vingt trois candidatures ont été reçues et 16 retenues, dont un agriculteur de Lattes dont l'exploitation est largement impactée par le doublement de l'autoroute A9.

Aujourd'hui, il est proposé de confier sur la partie Nord-Est du Domaine, lieux-dits « Grates » sur la Commune de Teyran, par bail rural à long terme d'une durée de 18 ans, deux lots à des exploitants pour des cultures légumières en plein champ ou sous serre et des arbres fruitiers dont les productions sont destinées à être commercialisées en circuits courts, un lot à un couple d'agriculteurs pour développer des cultures horticoles et des cultures d'engrais verts, et un lot à un viticulteur. Tous s'engagent à pratiquer une agriculture respectueuse de l'environnement.

Il est ainsi proposé d'attribuer :

1- à M. Delmas Sébastien, domicilié chemin de la Céreirède à Lattes (34940) les parcelles sises sur la Commune de Teyran, lieu dit « Grates », cadastrées section C n°829, 831 et 410, soit une contenance totale de 8 ha 38 a 80 ca et un montant de 202,67 € par ha et par an, soit au total 1 700 € par an,

2- à M. Abbès Christian, domicilié 9 rue du Rec à Aspiran (34800) la parcelle sise sur la commune de Teyran, lieu dit « Grates », cadastrée section C n° 1243 pour 1 ha 64 a 74 ca et un montant de 212,45 € par ha et par an, soit au total 350 € par an ;

3- à Mme Maraval Claude et M. Dupuy Michel, domicilié 32 rue de Lambecque à Assas (34820) la parcelle sise sur la Commune de Teyran, lieu-dit «Grates », cadastrée section C n°417, pour une contenance de 1 ha 48 a 10 ca et un montant de 202,56 € par ha et par an, soit au total 300 € par an ;

4- à M. Moulin Frédéric, domicilié 17 rue d'Autan à Jacou (34830) les parcelles sises sur la Commune de Teyran, lieu dit « Grates », cadastrées section C n°419 p pour 1 ha 19 a 11 ca et C n°420 pour 1 ha 93 a 50 ca, soit une contenance totale de 3 ha 12 a 61 ca et un montant de 150 € par ha et par an, soit au total 470 € par an, sous condition d'obtention d'une autorisation de cumul d'activités ;

Le prix de ces locations est établi suivant le barème départemental de locations des terres agricoles.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le bail à ferme à long terme consenti auprès de M. DELMAS Sébastien pour 8 ha 38 a 80 ca et un montant annuel de 1 260 €,
- approuver le bail à ferme à long terme consenti auprès de M. ABBES Christian pour 1 ha 64 a 74 ca et un montant annuel de 320 €,
- approuver le bail à ferme à long terme consenti auprès de Mme MARAVAL Claude et DUPUY Michel pour 1 ha 48 a 10 ca et un montant annuel de 300 €,
- approuver le bail à ferme à long terme consenti auprès de M. MOULIN Frédéric pour 3 ha 12 a 61 ca, un montant annuel de 470 €, sous condition d'obtention d'une autorisation de cumul d'activités,
- dire que les recettes sont inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au chapitre 928,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les baux ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°31 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – ORGANISATION D'UNE MISSION D'AFFAIRES AUX EMIRATS ARABES UNIS DU 25 AU 27 JUIN 2012 - AUTORISATION DE FINANCEMENT

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Depuis plusieurs années, la Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique. Elle a aussi entrepris de renforcer son positionnement international et de faciliter, au sein des réseaux internationaux, l'implantation réciproque d'entreprises innovantes en facilitant l'accès aux marchés étrangers.

Dans ce cadre, la stratégie de collaboration économique conduite depuis 2004 a permis le déploiement des entreprises de la Communauté d'Agglomération de Montpellier vers des pays cibles que sont la Chine, les USA, le Brésil, le Canada et la Russie.

En juillet 2008, et pour la première fois en Europe, la National Business Incubation Association, réseau américain d'envergure mondiale, a attribué le label Soft Landings au Business Incubator Centre (BIC) de Montpellier Agglomération, élu 1^{er} incubateur mondial en 2007. Ce label a été reconduit pour la période 2010-2012.

Il reconnaît la valeur de l'accompagnement effectué par la Communauté d'Agglomération de Montpellier auprès des entreprises étrangères qui souhaitent s'implanter sur le territoire.

L'ouverture en juin 2011 du MIBI (Montpellier International Business Incubator), véritable plateforme à l'international, témoigne également de la volonté et de l'audace de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

qui s'est ainsi dotée d'un outil et d'un concept unique en France, un espace innovant dédié à l'accueil d'entreprises étrangères et du territoire tournées vers l'export.

Les Emirats Arabes Unis (EAU) constituent une zone géographique clé au Moyen Orient pour les entreprises françaises (300 y sont installées) et pour celles de notre territoire à la recherche de débouchés dans cette partie du monde. Les intérêts économiques entre la France et les EAU sont en progression annuelle de 10% environ. La France est devenue le principal partenaire stratégique des EAU en Europe et vice versa. Les EAU constituent la 3^{ème} économie du Moyen Orient et se démarquent des autres pays du Moyen Orient par la diversification de leur économie tirée essentiellement par l'exploitation d'hydrocarbures et par les services qui représentent plus de 40% du PIB. Toutefois, la contribution du secteur des hydrocarbures a sensiblement baissé depuis les années 1970 (70% du PIB) pour atteindre 31% aujourd'hui. Fortement impactés par la crise financière, les EAU initient actuellement la reconversion de l'économie pour préparer l'après pétrole. Cette diversification s'engage autour du développement de projets technologiques visant à développer les énergies renouvelables, gérer la ressource en eau, améliorer la santé des citoyens...

Dans ce contexte, et compte tenu des nombreux atouts que la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut faire valoir sur l'ensemble de ces domaines, le marché des émirats est très attractif notamment pour les entreprises de notre territoire. Qui plus est, la manne financière, procurée par le gaz et le pétrole, amène les EAU à investir massivement à l'étranger et notamment en Europe.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier organisera du 25 au 27 juin prochain une mission stratégique d'envergure aux Emirats Arabes Unis (Abou Dhabi) dont l'objectif est d'ouvrir un couloir de collaboration économique, scientifique, culturel sportif entre Abou Dhabi et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La mission vise plusieurs objectifs :

- assurer la promotion des grands projets structurants du territoire auprès d'Abou Dhabi dans le but d'attirer des capitaux étrangers sur l'agglomération de Montpellier sur des projets stratégiques ou des projets d'entreprises,
- valoriser les domaines d'excellence de l'agglomération de Montpellier afin que les entreprises, laboratoires de recherche, établissements d'enseignement supérieurs et pôles de compétitivité établissent des collaborations dans la perspective de débouchés technologiques ou commerciaux,
- permettre l'identification de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de ses différents partenaires comme expert pour les EAU dans les secteurs de pointe : biotech/santé, TIC, agriculture, eau...,
- faciliter l'accès aux marchés emirati aux entreprises de l'agglomération par l'organisation de rendez vous d'affaires qualifiés.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier organise cette mission avec l'appui du Medef International suite à un avis d'appel public à concurrence lancé le 19 avril dernier. Outre l'accompagnement et l'assistance technique que le Medef International apporte pour l'organisation de la mission sur le plan logistique, commercial et officiel, ce dernier a la charge d'établir des contacts de très haut niveau entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les plus hautes instances politiques et institutionnelles d'Abou Dhabi (Princes, conseillers particuliers des princes, hautes autorités économiques, fonds d'investissement...). Il aura également en charge l'organisation de rendez-vous d'affaires et financiers pour les entreprises de la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui participeront à la mission.

A l'occasion de ce déplacement, une mission conduite par les élus de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sera organisée avec des entreprises, des universitaires, un pôle de compétitivité, des techniciens de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, des représentants de la SERM/SAMM, de la presse.

Le coût de cette mission est estimé à 50 000 € maximum.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation de cette mission d'affaires qui se déroulera du 25 au 27 juin prochain aux Emirats Arabes Unis (Abou Dhabi) ;
- approuver la participation d'élus et de techniciens ;
- approuver la prise en charge financière de la mission estimée à 50 000 € maximum. ;
- dire que les dépenses et les recettes afférentes à la mission sont inscrites au Budget Primitif 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°32 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations scientifiques d'envergure nationale

ou internationale sur Montpellier, s'appuyant sur le potentiel de recherche local.

Ces événements contribuent à la notoriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et représentent une activité économique à part entière. En effet, selon une étude de l'Office du Tourisme de Montpellier, un congressiste dépense en moyenne 270 € par jour (estimation de 2010).

Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès prévu au Budget Primitif 2012, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

4^{ème} Journée Cœur Poumons – « De l'Innovation à la pratique »

L'Association de Recherche en Pathologie Thoracique et Angéiologique (A.R.P.T.A.), sous l'autorité de son Président, Monsieur le Professeur Charles MARTY-ANE, a organisé le 31 mars 2012, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 4^{ème} Journée Cœur Poumons ».

La 4^{ème} édition de cet événement régional, organisé par les médecins et chirurgiens du Pôle Cœur Poumons du CHRU de Montpellier, a réuni 300 médecins généralistes, spécialistes et infirmier(e)s de la région Languedoc-Roussillon. Cette journée, unique sur le plan national, est devenue un véritable rendez-vous annuel permettant une information sur les dernières actualités médico-chirurgicales et sur les pratiques liées à cette discipline.

Une subvention de 1 500 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Colloque « L'intermodalité en questions : durabilité, accessibilité, mobilité »

L'Université Paul-Valéry Montpellier 3, sous l'autorité de sa Présidente, Madame Anne FRAÏSSE, organisera du 6 au 7 juin 2012, sur le site universitaire Saint-Charles de Montpellier, le colloque de la Commission de Géographie des Transports du Comité National Français de Géographie, manifestation intitulée « Colloque – L'intermodalité en questions : durabilité, accessibilité, mobilité ».

Ce colloque prestigieux, qui se déroule chaque année dans une Université différente en France ou à l'étranger, s'adresse principalement aux universitaires, étudiants et professionnels du transport mais le thème retenu cette année peut aussi largement intéresser le grand public. Universitaires comme professionnels du transport et des déplacements débattront et analyseront des thèmes comme la durabilité des transports, l'ouverture des territoires et les nouvelles pratiques de mobilité.

Une subvention de 2 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

34^{ème} Congrès du CJD – Centre des Jeunes Dirigeants

Le Centre des Jeunes Dirigeants, sous l'autorité de son Président, Monsieur Michel MEUNIER, organisera du 27 au 29 juin 2012, à la Park&Suites Aréna de Montpellier, une manifestation intitulée « 34^{ème} Congrès du CJD – Centre des Jeunes Dirigeants ».

Le Centre des Jeunes Dirigeants, qui compte environ 4 200 adhérents au niveau national dont 200 adhérents en Languedoc-Roussillon, est présent dans 16 pays, ce qui représente un total de 6 000 adhérents. Montpellier a été choisi pour accueillir leur congrès bi-annuel avec pour thème « les justes combats » autour de questions de développement durable dans les entreprises, de performance sociale, environnementale, économique et sociétale. Plus de 2 500 chefs d'entreprise Jeunes Dirigeants sont attendus.

Une subvention de 30 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

7^{es} Rencontres Francopsies

L'Association ALFAPSY (Alternative Fédérative des Associations de PSYchiatrie), sous l'autorité de son Président, Monsieur Paul LACAZE, organisera du 27 juin au 04 juillet 2012, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 7^{es} Rencontres Francopsies ».

Ce congrès international francophone de psychiatrie, qui a lieu tous les deux ans, va permettre de valoriser les conceptions psycho dynamiques de l'école française au sein de la communauté des praticiens et de rassembler les expériences professionnelles multiculturelles pour un enrichissement mutuel des pratiques. Plus de 300 professionnels du champ de la psychiatrie et disciplines connexes viendront représenter plus de 15 pays francophones.

Une subvention de 1 500 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

ECAI 2012 – 20^{ème} Conférence Européenne sur l'Intelligence Artificielle

Le Laboratoire d'Informatique de Robotique et de Microélectronique de Montpellier (LIRMM), sous l'autorité de son Directeur, Monsieur Jean-Claude KÖNIG, organisera du 27 au 31 août 2012, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « ECAI 2012 – 20^{ème} Conférence Européenne sur l'Intelligence Artificielle ».

Cette conférence scientifique européenne de très haut niveau, organisée tous les deux ans dans un pays différent (28 Etats européens sont actuellement membres du comité de coordination ECCAI), est la conférence de référence dans le domaine de l'Intelligence Artificielle. Ce forum va permettre d'aborder les nouvelles technologies de l'information et de la communication (jeux vidéo éducatifs, pédagogiques ou thérapeutiques, robotique autonome, optimisation de chaînes de montage, aide au diagnostic médical ...). Cette manifestation très prisée par la communauté scientifique comme par les professionnels en quête de nouvelles applications industrielles doit regrouper environ 500 participants et 200 intervenants.

Une subvention de 6 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

13^{ème} Journées de la Matière Condensée de la Société Française de Physique

L'Université Montpellier 2, sous l'autorité de sa Présidente, Madame Danièle HERIN, organisera du 27 au 31 août 2012, à l'Université Montpellier 2, une manifestation intitulée « 13^{ème} Journées de la Matière Condensée de la Société Française de Physique ».

Organisées tous les deux ans, ces journées représentent un des plus importants rassemblements national de chercheurs physiciens et permettent d'établir de nouveaux contacts, de mettre en place de nouvelles collaborations et de s'initier à de nouveaux sujets. L'état de l'art et les progrès les plus marquants dans tous les domaines de la matière condensée seront exposés, des lois fondamentales aux applications, les thèmes scientifiques étant d'une grande variété.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

71^{èmes} journées de l'Association Française pour l'Etude du Foie – AFEF

L'Association Française pour l'Etude du Foie (AFEF), sous l'autorité de sa Directrice exécutive, Madame Muriel MILLOT, organisera du 3 au 6 octobre 2012, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 71^{èmes} journées de l'Association Française pour l'Etude du Foie ».

Ces journées annuelles permettent de diffuser les données scientifiques les plus récentes dans le domaine de l'hépatologie par l'intermédiaire de communications orales et affichées, de cours fondamentaux, de conférences et de formation médicale continue. Plus de 600 participants, médecins, personnels médicaux, chercheurs en France et à l'étranger sont attendus.

Une subvention de 4 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les organisateurs,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°33 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – ZAC EXTENSION DU PARC EURÊKA - CASTELNAU LE LEZ - MODIFICATION DE LA ZAC - OBJECTIFS ET MODALITÉS DE CONCERTATION

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Par délibération n°8580 en date du 27 novembre 2008, le Conseil de Communauté a approuvé le dossier de création de la ZAC Extension du parc Eurêka sur la Commune de Castelnau le Lez sur une superficie de 39 hectares.

Le périmètre de la ZAC est délimité à l'ouest et au nord par le chemin de Borie, le lotissement Jean Mermoz et la rue de la Vieille Poste, à l'est par le domaine viticole et le Mas de Verchant et la rue Doscares en limite communale, au sud par la rue du Mas de Verchant et le parc Eurêka, également en limite communale.

Le secteur sera desservi par la future ligne 6 de transport en commun en site propre prévu au Plan de Déplacement Urbain de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et connecté au pôle d'échange multimodal de Sablassou. Ce nouveau quartier est destiné à accueillir, dans le prolongement du parc d'activités Eurêka, des activités tertiaires d'affaires, tertiaires technologiques, des industries à haute valeur ajoutée, des établissements médicaux-sociaux, des commerces et services de proximité, des équipements d'intérêt collectif.

Il couvre une superficie cadastrale de 390 000 m², dont 270 000 m² cessibles.

Le programme global indicatif prévisionnel de constructions est de 230 000 m² de Surface Hors Œuvre Nette (SHON).

Par délibération du 10 février 2011, le Conseil Municipal de Castelnau le Lez a approuvé une modification du PLU ouvrant à l'urbanisation le secteur de la ZAC Extension du Parc Eureka et permettant ainsi la mise en œuvre opérationnelle du projet.

A la suite de l'enquête publique qui s'est déroulée du 31 janvier au 04 mars 2011, le Conseil de Communauté a déclaré d'intérêt général le projet d'aménagement de la ZAC Extension Eurêka, par délibération n°10209 du 23 juin 2011.

Par délibérations n°10661 et 10662 du 29 février 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'équipements publics et le dossier de réalisation de la ZAC Extension du Parc Eurêka.

Parallèlement, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les Communes de Castelnau le Lez, Montpellier, Lattes et Pérols, ont été retenues en 2011 dans le cadre de la démarche Ecocité pour leur projet urbain « De Montpellier à la mer » parmi 13 lauréats sélectionnés au niveau national dans le cadre du plan « Ville durable », initié par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de la Mer, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'ADEME.

Ce projet urbain est ainsi reconnu comme une opération emblématique d'un nouvel urbanisme durable, novateur et ambitieux répondant aux attentes des citoyens et à des objectifs de performance environnementale. Sur environ 2 500 hectares, le territoire de l'Ecocité intègre des projets majeurs développés sur les 4 communes, dont en particulier, le projet urbain Route de la Mer sur les communes de Lattes et de Pérols, les nouveaux quartiers de Port

Marianne sur Montpellier, celui de la future gare LGV sur Montpellier-Lattes et le Pôle Régional de Gérontologie sur Castelnau le Lez.

Le secteur Euréka Sablassou est particulièrement concerné par cette démarche d'innovation.

En effet, le nouveau quartier de la ZAC Euréka pourra accueillir très prochainement les tous premiers éléments du Pôle Régional de Gérontologie (PRG) : il s'agit d'un projet novateur, conçu par l'Agence Régionale de Santé (ARS) et par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en lien avec la Commune de Castelnau le Lez. Ce pôle vise à regrouper, au sein d'un quartier mixte et intergénérationnel, un ensemble d'équipements, services et activités dédiées aux personnes âgées depuis la prévention jusqu'à l'accompagnement en fin de vie ; ce projet vise notamment à mettre en synergie des compétences et des services alliant centres de recherche, centre de formation et cluster du secteur de la santé. Ce pôle se développera ensuite progressivement dans le cadre de la création du quartier mitoyen de Sablassou.

Le développement des technologies de l'information et de la communication appliqué aux domaines de la santé s'avère riche en développement et en innovations futures, dont le quartier pourrait devenir l'écrin.

L'insertion de ce pôle au sein d'un quartier d'habitat intergénérationnel est un élément fondamental du concept. Il s'agit tout à la fois d'offrir la qualité des services en direction de la dépendance mais également toutes les aménités de la ville et la variété des fonctions qui en font un cadre agréable permettant le partage de l'espace public et urbain entre les générations.

Afin d'intégrer les évolutions liées à la démarche EcoCité et pour permettre cet objectif de mixité, il est nécessaire de faire évoluer les éléments du projet de ZAC, et pour cela de modifier son dossier de création.

L'article L300-2 du Code de l'Urbanisme dispose notamment que doivent être associés, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées, dont les représentants de la profession agricole. Aussi, il convient d'associer la population et les acteurs concernés aux évolutions de ce projet urbain et de définir pour cela des objectifs et des modalités de concertation avec le public.

Les objectifs proposés pour cette opération sont les suivants :

- accueillir des activités tertiaires d'affaires, tertiaires technologiques, des industries à haute valeur ajoutée, des établissements médicaux-sociaux, des commerces et services de proximité, des équipements d'intérêt collectif, et des logements,
- construire un quartier mixte et intergénérationnel, mêlant intelligemment habitat diversifié, équipements et services de quartiers, établissements et activités dédiées aux personnes âgées de rayonnement régional, et activités tertiaires banalisées. Cette mixité, enjeu social majeur, doit permettre aussi de développer la ville des proximités en rapprochant l'emploi et l'habitat. Elle devra prendre corps dans l'armature des espaces publics et dans l'organisation des formes urbaines qui mixte les fonctions.
- constituer de part et d'autre de l'avenue Philippe Lamour une entrée de ville qualitative, marquée par une architecture et des espaces publics valorisants, en transition harmonieuse avec le grand paysage,
- mettre en valeur un site méditerranéen remarquable par ses éléments patrimoniaux structurant le paysage sur le secteur de Verchant,
- assurer le maillage urbain dans le prolongement des opérations réalisées (Eureka et Mermoz) et à venir (Sablassou).

Pour la concertation sur la modification de cette ZAC, il est proposé de retenir au moins les modalités suivantes :

- une réunion publique de concertation,
- une mise à disposition du public à la mairie de Castelnau et au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, durant une période d'au moins un mois du dossier, accompagné d'un registre sur lequel chacun pourra consigner ses observations,
- une transmission pour avis du dossier aux chambres consulaires,
- un article dans le journal d'information de la Communauté d'Agglomération de Montpellier « Harmonie » et dans celui de la commune.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les objectifs poursuivis pour la modification de la ZAC "Extension du Parc Eureka" sur Castelnau le Lez et les modalités de concertation ci-dessus mentionnées,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°34 : ARTISANAT, COMMERCE, MARCHÉ D'INTÉRÊT NATIONAL – ZONE D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ PARC 2000 2ÈME EXTENSION À MONTPELLIER - DÉCLARATION DE PROJET - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme G. DELONCLE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Artisanat, Commerce, Marché d'intérêt National, rapporte :

Par délibération n°9301 en date du 22 décembre 2009, le Conseil de Communauté a approuvé les objectifs pour la

création de la future Zone d'Aménagement Concerté dénommée Parc 2000 2^{ème} Extension dans le quartier de la Mosson à Montpellier et a défini les modalités de la concertation du public.

Les objectifs de cette opération sont les suivants :

- conforter le pôle d'activités Parc 2000 par l'accueil d'activités tertiaires d'ingénierie et de recherche, d'activités artisanales et de services,
- assurer la structuration urbaine et paysagère de la façade rue du Pilory le long de la troisième ligne de tramway et de la rue Favre de Saint Castor,
- réaliser un aménagement des espaces publics et un traitement architectural des constructions futures de grande qualité.

Des études se sont poursuivies, et par délibération n°10079 du 21 avril 2011, le Conseil de Communauté a tiré le bilan de la concertation et approuvé le projet de création de la ZAC Parc 2000 2^{ème} Extension sur 5 ha.. Afin d'organiser la maîtrise foncière du secteur, par délibération n°10080, ce même Conseil de Communauté a approuvé le dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique relatif à l'opération Parc 2000 2^{ème} Extension et a sollicité auprès du Préfet, l'ouverture de l'enquête publique préalable à la DUP de l'opération Parc 2000 2^{ème} extension.

Ainsi, le 19 janvier 2012, M. le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, a pris l'arrêté n° 2012-01-129 en vu de procéder à l'ouverture de l'enquête publique préalable à la DUP. L'enquête publique s'est déroulée du 13 février au 14 mars 2012 inclus. Trois permanences ont été tenues par M. Gilbert Morlet, commissaire enquêteur, ingénieur TPE à la retraite. L'enquête publique a fait l'objet d'affichages tels que définis dans l'arrêté d'ouverture d'enquête.

Conformément aux articles L.126-1 du Code de l'Environnement et L.11-1-1 du code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, l'enquête publique doit être suivie d'une déclaration de projet prise par le maître d'ouvrage dans laquelle ce dernier se prononce sur l'intérêt général de l'opération au regard des conclusions de l'enquête publique.

I-Justifications de l'intérêt général de l'opération

Ce projet répond à la notion d'intérêt général notamment au regard des objectifs même de l'opération. De même, il favorisera la création d'emplois stratégiques et s'inscrit dans logique de cohérence urbaine du territoire avec la réalisation, sur une déprise agricole, d'un aménagement permettant la réalisation d'un programme mixte (activités, tertiaire, logements) formant une couture urbaine entre les quartiers d'activités et d'habitat attenants.

II- Suites données au vu des résultats de l'enquête et au rapport du commissaire enquêteur :

L'enquête publique préalable à la Déclaration d'Utilité Publique, a permis de constater qu'aucune opposition à l'utilité publique de l'opération n'a été soulevée. Le dossier n'a par ailleurs fait l'objet d'aucune observation du public.

Le 22 mars 2012, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable et a conclu :

- « que le projet présenté ne porte pas d'atteinte dommageable à l'environnement ;
- qu'il s'inscrit dans la continuité de la ZAC Parc 2000 et de sa première extension ;
- qu'il comporte également, le long de la rue du Pilory et de la troisième ligne de tramway des immeubles d'habitation et des commerces ce qui paraît un bon parti d'aménagement urbanistique ;
- que l'autorité environnementale n'a pas donné d'avis défavorable ;
- que la concertation préalable n'a pas fait apparaître d'opposition au projet ;
- que les services de l'Etat ont notamment rappelé que des servitudes acoustiques seront appliquées le long de la troisième ligne de tramway, et ont également indiqué que la densité des constructions était plus faible que celle prescrite par le « SCOT », mais que la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est engagée à tenir compte de ces observations dans le projet définitif.

La ZAC fait désormais l'objet d'une concession d'aménagement avec comme aménageur la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier désignée par délibération n° 10398 du Conseil de Communauté du 29 septembre 2011. Les études qui seront menées par la SAAM lors de l'élaboration du dossier de réalisation de ZAC permettront de préciser le programme des équipements publics et des constructions à réaliser avec une définition plus aboutie des densités.

Au vu des résultats de l'enquête publique préalable à la DUP, il n'est pas nécessaire d'apporter de modification au projet qui a été soumis à enquête publique.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- déclarer d'intérêt général le projet d'aménagement de la ZAC Parc 2000 2^{ème} extension pour les motifs et considérations exposés ci-avant,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à solliciter Monsieur le Préfet de la Région du Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, pour que soit pris l'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°35 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – PROJET DE RÉNOVATION URBAINE DE MONTPELLIER - AVENANT N°8 À LA CONVENTION DE RÉNOVATION URBAINE POUR LE QUARTIER CENTRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Dans le cadre du programme national de rénovation urbaine, la Ville de Montpellier met en œuvre en partenariat avec l'Etat, les autres collectivités concernées et la Caisse des Dépôts et Consignations, un projet de rénovation urbaine se déclinant sur trois quartiers prioritaires : quartiers Mosson, Centre et Cévennes.

Au titre de sa compétence Politique de la Ville, la Communauté d'Agglomération de Montpellier concourt à la mise en œuvre de ce projet ; elle a signé, le 8 janvier 2007, la convention territoriale urbaine relative au quartier Centre (Nord-Ecusson, Figuerolles – Cité Gély). Celle-ci prévoit notamment la requalification des espaces publics, la réhabilitation de logements et immeubles vétustes, la démolition/reconstruction de logements sociaux et la redynamisation de l'équipement commercial, dans l'objectif d'améliorer le cadre et les conditions de vie des habitants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est directement impliquée dans cette opération de rénovation du quartier Centre en tant que maître d'ouvrage de l'action sur la propreté urbaine (conteneurs enterrés/boutiques à déchets). Elle contribue en outre financièrement à la création de logements locatifs sociaux, à la requalification d'îlots d'habitat ancien dégradés, à l'aménagement de locaux commerciaux ainsi qu'à l'ingénierie et à la conduite du projet.

La convention territoriale centre fait aujourd'hui l'objet d'un nouvel avenant qui vise à adapter le projet de rénovation urbaine aux réalités opérationnelles. Les principales évolutions proposées concernent :

- s'agissant du programme d'installation de conteneurs enterrés : l'identification de la Ville de Montpellier comme maître d'ouvrage des travaux de génie civil liés à la préparation des emplacements (réseaux, fouilles, remise en état de la chaussée), la Communauté d'Agglomération restant maître d'ouvrage de l'équipement en conteneurs des installations ;
- l'évolution dans ses grandes lignes du projet urbain de la Cité Gély, dont le programme et le phasage opérationnel seront précisés dans un prochain avenant ;
- l'identification de nouvelles opérations en acquisition-amélioration et l'intégration de deux nouvelles opérations de 28 logements locatifs sociaux et d'une douzaine de logements libres sur le site de Lafeuillade, jouxtant le périmètre opérationnel du projet ;
- la revalorisation des subventions de l'Agence nationale de la rénovation urbaine (ANRU) pour la production de logements locatifs sociaux.

L'avenant à intervenir n'a pas d'incidence sur la participation globale de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au projet de rénovation urbaine du quartier centre, qui demeure à hauteur de 2,7 M€, hors assistance à maîtrise d'ouvrage par le Groupement d'Intérêt Public pour le Développement Social et Urbain de l'Agglomération (GIP DSUA) dont le fonctionnement fait par ailleurs l'objet d'une subvention annuelle à hauteur désormais de 18 % des droits statutaires détenus par la Communauté d'Agglomération de Montpellier (délibération n°10669 du 29 février 2012). Un tableau annexé à l'avenant précise pour le quartier Centre la répartition des maîtrises d'ouvrage et l'engagement financier de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour chaque opération. Cet avenant a été approuvé au Conseil Municipal de Montpellier du 7 novembre 2011.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°8 à la convention territoriale « Centre » du Projet de rénovation urbaine de Montpellier, à intervenir entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, l'ANRU, la Ville de Montpellier, l'Association Foncière Logement, les bailleurs sociaux concernés, la société d'équipement de la région de Montpellier (SERM), la Caisse des Dépôts et Consignations, le GIP-DSUA et l'Etat,
- approuver le tableau financier présentant notamment les opérations bénéficiant du concours de la Communauté d'Agglomération et le montant de celui-ci ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant susvisé, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°36 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN ET COPROPRIÉTÉS DÉGRADÉES - QUARTIERS ST-GUILHEM / LAISSAC / SUD-COMÉDIE À MONTPELLIER - 2012-2017 - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

La Ville de Montpellier met en œuvre dans le cadre du projet de développement et de mise en valeur de son centre

dénommé « Montpellier Grand Cœur » divers outils ou procédures d'aménagement parmi lesquels des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH RU).

Une OPAH RU a été conduite de 2007 à 2010 sur les secteurs Saint Roch, Saint Anne, Laissac, Sud Comédie et Méditerranée avec la participation de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, visant à réactiver et diversifier le marché immobilier par la réhabilitation du parc de logements inconfortables ou obsolètes et par la remise sur le marché de logements vacants.

Cet outil n'ayant pas produit les résultats attendus (une dizaine de logements réhabilités par an pour un objectif d'environ 60), les partenaires concernés ont décidé l'arrêt anticipé de l'OPAH RU Sud Ecusson Laissac Gare au 31 décembre 2010, dans le contexte de réorientation profonde de la politique d'intervention de l'ANAH. Simultanément, la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) s'est vue confier une étude préalable permettant de définir les caractéristiques d'une nouvelle opération ciblée sur les îlots à restructurer prioritairement, avec un programme en lien avec les nouvelles priorités de l'ANAH.

Au terme de l'étude, il est proposé la mise en œuvre d'une nouvelle OPAH renouvellement urbain - copropriétés dégradées (OPAH RU – Copropriétés) recentrée sur les secteurs Sainte-Anne, Saint-Roch, Laissac, Sud Comédie et Méditerranée. Cette opération dénommée « Saint Guilhem, Laissac, Sud Comédie », proposée pour une durée de 5 ans (2012-2017), donne lieu à une convention, objet de la présente délibération.

Elle vise à redonner de l'habitabilité aux îlots dégradés, à promouvoir les réhabilitations de qualité, à lutter contre les marchands de sommeil, à valoriser l'espace public et à améliorer le cadre de vie.

Il est ainsi proposé de réhabiliter 195 logements privatifs et 70 parties communes de copropriétés fragilisées ou dégradées dont :

- 100 logements locatifs en loyer libre sans subvention au titre de la convention ;
- 50 logements locatifs en loyer maîtrisé (10 logements en loyer social et 40 en loyer intermédiaire) dont 14 au titre de l'habitat indigne ;
- 45 logements de propriétaires occupants dont 3 au titre de l'habitat indigne ;
- 20 parties communes de copropriétés dégradées dont 5 en sortie d'insalubrité ;
- 50 parties communes de copropriétés ni dégradées ni relevant de l'insalubrité, sans subvention au titre de la convention.

Les partenaires s'engagent à réserver 1 939 744 € pour la totalité des subventions à attribuer aux propriétaires bailleurs, aux propriétaires occupants et aux copropriétés pour la réalisation des travaux, soit :

- Communauté d'Agglomération de Montpellier par délégation de l'ANAH : 1 351 744 € (70%) dont 803 282 € pour le traitement des parties communes des copropriétés dégradées
- Communauté d'Agglomération de Montpellier sur fonds propres : 194 000 € (10%)
- Ville de Montpellier : 394 000 € (20 %)

Le suivi et l'animation de l'OPAH sont confiés par la Ville de Montpellier à la SERM dans le cadre de la concession d'aménagement qui lie la collectivité à l'aménageur pour la mise en œuvre du projet « Grand Cœur ». Le financement de cette mission à hauteur de 1 006 000 € pour 5 ans est prévu comme suit :

- Communauté d'Agglomération de Montpellier par délégation de l'ANAH : 512 600 € (51%)
- Communauté d'Agglomération de Montpellier sur fonds propres : 81 600 € (8,10%)
- Ville de Montpellier : solde soit 411 800 € (40,90%).

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention d'OPAH RU - Copropriétés dégradées « Saint Guilhem, Laissac, Sud Comédie » à intervenir entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Montpellier ;
- approuver le tableau financier présentant les participations financières à l'OPAH RU – Copropriétés dégradées « Saint Guilhem, Laissac, sud Comédie », dont celle de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention susvisée, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°37 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONTRAT URBAIN DE COHÉSION SOCIALE - APPEL À PROJETS 2012 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À DIVERSES ASSOCIATIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique de la ville, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a signé le 12 avril 2007 le Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) de Montpellier qui définit pour trois ans (2007-2009) les moyens que les partenaires signataires s'engagent à mettre en œuvre afin d'améliorer la qualité de vie des habitants des quartiers connaissant des difficultés et pour favoriser l'égalité des chances entre tous, en soutenant notamment les associations engagées sur le terrain. Les contrats urbains sont prolongés et demeurent en vigueur jusqu'au 31 décembre 2014 conformément aux circulaires ministérielles des 5 juin 2009 et 8 novembre

2010.

A l'issue de l'appel à projets 2012 lancé auprès des organismes, essentiellement associatifs, œuvrant dans les quartiers, il est proposé que la Communauté d'Agglomération de Montpellier renouvelle son soutien financier à cinq associations intervenant dans le domaine de l'habitat et du cadre de vie.

1- Union Départementale des Associations Familiales de l'Hérault / Médiation locative Cévennes

Dans le quartier des Cévennes, prioritaire au titre de la Politique de la Ville, l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF) de l'Hérault intervient sur la copropriété des Cévennes 1 qui fait l'objet d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH).

Dans le cadre de permanences et d'ateliers collectifs, elle effectue auprès des propriétaires et locataires, un travail d'information, d'orientation et, le cas échéant, d'accompagnement ; l'objectif est de limiter les ruptures locatives et les dettes de copropriété.

2- Association Nationale des Compagnons Bâisseurs / Ateliers de quartier - Chantiers d'auto-réhabilitation

« Les Compagnons Bâisseurs » est une association nationale intervenant dans le domaine de l'insertion par l'habitat sur les quartiers Nord-Ecusson, Gambetta, Figuerolles et Saint-Martin prioritaires au titre de la politique de la ville, ainsi que sur le secteur de la gare ; elle anime des chantiers d'auto-réhabilitation des logements de locataires et propriétaires occupants, bénéficiaires des minima sociaux. Ce travail d'implication des ménages dans l'entretien et l'amélioration de leur logement constitue souvent la première étape d'une démarche de réinsertion sociale et professionnelle.

3- Association Nationale des Compagnons Bâisseurs / Accompagnement des propriétaires occupants de la copropriété Cévennes 1 à l'auto-réhabilitation

L'association propose d'accompagner 5 ménages, propriétaires occupants à Montpellier et prioritairement dans la résidence Cévennes 1, rencontrant des difficultés économiques, prêts à s'investir dans la rénovation de leur logement. Cette action s'inscrit en complémentarité de l'OPAH copropriété dégradée Cévennes 1 qui mobilise les aides de l'Agence Nationale pour l'Habitat (ANAH) déléguées à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

4- Association Consommation Logement et Cadre de Vie - Union Départementale / Approche des rouages de la copropriété par les propriétaires occupants

En tant qu'association reconnue représentative des locataires, l'association Consommation Logement et Cadre de Vie de l'Hérault (CLCV) participe aux travaux de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat qui statue pour avis sur l'attribution des aides à la réhabilitation de l'habitat privé de l'ANAH déléguée à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Elle propose une action de formation autour des droits et devoirs des propriétaires au sein d'une copropriété sur les Hauts de Massane (30 personnes environ).

5- Association Consommation Logement et Cadre de Vie - Union Locale / Accompagnement des habitants du quartier Petit Bard / Cévennes

La CLCV de Montpellier et ses environs mène en outre une action d'information et d'accompagnement des habitants du quartier « Petit-Bard Pergola » concernés par le Projet de Rénovation Urbaine. L'association réalise un travail de médiation entre locataires et copropriétaires lors de permanences au sein de la Maison pour Tous « François Villon », ciblant une intervention sur la régularisation des charges des locataires, suite à l'individualisation des compteurs d'eau et de gaz.

6- FACE Hérault / Accompagner la réhabilitation du Petit Bard

En lien avec la mise en œuvre du Projet de Rénovation Urbaine Cévennes, FACE Hérault propose d'accompagner la réhabilitation au Petit Bard des 3 bâtiments C1, C2 et C3 (120 logements) à ce jour terminée et des bâtiment E et I (90 logements) en cours, afin de garantir une bonne appropriation du logement par les résidents : explication sur l'utilisation des nouveaux services du logement (chaudière individuelle, antenne collective,...), sensibilisation sur la maîtrise des énergies et sur les impacts du passage à l'individualisation des compteurs d'eau et de gaz, information sur les droits et devoirs des locataires et propriétaires...

Des visites en porte à porte seront organisées pour l'ensemble de ces bâtiments, ainsi qu'un suivi individualisé au sein de l'antenne locale de FACE pour chaque résident rencontrant des difficultés.

Cette action vise également à accompagner les habitants vers la création d'un collectif de résidents au sein de chaque copropriété réhabilitée et résidentialisée.

7- Lieux Ressources Montpellier - Fonds de participation des habitants

Les partenaires signataires du Contrat Urbain de Cohésion Sociale ont souhaité mettre en place fin 2011 un Fonds de Participation des Habitants de la ZUS Cévennes, destiné à financer des microprojets (soutien à hauteur de 1 000 € maximum par projet) portés par des associations ou des habitants du quartier sur les thèmes de la citoyenneté, du cadre de vie, du lien social. L'association « Lieux Ressources Montpellier » est gestionnaire de ce fonds.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à l'Union Départementale des Associations Familiales de l'Hérault une subvention de 2000 €, à l'association Nationale des Compagnons Bâisseurs une subvention globale de 11 000 €, à l'association CLCV de l'Hérault une subvention de 1 500 €, à l'association CLCV de Montpellier et ses environs une subvention de 1 000 €, à l'association FACE une subvention de 5 000 € et à l'association Lieux-Ressources Montpellier une subvention de 500 € ;

- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2012, chapitre 927, et que les subventions accordées seront versées sous réserve de la signature des conventions fixant les engagements des parties ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention à intervenir avec chacune des associations ainsi que tout document se rapportant à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°38 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – PROJET DE RÉNOVATION URBAINE DE MONTPELLIER - QUARTIER CÉVENNES - RECONSTRUCTION SUR SITE DE 40 LOGEMENTS SOCIAUX RUE DES EPERVIÈRES - GARANTIE D'EMPRUNTS À L'OPH HÉRAULT HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

L'Office Public de l'Habitat du Département de l'Hérault, Hérault Habitat, a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'il va contracter pour financer la construction de 40 logements locatifs sociaux, rue des Epervières, îlot K, à Montpellier. Cette opération contribue à la reconstruction, sur site, de logements sociaux promis à démolition dans le cadre du Projet de Renovation Urbaine de Montpellier, quartier Cévennes. A ce titre, elle a été financée par l'Agence Nationale de Renovation Urbaine (ANRU) en 2011. Elle comprend 33 logements financés en Prêt Renouvellement Urbain Construction/Démolition (PRU CD, équivalant au Prêt Locatif à Usage Social, PLUS), 3 logements financés en PLUS et 4 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Ce projet a été conçu par l'agence d'architecture BOYER-PERCHERON-ASSUS.

Hérault Habitat demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 25 % les emprunts qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Renouvellement Urbain Construction/Démolition (PRU CD) construction d'un montant de 2 777 843 € ;
- un Prêt Renouvellement Urbain Construction/Démolition (PRU CD) foncier d'un montant de 686 772 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 185 457 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 55 915 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 299 688 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 90 356 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 75 % restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil. Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Dépôts et emprunts soumis aux garanties :						
Désignation	PRU CD construction	PRU CD Foncier	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	2 277 843 €	686 772 €	185 457 €	55 915 €	299 688 €	90 356 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux du livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb				taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0,00 % (actualisable à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A)					
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %					
Préfinancement	de 3 à 24 mois					
Périodicité des échéances	annuelle					
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois de préfinancement maximum suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PRU CD construction, les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PRU CD foncier, les prêts

PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Hérault Habitat, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par Hérault Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à Hérault Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 25% ouvre un droit à réservation portant sur 5% des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 899 007,75 €, représentant 25% des six prêts d'un montant total de 3 596 031 €, sollicités par l'Office Public de l'Habitat du Département, Hérault Habitat, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour la construction de 40 logements locatifs sociaux, rue des Epervières à Montpellier;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Hérault Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°39 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 45 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « CAMPÉRIOLS » - RUE DES AVELANIERES À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS À L'OPH HÉRAULT HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

L'Office Public de l'Habitat du Département de l'Hérault, Hérault Habitat, a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'il va contracter pour financer la construction de 45 logements locatifs sociaux, résidence « Campériols », rue des Avelaniers à Montpellier. Cette opération contribue à la reconstruction de logements sociaux promis à la démolition dans le cadre du Projet de Rénovation Urbaine de Montpellier. A ce titre, elle a été financée par l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU). Elle comprend 40 logements financés en Prêt Renouvellement Urbain Construction/Démolition (PRU CD, équivalant au financement en Prêt Locatif à Usage Social, PLUS) et 5 logements agréés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Ce projet a été conçu par le cabinet d'architecture Patrice Genet.

Hérault Habitat demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 25 % les emprunts qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Renouvellement Urbain Construction/Démolition (PRU CD) construction d'un montant de 2 341 607 € ;
- un Prêt Renouvellement Urbain Construction/Démolition (PRU CD) foncier d'un montant de 686 621 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 284 883 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 83 900 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 75 % restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PRU CD construction	PRU CD foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	2 341 607 €	689 621 €	284 883 €	83 900 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux du livret A en vigueur à la date du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0,00 % (actualisable à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A)			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			

Préfinancement	de 3 à 24 mois			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois de préfinancement maximum suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PRU CD construction et PLAÍ construction et de 50 ans pour les prêts PRU CD foncier et PLAÍ foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Hérault Habitat, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par Hérault Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à Hérault Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 25 % ouvre un droit à réservation portant sur 5 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 850 002,75 €, représentant 25% des quatre prêts d'un montant total de 3 400 011 €, sollicités par l'Office Public de l'Habitat Hérault Habitat, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour la construction de 45 logements locatifs sociaux, Résidence « Campériols », rue des Avelaniers à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Hérault Habitat et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°40 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 17 LOGEMENTS SOCIAUX ET DE 103 LOGEMENTS ÉTUDIANTS - ZAC DES CONSTELLATIONS LOT C3 À JUVIGNAC - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 17 logements sociaux familiaux et de 103 logements étudiants, ZAC des Constellations, lot C3, à Juvignac. L'opération comprend 103 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS), 12 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 5 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Pierre TOURRE.

Le Nouveau Logis Méridional demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les six emprunts d'un montant total de 6 884 130 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif Social (PLS) construction d'un montant de 3 584 054 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) foncier d'un montant de 1 536 023 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 763 869 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 478 472 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 365 199 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 156 513 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25% restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

- Pour le financement des 103 logements étudiants :

Désignation	PLS construction	PLS foncier
Montant du prêt	3 584 054 €	1 536 023 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 107 pdb	
Taux annuel de progressivité	0,00 % (actualisable à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A)	
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %	
Préfinancement	de 3 à 24 mois	
Périodicité des échéances	annuelle	
Durée	40 ans	50 ans

- Pour le financement des 17 logements sociaux familiaux :

Pour le financement des 17 logements sociaux annulés :				
Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	763 869 €	478 472 €	365 199 €	156 513 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0,00 % (actualisable à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A)			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Préfinancement	de 3 à 24 mois			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois de préfinancement maximum suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLS construction, PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLS foncier, PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le Nouveau Logis Méridional, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements sociaux familiaux de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 5 163 097,50 €, représentant 75% des six prêts d'un montant total de 6 884 130 €, sollicités par le Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour la construction de 17 logements sociaux familiaux et de 103 logements étudiants, ZAC des Constellations, lot C3, à Juvignac ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la CDC et SA d'HLM Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°41 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 16 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « CLOS BERTRAND » - ROUTE DE VAUGUIÈRES À

MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 16 logements sociaux, résidence « Clos Bertrand », route de Vauguières à Montpellier. L'opération comprend 11 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 5 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture EXO 7.

Le Nouveau Logis Méridional demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 634 192 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 708 268 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 445 413 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 336 358 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 144 153 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25% restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	708 268 €	445 413 €	336 358 €	144 153 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0,00 % (actualisable à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A)			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Préfinancement	de 3 à 24 mois			
Périodicité des échéances	Annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois de préfinancement maximum suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le Nouveau Logis Méridional, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 225 644 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 634 192 €, sollicités par le Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour la construction de 16 logements locatifs sociaux, résidence « Le Clos Bertrand », route de Vauguières à Montpellier ;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la CDC et SA d'HLM Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°42 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 30 LOGEMENTS SOCIAUX - 488 AVENUE DE L'EUROPE À CASTELNAU LE LEZ - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 30 logements sociaux, 488 avenue de l'Europe à Castelnau le Lez. L'opération comprend 21 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 9 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet montpelliérain A+ Architecture.

Le Nouveau Logis Méridional demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75% les quatre emprunts d'un montant total de 3 479 959 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 1 475 878 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 928 916 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 752 616 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 322 549 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25% restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :				
Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	1 475 878 €	928 916 €	752 616 €	322 549 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0,00 % (actualisable à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A)			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Préfinancement	de 3 à 24 mois			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois de préfinancement maximum suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le Nouveau Logis Méridional, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de

formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 2 609 969,25 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 3 479 959 €, sollicités par le Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour la construction de 30 logements locatifs sociaux, 488 avenue de l'Europe à Castelnau le Lez ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la CDC et SA d'HLM Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°43 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 21 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « AQUA VERDE » - ZAC PORT MARIANNE / LES JARDINS DE LA LIRONDE À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM ICF SUD-EST MÉDITERRANÉE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM ICF Sud-Est Méditerranée a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 21 logements sociaux, résidence « Aqua Verde », ZAC Port Marianne / les Jardins de la Lironde à Montpellier. L'opération comprend 21 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS).

Le projet a été conçu par l'architecte Christian de Portzamparc.

ICF Sud-Est Méditerranée demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % l'emprunt d'un montant total de 2 299 729 € qu'il sollicite auprès du Crédit Foncier de France pour financer cette opération.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25% restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques du prêt consenti par le Crédit Foncier de France sont les suivantes :

- Ø Montant du prêt : 2 299 729 €
- Ø Durée : 30 ans comprenant une période d'amortissement de 28 ans
- Ø Périodicité des échéances : annuelle
- Ø Taux de progressivité : 0,00 %
- Ø Taux d'intérêt actuariel annuel : **taux du Livret A** en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + **111 pdb**
- Ø Révisabilité du taux d'intérêt et de progressivité : en fonction de la variation du taux du livret A pendant toute la durée du prêt

La Communauté d'Agglomération de Montpellier renonce, par suite, à opposer au Crédit Foncier de France l'exception de discussion des biens du débiteur principal et toutes autres exceptions dilatoires et prend l'engagement de payer de ses deniers, à première réquisition du Crédit Foncier de France, toute somme due au titre de cet emprunt en principal à hauteur de la quotité sus-indiquée, augmentée des intérêts, intérêts de retard, indemnité de remboursement anticipé qui, pour un motif quelconque, n'auraient pas été acquittés par ICF Sud-Est Méditerranée à l'échéance exacte.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75% ouvre un droit à réservation portant sur 15% des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 724 796,75 €, représentant 75% du prêt d'un montant total de 2 299 729 €, sollicité par ICF Sud-Est Méditerranée auprès du Crédit Foncier de France pour la construction de 21 logements locatifs sociaux, résidence « Aqua Verde », ZAC Port Marianne / les Jardins de la Lironde à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre le Crédit Foncier de France et la SA d'HLM ICF Sud-Est Méditerranée, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°44 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – ACQUISITION-AMÉLIORATION D'UN LOGEMENT SOCIAL - RÉSIDENCE « TOUR D'ASSAS » - AVENUE DE BARCELONE À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS À L'OPH ACM - DÉLIBÉRATION N°10149 DU 21 AVRIL 2011 - MODIFICATION

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par délibération n°10149 du 21 avril 2011, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a accordé à l'Office Public de l'Habitat de l'Agglomération de Montpellier (OPH ACM) la garantie à hauteur de 75 % des emprunts qu'il va contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, pour financer l'acquisition et l'amélioration d'un logement social, résidence « Tour d'Assas », Avenue de Barcelone à Montpellier.

Ce logement est financé par deux Prêts Locatifs Aidés d'Intégrations (PLAI) pour un montant total de 59 458 €. Compte tenu de la faiblesse des sommes en jeu, il est proposé de garantir à hauteur de 100 % les emprunts sollicités par l'OPH ACM.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- porter la somme garantie par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à 59 458 € contre 44 593,50 € prévus initialement, représentant 100% des deux prêts sollicités par l'OPH ACM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour l'acquisition-amélioration d'un logement social, résidence « Tour d'Assas », Avenue de Barcelone à Montpellier ;
- approuver la modification de la délibération n°10149 du 21 avril 2011 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité. Mesdames T. Capuozzi-Boualam, C. Fourteau et Messieurs M. Passet, G. Pastor, L. Pouget et R. Subra ne prennent pas part au vote.

AFFAIRE N°45 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION « RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE » - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION D'UN LOGEMENT À BAILLARGUES - DÉLIBÉRATION N°10668 DU 29 FÉVRIER 2012 - MODIFICATION

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par délibération n°10668 du 29 février 2012, le Conseil de Communauté a décidé l'attribution d'une aide à Madame Micheline ANDRE pour la réhabilitation de son logement situé 3 rue du Jeu de ballon à Baillargues.

Une erreur matérielle a porté le montant de la subvention à 10 500 € alors que l'application des règles d'intervention de la Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit à l'attribution d'une aide de 10 000 € prime incluse.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- modifier la délibération n°10668 du 29 février 2012 et attribuer une subvention d'un montant maximum de 10 000 € à Mme ANDRE Micheline demeurant 3 rue du jeu de ballon à Baillargues, en lieu et place des 10 500 € accordés antérieurement ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera après versement par l'ANAH de son aide sur la base de la dépense réellement subventionnable ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°46 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION « RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE » - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION D'UN LOGEMENT À COURNONTERRAL - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Depuis le 1^{er} juillet 2009, la Communauté d'Agglomération de Montpellier met en œuvre l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » ayant pour objet la réhabilitation, sur 3 ans, de 290 logements anciens, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire communautaire, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire.

Cette opération a pour priorités la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique,

l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 35% à 80% du montant hors taxes des travaux subventionnables.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à l'amélioration d'un logement situé 2 impasse du Chèvrefeuille à Cournonterral, pour un montant de 1 401 €. Le projet concerne des travaux d'adaptation de la salle de bain aux besoins du propriétaire en situation de perte d'autonomie liée au vieillissement (remplacement de la baignoire par une douche, surélévation des WC...).

Le coût des travaux s'élève à 7 007 € H.T. et représente la dépense subventionnable.

Le plan de financement de l'opération s'établit comme suit :

- ANAH : 50% soit 3 504 €
- Communauté d'Agglomération de Montpellier : 20 % soit 1 401 €
- Propriétaire : solde, soit 2 102 €.

En contrepartie de cette subvention, le propriétaire s'engage à occuper son logement en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 1 401 € à M. Joël CHATELUS demeurant 2 impasse du Chèvrefeuille à Cournonterral,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera après versement par l'ANAH de son aide sur la base de la dépense réellement subventionnable ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°47 : CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES – MARCHÉ D'ASSURANCE N°2906AJ12 « TOUS RISQUES EXPOSITION » POUR L'EXPOSITION « CORPS ET OMBRES, LE CARAVAGE ET LE CARAVAGISME EUROPÉEN » PRÉVUE AU MUSÉE FABRE DU 23 JUIN AU 14 OCTOBRE 2012 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. P. MAUREL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier dispose d'un marché d'assurance "Tous Risques Exposition" (marché n°1986 lot n°4) ayant pour objet de garantir le transport et le séjour des œuvres faisant l'objet d'un prêt, notamment, à l'attention du musée Fabre, et ce jusqu'à la fin de l'année 2013.

Cependant, compte-tenu du montant et de l'importance des œuvres exposées à garantir dans le cadre de l'exposition « Corps et ombres, Le Caravage et le caravagisme européen » prévue au musée Fabre du 23 juin au 14 octobre 2012, de la sécurité qu'implique ce type d'exposition et de la difficulté de définir préalablement au lancement de la consultation, le montant prévisionnel, de la prestation à garantir compte tenu des aléas liés à l'organisation, une procédure négociée a été lancée conformément à l'article 35 du Code des Marchés Publics afin de conclure un marché spécifique.

A l'issue, de la phase de sélection des candidatures, deux candidats ont présenté une offre conforme. Ces offres ont alors fait l'objet d'une négociation.

A l'issue de cette dernière, la Commission d'Appel d'Offres dans sa réunion du 9 mai 2012 a proposé de retenir le groupement GRAS SAVOYE (Courtier), et AXA ARTS (Compagnie d'assurance) domicilié Immeuble Quai 33, 33 quai de Dion-Bouton, CS 70001, 92814 Puteaux Cedex dont l'offre est économiquement la plus avantageuse au regard des critères d'attribution du règlement de consultation, pour un montant de 164 795,97 € T.T.C.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la conclusion du marché n°2906AJ12, comme précisé ci-dessus,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier chapitre 920,
- autoriser Monsieur le Président, à signer le marché d'assurance n°2906 AJ 12, « Tous risques exposition » pour l'exposition « Corps et ombres, Le Caravage et le caravagisme européen » prévue au musée Fabre du 23 juin au 14 octobre 2012, avec le groupement GRAS SAVOYE (Courtier) et AXA ARTS (Compagnie d'assurance), pour un montant de 164 795,97 euros T.T.C. ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°48 : CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES – MARCHÉ N°2405MG10 D'ACQUISITION ET LIVRAISON DE VÊTEMENTS PROFESSIONNELS ET ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE - CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER, LES COMMUNES DE PIGNAN, JACOU ET PÉROLS - LANCEMENT D'UNE NOUVELLE CONSULTATION DU LOT N°4 «EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE» SUITE AU DÉSISTEMENT DU TITULAIRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. P. MAUREL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, les Communes de Pignan, Jacou et Pérols doivent lancer une procédure de mise en concurrence en vue de procéder à l'acquisition de vêtements professionnels ainsi que de doter d'équipements de protection individuelle leurs agents, afin d'assurer leur sécurité.

Afin de rationaliser leurs achats et de réaliser des économies d'échelle, les Communes pressenties, ainsi que notre Etablissement Public de Coopération Intercommunal, ont décidé de constituer un Groupement de Commandes conformément à la convention annexée et à l'article 8 du Code des Marchés Publics.

En conséquence, la délibération n°9700 du 20 juillet 2010 a approuvé la convention constitutive du groupement de commandes, autorisé le lancement de l'Appel d'Offres et la signature des marchés. La Communauté d'Agglomération de Montpellier a été désignée coordonnateur du Groupement et sa Commission d'Appel d'Offres est celle du Groupement.

A l'issue de la procédure de mise en concurrence lancée conformément aux articles 57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics (Appel d'Offres ouvert), la société Intersafe Abrium a été retenue sur le lot 4 " équipements de protection individuelle". Ce marché a pris effet à sa notification (26 mai 2011) pour une durée d'un an, durée renouvelable par reconduction expresse de la collectivité par période d'un an, dans la limite de 3 reconductions. Par courrier en date du 22 mars 2012 la Communauté d'Agglomération de Montpellier a informé la société Intersafe Abrium de sa volonté de renouveler le marché pour une durée de un an. Par courrier daté du 29 mars 2012, la société Intersafe Abrium a informé la collectivité qu'elle ne souhaitait pas reconduire son lot.

Afin d'être conforme aux dispositions de la première convention constitutive de groupement de commandes, en l'espèce, l'article 4 « Durée de la convention constitutive du groupement », il convient d'établir une nouvelle convention constitutive de groupement de commandes publiques. Cette seconde convention autorisera le lancement d'une nouvelle procédure d'Appel d'Offres conformément aux dispositions des articles 57 à 59 et 77 du code des Marchés Publics pour l'ensemble des membres du groupement. Cette procédure permettra de déterminer un nouvel attributaire du lot n°4.

En conséquence, une nouvelle consultation concernant uniquement le lot n°4 « Equipements de protection individuelle » doit être lancée.

Les montants annuels estimés sont les suivants :

Pour la Communauté d'Agglomération : 20 000 € H.T.,

Pour la Commune de Pignan : 1 000 € H.T.,

Pour la Commune de Jacou : 3 000 € H.T.,

Pour la Commune de Pérols : 12 500 € H.T.

Le marché correspondant à ce lot sera signé et notifié par la Communauté d'Agglomération de Montpellier au nom de l'ensemble des membres du Groupement, pour une durée d'un an.

Chaque Commune membre du groupement sera en charge de son exécution pour ses besoins propres et pourra le reconduire expressément 2 fois.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'établissement d'un groupement de commandes entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les Communes de Pignan, Jacou et Pérols;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention constitutive du groupement, le marché à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la consultation conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°49 : CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES – BILAN DES ACQUISITIONS ET CESSIONS POUR L'ANNÉE 2011 - APPROBATION

M. P. MAUREL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté doit se prononcer sur le bilan des acquisitions et cessions foncières et immobilières effectuées au cours de l'année 2011.

Ces acquisitions et cessions ont été réalisées dans le cadre des compétences suivantes :

1 – Au titre de la compétence Lutte contre les Inondations :

- Acquisition sur la Commune de Lattes de 2 728 m² pour un montant de 37 332,05 euros,
- Acquisition sur la Commune de Montpellier de 198 m² pour un montant de 5 160 euros.

2 – Au titre de la compétence Assainissement :

- Acquisition sur la Commune de Cournonsec de 2 454 m² pour un montant de 7 450 euros,
- Acquisition sur la Commune de Baillargues de 568 m² pour un montant de 2 565 euros.

3 – Au titre de la compétence Culture :

- Acquisition sur la Commune de Murviel les Montpellier de 42 000 m² pour un montant de 44 350,61 euros.

4 – Au titre de la compétence Transport :

Acquisition de 5 350 m² pour un montant de 173 734,90 euros :

- Acquisition sur la Commune de Castelnau le lez de 5 180 m² pour un montant de 167 884,93 euros,
- Acquisition sur la Commune de Montpellier de 170 m² pour un montant de 5 849,97 euros.
- Acquisition sur la Commune de Clapiers de 2 864 m² pour un montant de 61 123,51 euros.

5 – Au titre de la compétence Développement Economique :

Acquisition de 309 883 m² pour un montant de 603 180,92 euros :

- Acquisition sur la Commune de Juvignac de 55 900 m² pour un montant de 335 400 euros
- Acquisition sur la Commune de Montferrier-sur-lez de 154 571 m² pour un montant de 3 630 086 euros,
- Acquisition sur la Commune de Montpellier de 92 818 m² pour un montant de 1 710 794,56 euros
- Acquisition sur la Commune de Saint-Jean-de-Védas de 6 594 m² pour un montant de 355 528,36 euros.

6 – Au titre de la compétence Prévention et Gestion des Déchets :

- Cession de 6 131 m² sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone pour un montant de 8 368,82 euros.

7 – au titre de la compétence Aménagement, mandats SERM :

Acquisition de 255 303 m² pour un montant de 11 879 287 euros :

- Acquisition sur la Commune de Castelnau le Lez de 18 064 m² pour un montant de 1 484 620 euros,
- Acquisition sur la Commune de Lattes de 101 177 m² pour un montant de 3 035 310 euros,
- Acquisition sur la Commune de Lavérune de 15 552 m² pour un montant de 150 908 euros,
- Acquisition sur la Commune de Montpellier de 4 813 m² pour un montant de 463 314 euros,
- Acquisition sur la Commune de Pérols de 115 697 m² pour un montant de 6 745 135 euros.

Cession de 85 211 m² pour un montant de 8 147 919,01 euros :

- Cession sur la Commune de Grabels de 16 298 m² pour un montant de 1 393 590,61 euros,
- Cession sur la Commune de Montpellier de 65 313 m² pour un montant de 6 556 328,40 euros,
- Cession sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone de 3 600 m² pour un montant de 1 980 00,00 euros

Compétences	Acquisitions		Cessions	
	Surface m ²	Montant €	Surface m ²	Montant €
Lutte contre les Inondations	2 926	42 492,05		
Assainissement	3 022	10 015	-	-
Culture	42 000	44 350,61	-	-
Transport	50 214	279 209,02	-	-
Développement Economique	309 883	6 031 808,92	-	-
Prévention et Gestion des Déchets	-	-	6 131	8 368, 82
Aménagement - Mandat SERM	255 303	11 879 287	85 211	8 147 919,01
Total	663 348	18 287 162,60	91 342	8 156 287,83

Le total des opérations pour l'année 2011 représente :

- Pour les acquisitions 663 348 m² pour un montant de 18 287 162,60 euros.
- Pour les cessions 91 342 m² pour un montant de 8 156 287,83 euros.

Ce bilan est annexé au Compte Administratif 2011.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le bilan des acquisitions de la politique foncière pour l'année 2011,
- approuver le bilan des cessions de la politique foncière pour l'année 2011,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°50 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE

LRAD - COMITÉ DE PILOTAGE - DÉSIGNATION

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est actionnaire de la SPL LRAD au capital de 37 000 euros, créée en décembre 2010. Elle détient 33,24% du capital et occupe 1 poste sur 3 postes du Conseil d'Administration de la société.

Cette société a pour objet de concevoir, d'étudier et de mener à bien des dossiers ou opérations d'ingénierie de projets innovants pour le compte exclusif de ses actionnaires (la Région Languedoc-Roussillon et la Communauté d'Agglomération de Montpellier) sur différentes thématiques telles que : la filière des énergies renouvelables, le tourisme, la longévité des seniors, les solutions TIC innovantes et les montages technico-économique à forte valeur ajoutée en matière de développement économique et d'emploi.

En vue de la clôture du premier exercice social, conformément aux textes en vigueur relatifs aux sociétés publiques locales et aux dispositions prévues dans ses statuts au titre du contrôle analogue, un comité de pilotage doit être constitué. Il aura notamment pour mission d'assurer le suivi des projets portés par la société et d'émettre des avis quant à l'organisation stratégique et les activités opérationnelles de la société. Il est proposé de désigner 3 représentants conseillers communautaires pour siéger au sein de ce comité de pilotage dont le représentant désigné en qualité de représentant de la Communauté d'Agglomération à l'Assemblée Générale de la société. Seront associés aux travaux de ce comité de pilotage en tant que de besoin, les agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en charge du suivi des différents dossiers confiés.

M. Gilbert Pastor a été désigné par délibération comme représentant aux Assemblées Générales de la SPL LRAD, il est donc de droit membre de ce comité de pilotage. Il convient par suite de désigner les 2 autres représentants.

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au Conseil de Communauté, de décider à l'unanimité, de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée.

A l'unanimité le Conseil adopte.

Monsieur le Président propose les candidatures de Messieurs Michel ASLANIAN et Alain ZYLBERMAN.

Aucune autre proposition n'est proposée.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en place du comité de pilotage de la SPL LRAD composée de 3 représentants conseiller communautaire dont le représentant désigné en qualité de représentant de la Communauté d'Agglomération à l'Assemblée Générale de la société ;
- décider à l'unanimité, de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée ;
- désigner MM G. Pastor, M. Aslanian et A. Zyberman représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au comité de pilotage de la SPL LRAD et de les doter de tous pouvoirs à cet effet ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°51: HORS COMMISSION - ORGANISME EXTERIEUR - SAEML- ENJOY MONTPELLIER - MODIFICATIONS STATUTAIRES - AUGMENTATION DE CAPITAL - AUTORISATION ACCORDÉE AU REPRÉSENTANT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - NON SOUSCRIPTION - APPROBATION

Mme G. DELONCLE, Administratrice de la SAEML Enjoy Montpellier, Représentante de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'Assemblée Générale, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est actionnaire de la SAEML ENJOY MONTPELLIER au capital de 34 580 450 euros composé de 212 150 actions. Elle détient 37,89% du capital, soit 80 393 actions et occupe 6 postes sur 18 au Conseil d'Administration de la société.

Le Conseil d'Administration de la SAEML ENJOY MONTPELLIER en sa séance du 13 avril 2012, a décidé la convocation d'une Assemblée Générale Mixte en vue de proposer aux actionnaires une augmentation de capital à hauteur de 999 842 €, par émission au pair de 6 134 actions nouvelles à valeur nominale de 163 €.

Cette augmentation de capital a pour objectif, d'une part de consolider les fonds propres de la société, compléter l'autofinancement des investissements et améliorer la trésorerie de la société, et d'autre part, d'augmenter la proportion de capital privé aujourd'hui au minimum légal de 15%. En effet, cette augmentation de capital serait l'occasion d'accueillir un nouvel actionnaire privé, la société Park&Suites, devenue par l'opération de naming de la « Park&Suites Arena », un partenaire majeur d'Enjoy Montpellier.

Il est prévu que cette augmentation de capital soit libérée en totalité à la souscription, par versements en espèces ou par compensation de créances certaines, liquides et exigibles sur la société. A terme, et dans le délai de souscriptions prévu entre le 10 juillet et le 30 septembre 2012, le montant du capital serait ainsi porté à hauteur de 35 580 292 €.

Cette augmentation de capital, sous réserve d'agrément par l'Assemblée Générale Mixte, entraînerait donc la

modification de l'article 6.2 des statuts portant sur le capital social.

Cette modification statutaire exige à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires tel que prévu à l'article L.1524-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose : *« A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité. »*

En outre, il est proposé que la Communauté d'Agglomération ne participe pas à cette augmentation de capital, maintenant ainsi sa participation aux alentours de 37% du capital.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'augmentation de capital de la SAEML ENJOY MONTPELLIER, à hauteur de 999 842 € par émission de 6134 actions nouvelles de 163 € en valeur nominale ;
- approuver en conséquence, la modification statutaire relative au capital social de la SAEML ENJOY MONTPELLIER ;
- renoncer à la souscription de la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le cadre de cette augmentation de capital ;
- autoriser son représentant aux Assemblées Générales, Madame G.DELONCLE, à voter en faveur de ces dispositions ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°52 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - ASSOCIATION OPÉRA ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER - REPRÉSENTANTS - DÉSIGNATION

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Par délibérations n°4846 et n°4848, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a défini l'institution Euterp devenue l'association Opéra Orchestre National de Montpellier (OONM) d'intérêt communautaire.

A ce titre, et conformément aux statuts de cette association, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est membre de droit et est représentée au sein des instances décisionnelles : conseil d'administration, bureau et assemblées générales. Les statuts de l'association Opéra Orchestre National de Montpellier prévoient que la Communauté d'Agglomération de Montpellier soit représentée par 3 membres du conseil communautaire et deux personnalités qualifiées.

Par délibération n°10547 en date du 20 décembre 2012, le Conseil de Communauté a procédé à la désignation de ses 3 représentants au sein des instances décisionnelles de l'Association : J.-P. Moure, N. Bigas et T. Breysse.

Il convient aujourd'hui de désigner un nouveau représentant de la Communauté d'Agglomération en remplacement de M. T. Breysse.

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé à l'Assemblée délibérante de décider à l'unanimité de ne pas procéder à cette désignation au scrutin secret mais à main levée.

A l'unanimité le Conseil adopte.

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur Alain Zylberman.

Aucune autre proposition n'est proposée.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité, de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée ;
- désigner M. A. Zylberman représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux instances décisionnelles de l'association Opéra Orchestre National de Montpellier et l'autoriser à accepter toute fonction dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°53 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SAEML BRL - MODIFICATIONS STATUTAIRES - AUTORISATION ACCORDÉE AU REPRÉSENTANT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - APPROBATION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Par délibération n°9177 en date du 27 octobre 2009, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé l'acquisition de 11 155 actions de la SAEML BRL dont l'objet social consiste en la réalisation de grands travaux d'aménagement hydraulique sur le territoire du Languedoc-Roussillon. Cette participation s'inscrit ainsi dans le cadre des compétences «eau brute» et «eau potable» de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et conformément aux dispositions de l'article L.1521-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est actionnaire de la SAEML BRL au capital de 22 588 779 euros, détenu à 75,59% par les collectivités territoriales. Elle détient 0,11% du capital, et dispose d'un siège en tant que représentant à l'assemblée spéciale des actionnaires.

Le Conseil d'Administration de la SAEML BRL, actuellement composé de 18 membres, a donné une suite favorable à la demande des représentants du personnel exprimée lors de la dernière modification des statuts adoptée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 21 novembre 2011. Cette demande a pour objet la création de deux postes d'administrateurs représentants les salariés dans le respect des dispositions de l'article L.225-27 et suivants du Code de Commerce.

Cette évolution de la composition du Conseil d'Administration de la société permettra notamment de renforcer l'association des salariés à la vie du groupe BRL et à celle de son administration.

La création de ces deux nouveaux postes au titre desquels les administrateurs sont élus pour trois ans par le personnel, entraîne donc par conséquence, l'obligation de modifier l'article 20 des statuts de BRL ; cette modification statutaire sera proposée lors de la prochaine Assemblée Générale Extraordinaire.

Cette modification statutaire exige à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires tel que prévu à l'article L.1524-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose : *« A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité. »*

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création de deux postes d'administrateurs réservés aux salariés de BRL ;
- approuver la modification consécutive de l'article 20 des statuts relatif à la composition du conseil d'administration ;
- autoriser son représentant à l'Assemblée Générale Extraordinaire de la SAEML BRL, Monsieur Louis Pouget à voter en faveur de ces dispositions ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°54 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ D'EQUIPEMENT DE LA RÉGION MONTPELLIERAINE (SERM) - CRÉATION D'UNE SAS AVEC LA SA AÉROPORT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE - PRISE DE PARTICIPATION - AUTORISATION

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est actionnaire de la SERM au capital de 5 894 000 euros composé de 368 375 actions. Elle détient 27,61% du capital, soit 101 719 actions et occupe 3 postes sur 14 au Conseil d'Administration de la société.

Le Conseil d'Administration de la SERM prévoit de proposer lors de sa prochaine séance en date du 29 mai 2012, le projet de création d'une société par action simplifiée en partenariat avec la société anonyme Aéroport Montpellier Méditerranée, dans le but de concevoir et réaliser l'aménagement d'un parc d'activités à l'entrée de l'aéroport de Montpellier Méditerranée.

La SA Aéroport Montpellier Méditerranée exploite l'aéroport de Montpellier dans le cadre d'une concession. Elle contribue notamment à la valorisation des terrains connexes aux ouvrages dédiés à l'exploitation du service public aéroportuaire. Le périmètre de la concession comprend un ensemble de terrains d'une superficie d'environ dix hectares, pour lesquels cette société prévoit la réalisation d'un parc d'affaires destiné principalement aux entreprises du secteur tertiaire.

La SA Aéroport Montpellier Méditerranée a ainsi souhaité conforter un partenariat avec la SERM, fort de l'expérience d'aménageur de cette dernière, par la constitution d'une SAS, dont le capital social serait réparti entre les deux actionnaires à hauteur de 51% pour la SA Aéroport Montpellier Méditerranée et de 49% pour la SERM.

La future SAS serait ainsi constituée avec un capital social initial de 300 000€. La vie de la société serait alors organisée en deux temps : une première phase consisterait à réaliser l'ensemble des études nécessaires afin d'aboutir

à la faisabilité technique et financière du projet, et une seconde phase porterait sur la réalisation de l'opération d'aménagement du parc.

La SERM se propose ainsi de souscrire une participation à hauteur de 147 000 € soit 49 % du capital.

Conformément aux statuts de la SERM, ce projet de création nécessite l'approbation du conseil d'administration de la société; aussi, cette prise de participation de la SERM exige à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires tel que prévu à l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose : « *Toute prise de participation d'une société d'économie mixte locale dans le capital d'une société commerciale fait préalablement l'objet d'un accord exprès de la ou des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires disposant d'un siège au conseil d'administration, en application du premier alinéa du présent article.* »

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la prise de participation de la SERM à hauteur de 49% dans le capital social de la future SAS à créer ;
- autoriser les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à voter en faveur de cette prise de participation à l'occasion du Conseil d'Administration de la SERM ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité. Mme P. Danan, MM G. Pastor, J.-L. Gély, J.-P. Moure, S. Fleurence, M. Dufour, M. Passet, M. Lévi, J. Martin ne prennent pas part au vote.

AFFAIRE N°55 : HORS COMMISSION – RÉGIES - DEMANDE DE REMISE GRACIEUSE - ADOPTION

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Des déficits de recettes ont été constatés sur la période 2006-2011 pour un montant global de 917,40 €. Ils sont liés à des vols commis sur les régies de la station de compostage de Grammont, de la médiathèque William Shakespeare, de la maison de l'Agglomération de Prades le Lez, de la maison de l'Agglomération de Castelnau le Lez, de la piscine Alex Jany et à une application erronée des tarifs au Département Art Dramatique du Conservatoire à Rayonnement Régional.

Pour chacun des vols, des plaintes ont été déposées auprès du commissariat de police ou de la gendarmerie sans que les coupables aient pu être retrouvés.

Conformément au décret du 15 novembre 1966 et à l'ensemble des textes qui régissent son statut, le régisseur de recettes est personnellement et pécuniairement responsable lorsqu'un déficit en deniers ou en valeurs est constaté. L'ensemble des régisseurs concernés ont donc vu leurs responsabilités engagées et des ordres de versements ont été émis à leur encontre.

Dans le respect des textes en vigueur, les régisseurs ont sollicité un sursis de versement, une décharge de responsabilité ainsi qu'une remise gracieuse. Seul le régisseur de la piscine Alex Jany n'a sollicité qu'une remise gracieuse.

Les demandes de sursis ont reçu un avis favorable de l'ordonnateur.

Les décharges de responsabilité ne peuvent être accordées qu'en cas de force majeure.

Les vérifications menées parallèlement par les Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le Trésor Public ont confirmé l'écart constaté entre les écritures comptables et les espèces déposées ou en dépôt. Elles ont constaté la rigueur, la qualité de gestion et la probité des régisseurs, sans pour autant éclaircir les circonstances de la disparition des fonds dans les cas de vols.

Au vu de ces éléments, il est proposé de régulariser comptablement ces situations.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- accorder la remise gracieuse de 155,40 € correspondant à la somme apparue manquante lors du versement des fonds perçus par la régie de recettes de la « station de compostage de Grammont », au mois de février 2008, de 30,00 € correspondant à la somme apparue manquante lors du versement des fonds perçus par la régie de recettes de la « médiathèque William Shakespeare », au mois de mai 2011, de 280,00 € correspondant à la somme apparue manquante d'une partie du fonds de caisse la régie de recettes et d'avances de la « maison de l'Agglomération de Castelnau le Lez », au mois de mars 2008, de 285,00 € correspondant à la somme apparue manquante d'une partie du fonds de caisse la régie de recettes et d'avances de la « maison de l'Agglomération de Prades le Lez », au mois de mars 2008,
- accorder la remise gracieuse de la somme de 45 € apparue manquante lors du versement des fonds perçus par la régie de recettes de la « piscine Alex Jany », au mois de décembre 2006, le régisseur étant décédé depuis,
- accorder la remise gracieuse de 122,00 € correspondant à la somme apparue manquante lors du versement des fonds perçus par la régie du Département Art Dramatique du Conservatoire à Rayonnement Régional, en 2011, un laissé à charge pouvant être prononcé par la Direction Générale des Finances Publiques.
- dire que les crédits sont inscrits respectivement aux chapitres 920, 923, 924 et 928 du budget 2012
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif

à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°56 : LUTTE CONTRE LES INONDATIONS – PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DANS LA VALLÉE DE LA MOSSON - EXTENSION DE COMPÉTENCE - TRANSFERT À LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER DE LA COMPÉTENCE DES COMMUNES - APPROBATION

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Lutte contre les Inondations, rapporte :

Par délibération n°5921 du 29 juin 2004, le Conseil de Communauté avait sollicité les communes en vue du transfert de compétence en matière de lutte contre les inondations, pour permettre le traitement des enjeux liés aux risques de crues à une échelle de territoire appropriée et la mise en œuvre devenue urgente du programme de protection de la basse vallée du Lez.

Par arrêté préfectoral n°2004-1-2813 du 19 novembre 2004, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, a ainsi autorisé le transfert de compétence concernant :

- les travaux d'aménagement hydraulique en faveur de la lutte contre les inondations dans la basse vallée du Lez,
- l'étude générale en vue de l'élaboration d'un schéma global de lutte contre les inondations dans les secteurs habités des zones urbanisées (hors réseau pluvial) de la Communauté d'Agglomération.

Par délibération n°8473 du 29 septembre 2008, le Conseil de Communauté avait à nouveau sollicité les Communes pour l'extension de la compétence « travaux » à l'ensemble de la vallée du Lez en vue d'assurer une gestion globale et cohérente des travaux d'aménagement hydraulique sur le bassin du Lez en complément de ceux déjà réalisés sur la basse vallée. L'extension de la compétence « travaux » à la vallée du Lez a été autorisée par arrêté préfectoral n°2009-1-2799 en date du 23 octobre 2009.

De la même manière, il convient aujourd'hui d'engager sur la vallée de la Mosson les démarches en vue de la protection contre les inondations des secteurs densément urbanisés et permettre ainsi à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de gérer de manière efficace et cohérente les aménagements hydrauliques à l'échelle de son territoire situé sur le bassin versant Lez-Mosson-Etangs Palavasiens. Pour cela, une étude hydraulique du bassin versant de la Mosson a été réalisée et a permis de préciser le fonctionnement du bassin versant en période de crue, d'identifier les secteurs à enjeux et de déterminer les aménagements potentiels pour protéger les principaux secteurs urbanisés.

Pour permettre la réalisation du programme des travaux correspondants qui sera retenu, il est proposé de demander l'extension de la compétence définie par les arrêtés préfectoraux n° 2004-1-2813 du 19 novembre 2004 et n° 2009-1-2799 du 23 octobre 2009, à l'ensemble de la vallée de la Mosson située sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il convient pour cela de se prononcer favorablement sur cette proposition et de solliciter l'avis des conseils municipaux des Communes membres, qui exercent aujourd'hui cette compétence, conformément aux dispositions de l'article L.5211.17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- prendre la décision de principe de l'extension de compétence de la Communauté d'Agglomération telle que définie ci-dessus,
- solliciter l'avis des conseils municipaux des Communes membres conformément aux dispositions de l'article L.5211.17 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- inviter Monsieur le Préfet de l'Hérault, à compléter la rubrique compétences supplémentaires de l'arrêté n°2009-1-2799 du 23 octobre 2009 comme suit : « travaux d'aménagement hydraulique en faveur de la lutte contre les inondations dans la vallée de la Mosson »
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°57 : EAU ET ASSAINISSEMENT – RÉALISATION DU SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - INTERCEPTEUR EST SECTEUR AMONT - APPROBATION DU DOSSIER D'ENQUÊTE PARCELLAIRE ET DU DOSSIER POUR LA CONSTITUTION DE SERVITUDES - DEMANDE D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Les études d'avant-projet de l'intercepteur Est, nouveau collecteur primaire de transport des eaux usées dans la vallée du Lez, depuis le lieu-dit Pidoule sur la Commune de Montferrier-sur-Lez jusqu'à la station d'épuration MAERA sur la Commune de Lattes, ont été approuvées par délibération n°6825 du Conseil de Communauté lors de

sa séance du 16 décembre 2005.

Par arrêté n° 2007-I-2132 en date du 09 octobre 2007, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique les travaux correspondants et les acquisitions foncières nécessaires à leur réalisation.

Compte tenu des besoins de renforcement à moyen terme des capacités de collecte en périphérie nord de Montpellier, il est nécessaire aujourd'hui d'envisager la poursuite de la mise en œuvre des travaux de l'Intercepteur Est, notamment sur le secteur amont allant du lieu-dit Pidoule sur la Commune de Montferrier-sur-Lez au pont de la Concorde, en rive droite du Lez à Montpellier. Or, les contraintes de réalisation identifiées lors des études préalables imposent l'implantation de certains ouvrages en domaine privé. C'est le cas notamment pour le nouveau poste de refoulement des Closades sur la Commune de Clapiers, pour lequel une acquisition foncière est privilégiée, et pour les canalisations entre ce poste et la rue de Ferran à Montpellier implantées pour partie en propriété privée nécessitant l'établissement de conventions d'occupation temporaire en phase travaux et de servitudes de passage.

Il convient par conséquent de procéder :

- à une enquête parcellaire complémentaire pour l'acquisition foncière par voie amiable, ou au besoin par voie d'expropriation, des parcelles concernées, sur la base du périmètre de la déclaration d'utilité publique et des acquisitions foncières précisées dans le dossier préalable à la déclaration d'utilité publique,
- à une enquête publique préalable à la constitution d'une servitude pour l'établissement de canalisations publiques d'assainissement conformément aux dispositions de l'article L.152-1 et suivants du code rural.

Après avoir approuvé le dossier de demande d'ouverture de l'enquête parcellaire complémentaire, il est proposé de solliciter Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, en vue d'obtenir l'arrêté nécessaire à l'ouverture de l'enquête parcellaire complémentaire, puis de requérir le prononcé de l'arrêté correspondant.

De même, après avoir approuvé le dossier d'enquête publique, il est proposé de solliciter Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, en vue d'obtenir l'arrêté nécessaire à l'ouverture de l'enquête, puis de requérir le prononcé de l'arrêté établissant les servitudes pour l'établissement d'une canalisation d'eaux usées.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier d'enquête parcellaire complémentaire portant sur la réalisation de l'Intercepteur Est sur le secteur amont,
- approuver le dossier d'enquête préalable à la constitution d'une servitude pour l'établissement de canalisations publiques d'assainissement,
- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, l'ouverture de l'enquête parcellaire et de l'enquête publique pour servitude,
- requérir à l'issue de l'enquête le prononcé des arrêtés correspondant,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°58 : EAU ET ASSAINISSEMENT – SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - RACCORDEMENT À LA STATION D'ÉPURATION MAERA DES EFFLUENTS DE LA COMMUNE DE PÉROLS - PROTOCOLE D'ACCORD SUR DES EMPRISES FONCIÈRES ENTRE LA SOCIÉTÉ NOUVELLE DE PAILLETRICE, LA SOCIÉTÉ DU DOMAINE SAINT JEAN DE LA PAILLETRICE ET LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER EN VUE DE LA RÉALISATION DU POSTE DE REFOULEMENT DU FENOUILLET - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Le Schéma Directeur d'Assainissement a retenu le principe du raccordement à la station d'épuration MAERA des effluents de la Commune de Pérols. Cette opération est considérée comme prioritaire car conduisant à la déconnection des systèmes d'assainissement de cette Commune du bassin versant de l'Etang de l'Or, milieu naturel superficiel à protéger.

L'avant-projet a été approuvé par délibération n°7568 du Conseil de Communauté lors de sa séance du 30 mars 2007. La solution retenue prend en compte l'ensemble des effluents collectés sur la Commune de Pérols mais aussi sur les secteurs de Carnon, de l'aéroport et de Figuières sur la Commune de Mauguio. Le projet prévoit la pose de près de 5 kms de canalisations et la construction de deux nouveaux postes de refoulement (Faïsses et Fenouillet). Le poste Fenouillet et ses canalisations de raccordement se situent en domaine privé.

L'ensemble des conventions nécessaires à la maîtrise foncière de l'emprise des travaux et accueillant les nouveaux ouvrages du poste de refoulement Fenouillet (acquisition du terrain, convention de prise de possession anticipée, convention d'occupation temporaire pour travaux, convention de servitude de passage en tréfonds de canalisation d'eaux usées, convention de servitude de passage en surface pour accéder au poste de relèvement), a été signé il y a

deux ans avec la Société Nouvelle de Pailletrice, représentée par Monsieur M. J.F. Rouvière, propriétaire de la parcelle AH n°19. Un accord de principe avait été obtenu en vue d'une servitude au niveau de la parcelle AH n°17 de la SCEA du Domaine de Saint Jean de Pailletrice.

Toutefois, dans l'attente d'un accord avec la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or sur les modalités techniques, administratives et financières du raccordement à MAERA des effluents des secteurs de Carnon, de l'aéroport et de Figuières sur la Commune de Mauguio, la réalisation des travaux de raccordement a été mise en suspend.

Depuis, un accord de principe a été obtenu et les travaux ont repris en début d'année 2012. Lors de la reprise du projet, M. Rouvière a voulu renégocier le montant des conventions préalablement conclues et encore valables, afin d'obtenir en échange de la rémunération le raccordement de l'ensemble des habitations du domaine de Pailletrice au réseau public d'assainissement. Des négociations se sont alors engagées sur le montant des frais de raccordement et sur les modalités de ce raccordement.

Afin d'éviter toute procédure contentieuse qui retarderait la mise en service des nouveaux ouvrages de raccordement à MAERA, attendue au plus tard le 22 février 2013 afin de respecter les échéances réglementaires fixée par la directive Cadre Européenne sur l'actuelle station d'épuration de Carnon-Pérols, les négociations avec la Société Nouvelle de Pailletrice et la SCEA du Domaine Saint Jean de la Pailletrice ont abouti à un accord qui prévoit les dispositions suivantes :

- l'acquisition à titre gratuit par la Communauté d'Agglomération de Montpellier des emprises nécessaires à la réalisation du poste de refoulement des eaux usées du Fenouillet, à savoir les parcelles cadastrées section AH n°19 pour 7 a 68 ca environ et AH n°17 pour 1 a 12 ca environ, évaluées respectivement au prix de 7 680 € et 1 120 € ;
- la pose d'une canalisation de raccordement des effluents du domaine de Saint Jean de la Pailletrice au frais de la Communauté d'Agglomération pour un montant de 30 000 € ;
- la Société Nouvelle de Pailletrice et la Société du Domaine de Saint Jean de la Pailletrice s'engagent à raccorder les locaux d'habitations et d'activités, sauf la cave viticole qui reste en assainissement autonome, au réseau public d'assainissement, sous conditions de pose de compteurs au droit de chaque habitation ;
- la prise de possession par anticipation à titre gratuit des emprises acquises afin d'éviter tout frais de retard évaluée à 5 000 € ;
- l'occupation temporaire pour travaux à titre gratuit d'une surface de 3 000 m², autour des surfaces acquises pour une durée de 12 mois évalué à 6200 € ;
- la constitution d'une servitude d'accès à titre gratuit sur la partie acquise par la Communauté d'Agglomération de la parcelle AH n°17, évaluée à 150 €.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du protocole d'accord entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Société Nouvelle de Pailletrice et la Société du Domaine Saint Jean de la Pailletrice,
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au chapitre 23,
- autoriser le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ce protocole d'accord et tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°59 : EAU ET ASSAINISSEMENT – SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - STATION D'ÉPURATION INTERCOMMUNALE DE BAILLARGUES ET SAINT-BRÈS - PARTICIPATION AU TROPHÉE AQUAPLUS 2012 - CHARTE AQUAPLUS - APPROBATION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Le **Trophée Aquaplus** a été créé en 2010 pour récompenser une **réalisation exemplaire** en matière de développement durable, dans ses trois composantes :

- environnementale : performance énergétique, consommation de réactifs, recyclage...
- sociale / sociétale : dialogue avec les usagers, intégration paysagère, sécurité et conditions de travail, formation
- économique : respect des budgets, délais...

Cette exemplarité doit être recherchée tant dans la mise en œuvre du projet (définition des besoins, procédures mises en œuvre, réalisation des travaux ...) que dans son résultat (l'ouvrage réalisé et ses fonctionnalités). Le projet s'inscrit ainsi dans la mise en œuvre de la Stratégie Nationale du Développement Durable (SNDD).

Il est proposé de soumettre la candidature de la station d'épuration de Baillargues/Saint Brès au Trophée Aquaplus 2012. En effet, ce nouvel équipement peut être considéré comme exemplaire par les technologies mises en œuvre, la démarche HQE (« Haute Qualité Environnementale ») retenue pour le mode constructif, et les performances obtenues. Les principaux atouts sont :

- des choix de matériaux de construction de longue durée de vie et à faibles impacts environnementaux,
- **la mise en œuvre de procédés de traitement assurant des impacts réduits sur l'environnement** : intégration environnementale des ouvrages, traitement des odeurs et des bruits, utilisation de l'eau de rejet de la station pour

certaines procédés afin de limiter les consommations en eau potable,

• **une optimisation des consommations énergétiques** : un système de récupération énergétique avec la mise en place d'une pompe à chaleur réversible pour le chauffage l'hiver et le rafraîchissement l'été du bâtiment administratif. Ce système récupère la chaleur générée par les surpresseurs et les eaux usées.

Le dossier de candidature au Trophée Aquaplus doit être porté par le Maître d'Ouvrage avec le concours de l'ensemble des partenaires intervenant dans la réalisation : IRH, l'Assistant à Maître d'Ouvrage, DEGREMONT et TOUJA, les entreprises en charge de la réalisation, et VEOLIA Eau, l'exploitant. Il présente et valorise la réalisation de l'ouvrage menée à bien. Il s'accompagne de la charte Aquaplus produite par les organisateurs qui doit être validée et signée par la Collectivité. En signant cette charte, la Collectivité affiche son engagement pour le développement durable dans ses trois composantes environnementale, sociale et économique.

Les Trophées Aquaplus Réalisation Exemple sont remis aux Maîtres d'Ouvrage par le Président du Comité Aquaplus ou son représentant, lors d'une séance solennelle à laquelle sont également conviées les entreprises partenaires ayant contribué au dossier de candidature.

Ces dernières prennent en charge les frais correspondants qui représentent un montant de 5 000,00 € H.T., soit 5 980,00 € T.T.C.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- donner un avis favorable à la présentation de la candidature de la station d'épuration intercommunale de Baillargues / Saint-Brès au Trophée Aquaplus 2012,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la charte Aquaplus et tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°60 : EAU ET ASSAINISSEMENT – AUTOSURVEILLANCE DES STATIONS D'ÉPURATION DE BAILLARGUES/SAINT BRÈS, PIGNAN/SAUSSAN/FABRÈGUES ET VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - SUIVI DES MICROPOLLUANTS DANS LES EAUX REJETÉES AU MILIEU NATUREL - DEMANDE D'AIDES FINANCIÈRES - APPROBATION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

En application de la directive cadre sur l'eau n°2000/60/CE du 23 octobre 2000, l'arrêté interministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, est venu compléter les modalités d'autosurveillance des stations d'épuration en matière de suivi des micropolluants rejetés au milieu naturel, soit un total de 90 substances issues des matières médicamenteuses, des produits phyto-sanitaires, des dérivés hydrocarbures, etc.

Ainsi, pour les stations d'épuration dont la capacité est comprise entre 10 000 et 100 000 équivalents-habitants, cette autosurveillance doit comprendre, dès cette année, quatre campagnes de mesures des micropolluants constituant la campagne initiale de recherche. Les années suivantes, les mesures devront être poursuivies uniquement sur les micropolluants dont la présence est considérée comme significative, au cours de 3 ou 4 campagnes annuelles selon la capacité de la station d'épuration. Enfin, tous les trois ans, l'une des mesures de la surveillance régulière recherchera l'ensemble des molécules.

Sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les stations d'épuration nouvellement concernées sont celles de Baillargues/Saint Brès, Pignan/Saussan/Fabrègues et Villeneuve-les-Maguelone. Pour chacune d'entre elles, un arrêté préfectoral est venu confirmé les dispositions réglementaires.

Les campagnes initiales peuvent bénéficier des aides financières de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse. Le taux d'aide est de 50 %. Cependant, ces aides sont conditionnées à la réalisation concomitante des mêmes mesures sur les eaux en entrée de station d'épuration. Cette disposition permettra ainsi d'évaluer les performances épuratoires des équipements en place sur les micropolluants. Le montant global des campagnes initiales sur les stations d'épuration de Baillargues/Saint-Brès, Pignan/Saussan/Fabrègues et Villeneuve-lès-Maguelone est estimé à 51 900 € H.T., soit un montant d'aide attendue de 25 950 € H.T.

Ces campagnes seront réalisées par les exploitants dans le cadre de leurs contrats de délégation respectifs, soit VEOLIA Eau pour Baillargues/Saint-Brès, et Villeneuve-lès-Maguelone, et Lyonnaise des Eaux pour Pignan/Saussan/Fabrègues. Les aides qui seront perçues leur seront donc reversées conformément aux dispositions contractuelles.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter les aides financières les plus larges notamment de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse pour les campagnes initiales de suivi des micropolluants sur les stations d'épuration de Baillargues/Saint Brès, Pignan/Saussan/Fabrègues et Villeneuve-lès-Maguelone,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire et en particulier les conventions d'aide.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°61 : EAU ET ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE SUSSARGUES - ALIMENTATION EN EAU - DISPOSITIF DE PROTECTION DES CAPTAGES GARRIGUES BASSES - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES PUBLIQUES AVEC LE SYNDICAT MIXTE GARRIGUES CAMPAGNE - DEMANDES D'AIDES FINANCIÈRES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Les ministères en charge du Développement durable, de la Santé et de l'Agriculture ont publié en 2009 une liste des « 500 captages Grenelle » parmi les plus menacés par les pollutions diffuses, notamment les nitrates et les produits phytosanitaires.

Répartis sur toute la France, ces captages ont été identifiés suivant un processus de concertation locale, sur la base de trois critères : l'état de la ressource vis-à-vis des pollutions par les nitrates ou les pesticides, le caractère stratégique de la ressource au vu de la population desservie, enfin la volonté de reconquérir certains captages abandonnés.

Un dispositif de protection correspondant principalement à celui des « zones soumises aux contraintes environnementales » (ZSCE), issu de l'article 21 de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques et du décret d'application 2007-882 du 14 mai 2007, doit être appliqué sur ces captages.

La mise en place de ce dispositif de protection nécessite la réalisation d'une étude de détermination de l'aire d'alimentation de captage, suivie d'un diagnostic des pressions agricoles et non agricoles, et enfin la détermination d'un programme d'actions destiné à restaurer et conserver une bonne qualité de la ressource en eau.

La mise en œuvre de ce programme d'actions participe aux objectifs de l'article 27 de la loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement du 3 août 2009 (Loi Grenelle I).

Pour l'heure, deux systèmes de production d'eau potable situés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier font partie de la liste des captages « Grenelle » ainsi que de la liste des captages visés comme prioritaires en matière de protection dans le SDAGE Rhône Méditerranée. Il s'agit des captages :

- Garrigues-Basses F1 (60 m3/h) et F2 (40 m3/h) sur Sussargues, relevant de la compétence de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et alimentant la commune de Sussargues,
- Bérange nord et sud (2 X 200 m3/h) sur Saint-Génès des Mourgues, relevant de la compétence du Syndicat Mixte Garrigues-Campagne et alimentant les Communes de Baillargues, Castries et Saint-Génès des Mourgues.

Exploitant le même aquifère, il convient que ces deux captages bénéficient d'un dispositif de protection commun. C'est pourquoi, il est proposé, dans le cadre des dispositions de l'article 8 du Code des Marchés Publics, la création d'un groupement de commandes entre le Syndicat Mixte Garrigues Campagne et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en vue de la réalisation de l'étude de détermination de l'aire d'alimentation de captage, du diagnostic des pressions agricoles et non agricoles, et de la détermination du programme d'actions.

Le projet de convention constitutive précise que le Syndicat Mixte Garrigues-Campagne, conformément à l'article précité assure la passation, la signature et l'exécution du marché. La convention prendra effet dès la date de sa notification, en préalable au démarrage de l'étude, et prendra fin après la réception des prestations.

Enfin, le projet de convention fixe les principes de répartition des coûts des études. Celles-ci sont estimées à 70 000 € H.T., soit 83 720 € T.T.C. Les coûts définitifs seront pris en charge par les deux maîtres d'ouvrage au prorata des volumes prélevés dans la ressource : 80% pour le Syndicat Mixte Garrigues-Campagne et 20% pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Ils seront ajustés au vu des dépenses réellement exécutées.

Ces études peuvent bénéficier des aides financières au taux de 80 % de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse qu'il convient de solliciter. La dépense prévisionnelle pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui s'élève initialement à 14 000 € H.T. pourrait ainsi être portée à 2 800 € H.T., soit 3 348,80 € T.T.C.

Le Syndicat Mixte Garrigues-Campagne a d'ores et déjà donné son accord de principe sur ce projet de convention et l'approuvera par voie de délibération lors de son prochain conseil syndical.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de groupement de commandes publiques avec le Syndicat Mixte Garrigues Campagne en vue de la réalisation de l'étude de protection des captages de Sussargues et Saint-Génès des Mourgues,
- solliciter les aides financières notamment auprès de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse,
- dire que les crédits seront inscrits au budget annexe de l'eau potable,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention précitée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté Adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°62 : EAU ET ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE SAINT-JEAN-DE-VÉDAS -

PROGRAMME DES EQUIPEMENTS PUBLICS RELATIF À LA DESSERTE EN EAUX USÉES DE LA ZAC DE ROQUEFRAISSE - APPROBATION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Dans le respect de l'obligation réglementaire de l'article R.311-7 du Code de l'Urbanisme, la Commune de Saint-Jean-de-Védas a demandé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier son accord préalable sur :

- le principe de réalisation des équipements publics d'assainissement des eaux usées envisagés dans le cadre du programme de la ZAC de Roquefraisie,
- les modalités d'incorporation de ces équipements dans son patrimoine,
- le principe de leur financement,
- la participation financière de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte.

Cette opération de ZAC s'inscrit dans le cadre du développement de la Commune de Saint-Jean-de-Védas dans sa partie Est.

La ZAC porte sur un terrain de 39 hectares encadré par l'avenue de Librilla à l'ouest, la deuxième ligne de tramway de la Communauté Agglomération de Montpellier au sud et la zone urbanisée du village au nord.

Il est prévu la réalisation de 1 700 logements, environ 8 000 m² de commerces et bureaux et 15 000 m² d'équipements publics.

En terme d'assainissement, ces aménagements devraient représenter environ 5 000 équivalents-habitants.

La collecte interne des effluents de la ZAC sera assurée conformément au dossier joint à la présente délibération par un réseau gravitaire séparatif. Les équipements publics seront réalisés dans le cadre d'une convention publique d'aménagement.

Les réseaux d'assainissement des eaux usées seront remis à la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'occasion des opérations de réception et de remise d'ouvrages en présence des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'aménageur titulaire de la convention publique d'aménagement.

Aucune participation spécifique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au financement de ces équipements publics n'est prévue pour cette opération, l'ensemble des coûts relatifs à la création des réseaux d'eaux usées internes à la ZAC étant pris en charge par cette dernière.

Le traitement des eaux usées de l'opération sera assuré par la station d'épuration intercommunale Maera.

Les ouvrages actuels de collecte et de transfert des effluents sur la Commune de Saint-Jean-de-Védas ne sont pas adaptés pour accueillir les effluents générés par la future ZAC. Les renforcements d'une canalisation gravitaire et de deux postes de relèvement des eaux usées sont indispensables.

Ce programme de travaux étant rendu nécessaire par l'opération, il convient de demander à l'aménageur une participation pour financer les travaux qui seront réalisés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Pour desservir correctement la future ZAC, les opérations nécessaires sont les suivantes :

1. Renforcement d'une conduite gravitaire sous l'avenue de Librilla ;
2. Renforcement du poste de refoulement des Condamines et de sa conduite de refoulement;
3. Renforcement du poste de refoulement du Mas d'Artis.

1. Renforcement d'une conduite gravitaire sous l'avenue de Librilla jusqu'au poste de refoulement des Condamines.:

La canalisation de diamètre 200 mm sous l'avenue de Librilla et qui collectera les effluents de l'opération est à renforcer pour satisfaire les nouveaux besoins. Il convient de poser une canalisation diamètre 300 mm sur environ 1 100 mètres.

Cet ouvrage d'un coût estimatif de 780 000 € H.T. sera nécessaire aux besoins de la ZAC, évalués au prorata des équivalents-habitants collectés, à hauteur de 83% soit 650 000 € H.T.

2. Renforcement du poste de refoulement de Condamine et sa conduite de refoulement:

Le poste de refoulement situé dans la zone commerciale des Condamines, collecte actuellement environ 5 400 Eq/Hab. La conduite de refoulement actuelle est en diamètre 160 PVC sur environ 300 mètres.

Les apports de la ZAC vont conduire à doubler la capacité du poste et renforcer la conduite de refoulement en diamètre 200 ou 250 mm.

Ces ouvrages d'un coût estimatif de 325 000 € H.T. pour le poste et 173 000 € H.T. pour la conduite de refoulement, seront nécessaires aux besoins de la ZAC à hauteur de 48% soit un total de 240 000 € H.T.

3. Renforcement du Poste de Refoulement du Mas d'Artis

Le poste de refoulement du Mas d'Artis doit faire l'objet d'un renforcement compte tenu de sa conception technique et des nouvelles populations à raccorder.

Cet ouvrage d'une capacité de 30 000 Eq/Hab actuelle doit passer à 40 000 Eq/Hab, avec un débit de pointe de temps sec d'environ 700 m³/h.

Les travaux d'un coût estimatif de 2 000 000 € H.T. sont nécessaires aux besoins de la ZAC à hauteur de 12,5% soit 250 000 € H.T.

Au total, le montant des travaux à réaliser sur les ouvrages primaires de collecte et de transfert des eaux usées pour desservir la ZAC est estimé à 1 140 000 € H.T. Ce montant est estimatif et sera ajusté en fonction du coût réel des travaux.

Un projet de convention entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, l'aménageur et la Commune précise les conditions de versement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier des participations financières de l'aménagement pour les réseaux primaires ainsi que les modalités de réception des réseaux construits dans la ZAC.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de réalisation du programme des équipements publics d'eaux usées prévus pour la ZAC de Roquefraisie sur la Commune de Saint-Jean-de-Védas et intégralement financés par l'opération,
- approuver les modalités d'incorporation au patrimoine de la Communauté d'Agglomération de Montpellier des réseaux qui seront réalisés,
- approuver le projet de convention avec la Commune et l'aménageur arrêtant les modalités de réalisation et de financement des travaux de desserte assainissement de la ZAC et mettant à la charge de l'aménageur une participation à hauteur de 1 140 000 € H.T.,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire et en particulier la convention à intervenir avec l'aménageur et la Commune.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°63 : VOIRIE, JALONNEMENT – MARCHÉ N°2958TV12 DE FOURNITURE, POSE ET MAINTENANCE DU JALONNEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme H. QVISTGAARD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Voirie, Jalonnement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier réalise, sur l'ensemble de son territoire, la mise en place et la gestion des équipements de jalonnement directionnel (environ 3800 mâts), en cohérence avec les schémas directeurs de jalonnement existants.

Pour assurer ces missions, la Communauté d'Agglomération fait appel à des entreprises dans le cadre de deux marchés annuels à bons de commande :

- un marché de fourniture et pose de matériel qui s'achève au 31 décembre 2012.
- un marché d'entretien et de maintenance qui s'achève également au 31 décembre 2012.

La poursuite de l'exécution de ces prestations nécessite de relancer les procédures d'appel d'offres, en optimisant le besoin de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en cohérence avec l'évolution de son patrimoine :

- pour l'exécution des prestations de fourniture et pose du matériel de jalonnement, dans le cadre d'un marché à bons de commande, à prix unitaires, dont le montant annuel est fixé à un minimum de 300 000 € H.T. et à un maximum de 1 200 000 € H.T. ;
- pour l'exécution des prestations d'entretien, dans le cadre d'un marché à bons de commande, à prix unitaires, dont le montant annuel est fixé à un minimum de 50 000 € H.T. et à un maximum de 200 000 € H.T.

Ces marchés seront attribués au terme d'une procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles 33 alinéa 2, 57 à 59, et 77 du Code des Marchés Publics. Ils prendront effet au 1^{er} janvier 2013 pour une durée d'un an et pourront être expressément reconduits par période d'un an pour les années 2014, 2015, et 2016.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement des appels d'offres ouverts correspondants,
- dire que les crédits nécessaires à ces opérations seront inscrits aux budgets 2013 et suivants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la procédure de passation, à souscrire les marchés à intervenir avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L. 2122-21-1, et à signer ces marchés n°2958TV12 ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°64 : VOIRIE, JALONNEMENT – VOIRIE D'AGGLOMÉRATION - MARCHÉ N°2800TV12 DE MISSIONS DE GÉOMÈTRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme H. QVISTGAARD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Voirie, Jalonnement, rapporte :

Pour assurer ses missions dans le cadre de sa compétence en matière de voirie d'intérêt communautaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite s'attacher les services d'un cabinet d'experts géomètres afin de procéder à des prestations de levés topographiques, d'établissement de plans, de contrôles et de récolements ainsi que d'établissement de documents parcellaires et d'arpentage.

L'exécution des prestations sera réalisée dans le cadre d'un marché à bons de commande à prix unitaires, compte-tenu des difficultés à définir la fréquence et l'étendue des besoins à satisfaire au regard des évolutions de la réglementation et du périmètre d'action de la Communauté d'Agglomération.

Ce marché prendra effet dès sa notification jusqu'au 31 décembre 2012 et pourra être reconduit pour les années 2013, 2014, et 2015.

La Communauté d'agglomération a lancé une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles 57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics, dont l'avis d'appel public à candidature a été envoyé à la publication le 7 mars 2012.

L'analyse des offres a été effectuée, conformément au règlement de consultation, selon les critères et pondérations ci-après :

- prix des prestations pour 60%,
- valeur technique de l'offre au regard des exigences du cahier des charges pour 40%.

A l'issue de cette procédure de mise en concurrence, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 2 mai 2012 a décidé de retenir l'offre du groupement SCP BILICKI (Mandataire), PAGESTIP – SIRAGUSA de Montpellier (34), qui répond à l'ensemble des spécifications du cahier des charges et propose l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères d'attribution définis dans le règlement de consultation.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de marché n°2800TV12 relatif aux missions de géomètre,
- dire que les crédits seront inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le marché n°2800TV12 avec le groupement SCP BILICKI (Mandataire), PAGESTIP-SIRAGUSA de Montpellier (34) ainsi que tout autre document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°65 : VOIRIE, JALONNEMENT – VOIRIE D'AGGLOMÉRATION - MARCHÉ N°2789TV12 D'ÉTUDE ET D'ASSISTANCE SUR LES PROJETS DE VOIRIES ET RÉSEAUX DIVERS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme H. QVISTGAARD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Voirie, Jalonnement, rapporte :

Pour assurer ses missions dans le cadre de sa compétence en matière de voirie d'intérêt communautaire, en termes de maintenance, d'aménagements ou de la réalisation de nouvelles opérations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite s'attacher, en fonction de ses besoins, les services d'un bureau d'études spécialisé pour procéder à des études d'assistance technique dans le domaine de la voirie et de réseaux.

L'exécution des prestations sera réalisée dans le cadre d'un marché à bons de commande sans minimum ni maximum, la Communauté d'Agglomération de Montpellier n'ayant pas de recul pour pouvoir estimer ses besoins annuels avec précision.

Ce marché prendra effet dès sa notification jusqu'au 31 décembre 2012 et pourra être reconduit pour les années 2013, 2014, et 2015.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a lancé une procédure d'appel d'offre ouvert avec mise en concurrence en application des articles 57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics, dont l'avis d'appel public à candidature a été envoyé à la publication le 27 janvier 2012.

L'analyse des offres a été effectuée, conformément au règlement de consultation, selon les critères et pondérations ci-après :

- valeur technique de l'offre au regard des exigences du cahier des charges pour 60%,
- prix des prestations pour 40%.

A l'issue de cette procédure de mise en concurrence, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 3 avril 2012 a décidé de retenir l'offre de la Société MEDIAE de Lunel (34), qui répond à l'ensemble des spécifications du cahier des charges et propose l'offre la mieux disante au regard des critères d'attribution définis dans le règlement de consultation.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de marché n°2789TV12 relatif à l'étude et l'assistance pour les projets de voiries et réseaux divers,
- dire que les crédits seront inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le marché n°2789TV12 avec la Société MEDIAE de Lunel (34) ainsi que tout autre document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°66 : VOIRIE, JALONNEMENT – AMÉNAGEMENT DE L'AVENUE GEORGES FRÊCHE À CASTELNAU LE LEZ - CONVENTION-TYPE DE FINANCEMENT DES TRAVAUX ACOUSTIQUES CHEZ LES RIVERAINS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme H. QVISTGAARD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Voirie, Jalonnement, rapporte :

Le projet d'aménagement de l'avenue Georges Frêche à Castelnau le Lez, déclaré d'utilité publique le 27 juin 2007, nécessite que le maître d'ouvrage prenne en charge des aménagements antibruit, parmi les mesures compensatoires. Par délibération n°10602 du 21 décembre 2011, le Conseil Communautaire a approuvé la convention-type définissant les conditions de réalisation des travaux d'isolation acoustique ainsi que les modalités de remboursement de ces travaux par la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux propriétaires riverains concernés par les nuisances sonores.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier prend en charge le financement des études et travaux d'insonorisation des ouvertures exposées, à condition qu'ils répondent aux objectifs acoustiques fixés et contrôlés à l'issue des travaux d'insonorisation. Chaque propriétaire est maître d'ouvrage et responsable des travaux à réaliser dans son habitation.

Il est prévu de traiter 16 maisons individuelles, 1 immeuble de bureaux et 1 centre de soins pour un montant total estimé à 200 000 € T.T.C.

Compte tenu du caractère exigible et du coût de ces travaux, il paraît justifié de ne pas obliger les propriétaires concernés à faire l'avance des frais. C'est la raison pour laquelle il convient de remplacer la procédure du remboursement par le paiement d'une participation forfaitaire au moment du lancement des travaux. La Communauté d'Agglomération de Montpellier fera ainsi l'avance dans la limite de 90% du montant des travaux sur présentation des justificatifs nécessaires.

Le versement du solde interviendra à l'achèvement des travaux certifiés conformes, sur production des factures.

En cas de non réalisation dans un délai de 18 mois, le propriétaire sera réputé avoir renoncé à effectuer les travaux et devra rembourser l'indemnité versée par la collectivité.

La nouvelle convention-type de financement précise les modalités correspondantes de prise en charge financière et de réalisation des travaux d'isolation acoustique.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- abroger la délibération n°10602 du 20 décembre 2011,
- approuver la nouvelle convention-type de financement des travaux acoustiques,
- dire que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions de financement avec les riverains touchés par les nuisances sonores résultant de l'aménagement de l'avenue Georges FRÊCHE à Castelnau le Lez ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°67 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY CINQUIÈME LIGNE - MARCHÉ N°8.115 DE RECONNAISSANCES GÉOTECHNIQUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la ligne 5 de tramway (ex ligne 4) de la Communauté d'Agglomération de Montpellier entre Lavérune et Prades-le-Lez.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la ligne 5 de tramway.

Le présent marché porte sur des prestations de reconnaissances géotechniques sur le tracé de la ligne 5. Il comprend la réalisation de sondages, le traitement des données et la rédaction d'un rapport de présentation ainsi que la réalisation de missions d'ingénierie.

Le marché est passé pour une durée de 72 mois à compter de la date de notification du marché. C'est un marché à bons de commande à prix unitaires, d'un montant minimum de 200 000 € H.T. et d'un montant maximum de 800 000 € H.T.

Pour l'attribution de ce marché, TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, a lancé une procédure négociée conformément aux articles 144-I-1°, 165 et 166 du Code des Marchés Publics.

Quatre candidatures ont été reçues dans les délais et retenues. La phase de négociation a été finalement engagée

avec les trois candidats ayant remis une offre.

A l'issue de cette procédure de mise en concurrence, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 2 mai 2012 a décidé de retenir l'offre de l'entreprise HYDROGEOTECHNIQUE SUD EST de Salleles d'Aude (11), qui représente l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères définis dans le règlement de la consultation.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de marché n°8.115, de reconnaissances géotechniques,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer le projet de marché avec l'entreprise HYDROGEOTECHNIQUE SUD EST de Salleles d'Aude (11),
- dire que les crédits nécessaires au marché dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°68 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY CINQUIÈME LIGNE - CONVENTION D'EXPÉRIMENTATION POUR LA VÉGÉTALISATION DE LA PLATEFORME TRAMWAY AVEC LE LABORATOIRE DES SYMBIOSES TROPICALES ET MÉDITERRANÉENNES REPRÉSENTÉ PAR L'INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la 5^{ème} ligne de tramway (ex ligne 4) de la Communauté d'Agglomération de Montpellier entre Lavérune et Prades le Lez.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 5^{ème} ligne de tramway.

Soucieuse d'optimiser l'intégration de la nouvelle ligne de tramway dans l'espace urbain en favorisant un urbanisme durable et des paysages de qualité, la Communauté d'Agglomération a réalisé des portions de plateforme végétalisées sur les différentes lignes de tramway.

Traditionnellement, le gazon est utilisé comme revêtement végétal des plateformes tramway pour assurer une couverture verte et uniforme tout au long de l'année. Néanmoins, il présente plusieurs inconvénients dont un besoin en eau élevé et un entretien exigeant. Une expérimentation de solutions alternatives au gazon réalisée sur la ligne 3, portant sur d'autres espèces végétales et complétée par les résultats d'essais dans d'autres agglomérations, a permis de proposer des orientations d'amélioration et de recherche quant à la structure de la plateforme du tramway, au choix des végétaux et du substrat, à l'arrosage et à l'entretien.

C'est dans ce contexte que le Laboratoire des Symbioses Tropicales et Méditerranéennes (LSTM) a été sollicité afin d'apporter son expertise technique et scientifique pour la conception et la réalisation d'un essai de végétalisation de la plateforme de la future ligne 5 de tramway.

La présente convention a ainsi pour objet d'établir une collaboration d'une durée de 2 ans entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le LSTM pour créer un couvert végétal permanent sur la plateforme tramway visant à limiter les arrosages et les apports de fertilisants. Elle définit les droits et obligations des parties pendant la période sous convention, ainsi que la répartition à parts égales de la propriété des résultats obtenus.

TaM, en sa qualité de mandataire tiers payeur de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, s'engage à verser à l'Institut de Recherche pour le Développement, représentant le LSTM, la somme de 51 000 € H.T. pour cette collaboration.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer la convention avec l'Institut de Recherche pour le Développement,
- dire que les crédits nécessaires dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°69 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY TROISIÈME LIGNE, EXTENSION OUEST DE LA PREMIÈRE LIGNE ET LIGNE 4 « LA CIRCULADE » - MARCHÉ COMPLÉMENTAIRE N°3.64B DE GESTION TECHNIQUE CENTRALISÉE - AUTORISATION DE

SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°6289 du 21 décembre 2004, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 3^{ème} ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier.

Par arrêté n°2007-01-1185, en date du 18 juin 2007, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique les travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de la 3^{ème} ligne et à l'extension ouest de la ligne 1 du tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Par délibération n°9270 du 22 décembre 2009, le Conseil de Communauté a approuvé le projet de marché et a autorisé TaM à signer le marché n°3.642 de Gestion Technique Centralisée avec le groupement d'entreprises Roiret Transport / Iperion / Spie Sud Ouest, mandataire Roiret Transport de Rillieux-la-Pape (69) pour un montant total de 6 758 569,53 € H.T.

Ce marché porte sur les prestations et équipements de gestion technique centralisée des systèmes de transmission, télécommunication, audio, vidéo, affichage d'information voyageur et gestion des parkings tramway de la ligne 3. C'est un marché à prix forfaitaires qui comprend une tranche ferme et deux tranches conditionnelles pour les équipements nécessaires à l'ensemble de la ligne, ainsi qu'une troisième tranche conditionnelle relative aux prestations de maintenance de l'ensemble des équipements sur une durée de 10 ans à compter de l'affermissement de cette tranche.

Le marché a été établi à partir de prestations et équipements définis lors du montage du projet et certains aspects ayant été modifiés, des prestations et équipements complémentaires doivent être réalisés. Ils comprennent :

- des prestations liées au système central PETRARQUE,
- des compléments concernant la création de la ligne 4 « la Circulade »,
- la modification de la gestion technique centralisée due à la mise en place de la boucle André Michel,
- des modifications sur les deux lignes existantes,
- des prestations liées à l'évolution des normes,
- des prestations supplémentaires liées aux parkings et aux autres évolutions de programme demandées par le maître d'ouvrage.

En conséquence, TaM a proposé de passer un marché complémentaire sans mise en concurrence et sans publicité pour la réalisation de ces prestations et équipements conformément à l'article 144.II.7 du Code des Marchés Publics. En effet, ces prestations et équipements ont pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire du marché Gestion Technique Centralisée qui a prévu la possibilité de recourir à cette procédure.

Après remise d'une offre par le groupement et négociation, la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 2 mai 2012, a attribué le marché complémentaire de gestion technique centralisée pour un montant de 1 316 355,29 € H.T. au groupement d'entreprises Roiret Transport / Iperion / Spie Sud Ouest, mandataire Roiret Transport de Rillieux-la-Pape (69). Ce montant représente 19,5% du montant du marché principal.

Le montant total de l'opération de réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway reste inchangé.

Le marché complémentaire est passé pour une durée de 3 mois à compter de la date de notification du marché.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de marché complémentaire n°3.64B,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération, à signer le marché complémentaire n°3.64B avec le groupement d'entreprises Roiret Transport / Iperion / Spie Sud Ouest, mandataire Roiret Transport de Rillieux-la-Pape (69), pour un montant de 1 316 355,29 € H.T.
- dire que les crédits nécessaires au marché dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°70 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY DEUXIÈME LIGNE - PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL AVEC LES COPROPRIÉTAIRES DE LA RÉSIDENCE L'ERABLE À MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

La réalisation de la ligne 2 de tramway de l'agglomération de Montpellier entre Saint-Jean-de-Védas et Jacou a nécessité une emprise sur une partie des terrains de la copropriété de la résidence l'Erable, située au 146 rue des Impressionnistes à Montpellier.

Sur cette emprise, ont été prévues :

- la reconstitution de 9 places de parking et l'aménagement d'espaces verts,
- la construction de murs de soutènement le long de l'avenue de la Justice de Castelnaud,
- l'organisation des accès de la résidence à partir de la rue Ferran et de l'avenue de la Justice de Castelnaud.

La réalisation de cette emprise devait être conclue avec échange de terrains, comme suit :

- le syndicat des copropriétaires cédait 382 m² à la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- la Communauté d'Agglomération de Montpellier cédait 181 m² à la copropriété.

Un premier accord avait été établi entre la Communauté d'Agglomération et le syndicat des copropriétaires de la résidence l'Erable en 2005, mais lors de la rédaction de l'acte authentique de vente il s'est avéré que celle-ci ne pouvait pas intervenir dans les termes prévues dans la promesse, en raison de problèmes d'ordre juridique notamment concernant les emprises impactées et les droits de propriété. Un second accord n'a également pas pu aboutir en 2008 car l'acte n'a pas pu être régularisé dans le délai imparti.

Par acte, signifié le 18 mai 2010, la copropriété et les copropriétaires des lots privatifs concernés par l'opération ont assigné TaM et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aux fins de faire constater qu'une emprise irrégulière a été créée, les travaux du tramway ayant été réalisés suite à l'accord initial sur des terrains non acquis.

Afin de trouver une issue amiable à cette situation et réparer les préjudices subis, les parties se sont alors rapprochées. Les négociations intervenues ont permis d'aboutir à un accord, formalisé par un projet de protocole transactionnel comprenant le paiement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier :

- d'une somme de 50 000 € au syndicat des copropriétaires au titre de l'échange des terrains,
- d'une indemnité de 15 000 € au titre du préjudice subis par la copropriété du fait de la non perception du prix convenu dans les délais convenus,
- de la somme de 3 000 € à la copropriété au titre des frais de procédure,
- d'une indemnité de 3 000 € à chacun des 9 copropriétaires d'un emplacement de parking.

Ces sommes seront payées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans les 15 jours de la ratification du protocole par chacun des copropriétaires et par le syndic.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le protocole transactionnel,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer le protocole transactionnel avec le syndicat des copropriétaires de la résidence l'Erable à Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer le protocole d'accord transactionnel, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.